



SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE

1-Rapport de présentation

Tome 3/3 - Explications, justifications et évaluation

5. Articulation avec les autres documents



Élaboré par :



En partenariat avec :



En collaboration avec :



JÉRÔME
DUBOIS



INSTITUTIONS
& PROJETS



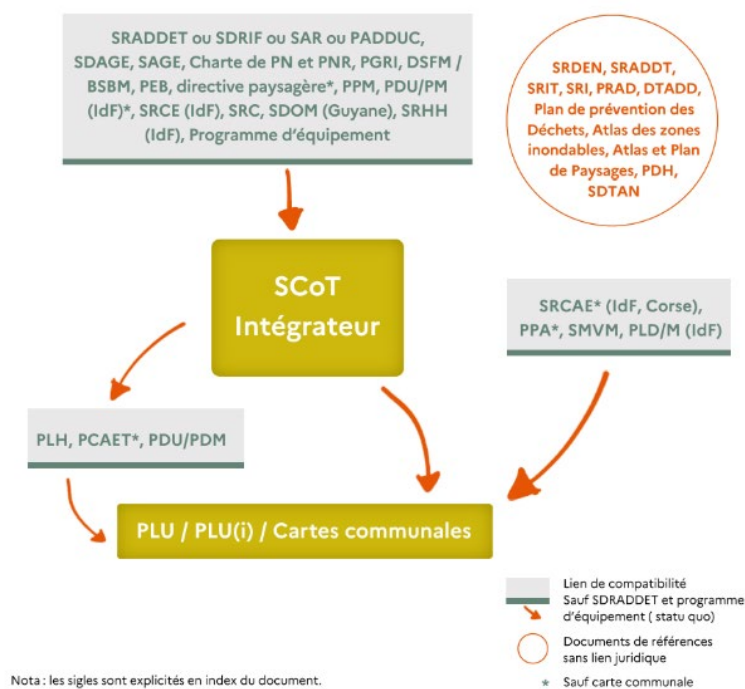
architecture
urbanisme
infrastructure
paysage

SOMMAIRE

1. LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU BASSIN RHONE MEDITERRANEE (SDAGE)	4
2. LE PLAN DE GESTION DES RISQUES INONDATION (PGRI) 2022-2027 DU BASSIN RHONE-MEDITERRANEE	19
3. LES SCHEMAS D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU (SAGE)	24
4. LE SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES (SRADDET)	31
5. LE SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES (SRC)	52
6. LA CHARTE DU PARC NATIONAL DES CALANQUES (PNC)	58
7. LES CHARTES DE PARCS NATURELS REGIONAUX (PNR)	68
<i>7.1 Le PNR de la Sainte Baume</i>	<i>68</i>
<i>7.2 Le PNR de Camargue</i>	<i>75</i>
<i>7.3 Le PNR du Luberon</i>	<i>81</i>
<i>7.4 Le PNR des Alpilles</i>	<i>93</i>
8. LA DIRECTIVE PAYSAGERE DES ALPILLES (DPA)	105
9. LE DOCUMENT STRATEGIQUE DE FAÇADE (DSF)	107
10. LA DIRECTIVE TERRITORIALE D'AMENAGEMENT (DTA)	107

L'article L131-1 dans sa version applicable au SCoT Métropolitain (donc antérieur à l'ordonnance n° 2020-745 du 17 juin 2020, relative à la rationalisation de la hiérarchie des normes, applicable aux documents d'urbanisme) rappelle les lois et surtout les plans et programmes « supérieurs » avec lesquels le SCOT doit être compatible. L 141-3 du code de l'urbanisme (Version en vigueur du 25 novembre 2018 au 01 avril 2021), prévoit que soit inclus une présentation de l'articulation des choix du SCOT avec ces documents.

Il est donc important d'analyser la compatibilité entre le SCoT et les documents cadres à l'échelle nationale, régionale et locale. Il s'agit en particulier du SDAGE Rhône Méditerranée 2022-2027, du PGRI 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée, des SAGE, du SRADDET PACA, de la charte des PNR présents sur le territoire et du PN des Calanques, ... La compatibilité implique de respecter l'esprit de la règle tandis que la prise en compte impose de ne pas s'écarter de la règle. Il est ainsi nécessaire de vérifier que le SCoT ne remet pas en cause les grandes orientations de ces documents.



Source : Le SCoT modernisé - Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires et Fédération Nationale des SCoT – Edition 2022

Par ailleurs, l'article L131-3 du code de l'urbanisme rappelle que lorsqu'un document supérieur est approuvé après le SCoT, ce dernier doit être rendu compatible ou doit prendre en compte le document supérieur dans un délai de 3 ans.

1. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée (SDAGE)

Elaboré par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, établissement public de l'Etat qui a pour mission d'initier, à l'échelle de son bassin versant, une utilisation rationnelle des ressources en eau, la lutte contre leur pollution et la protection des milieux aquatiques, Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification pour l'eau et les milieux aquatiques à l'échelle du bassin.

Le SDAGE du bassin Rhône Méditerranée est entré en vigueur le 18 mars 2022 pour les années 2022 à 2027. Il fixe pour 6 ans les grandes priorités appelées « **orientations fondamentales** », de gestion équilibrée de la ressource en eau. Il est complété par un programme de mesures, qui rassemble les actions par territoire nécessaires pour atteindre le bon état des eaux.

Neuf orientations fondamentales (OF) ont donc été définies :

- OF0 _ S'adapter aux effets du changement climatique ;
- OF1 _ Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
- OF2 _ Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques ;
- OF3 _ Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau ;
- OF4 _ Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux ;
- OF5 _ Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé ;

- 5A _ Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle
- 5B _ Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques
- 5C _ Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses
- 5D _ Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles
- 5E _ Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine
- OF6 _ Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides :
 - 6A _ Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques
 - 6B _ Préserver, restaurer et gérer les zones humides
 - 6C _ Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau
- OF7 - Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- OF8 _ Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

Le SCoT doit être compatibles (rapport de non-contradiction) avec les orientations fondamentales et leurs dispositions, ainsi qu'avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE.

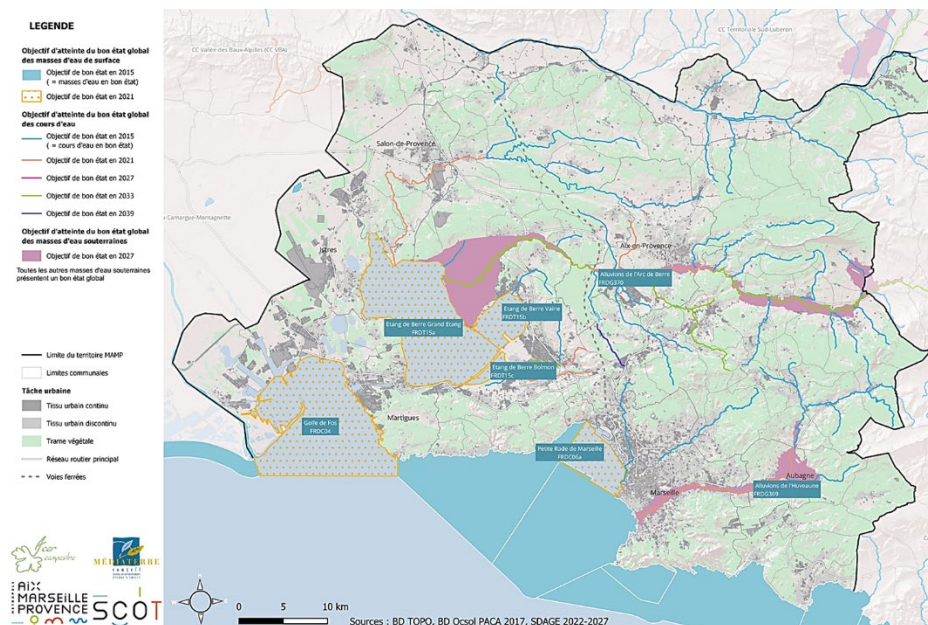
Le SDAGE en vigueur identifie dans sa **disposition 4.12 « Intégrer les enjeux du SDAGE dans les projets d'aménagement du territoire et de développement économique »** plusieurs points particuliers où les SCoT ont un rôle primordial à jouer, en particulier l'orientation fondamentale n°2 relative à l'objectif de non-dégradation des milieux aquatiques et l'orientation fondamentale n°0 relative à l'adaptation aux effets du changement climatique. Ainsi le SCoT doit :

- intégrer l'objectif de non-dégradation et la séquence « éviter - réduire – compenser » tels que définis par l'orientation fondamentale n°2 ;

- s'appuyer sur des analyses prospectives territoriales qui intègrent les enjeux de l'eau (OF1) et les effets du changement climatique (OF0)
- limiter ou conditionner le développement de l'urbanisation dans les secteurs où l'atteinte du bon état des eaux est remise en cause, notamment du fait de rejets polluants (milieu sensible aux pollutions, capacités d'épuration des systèmes d'assainissements des eaux résiduaires urbaines saturées ou sous équipées – OF5A et 5B) ou du fait de prélèvements excessifs dans les secteurs en déséquilibre chronique ou en équilibre fragile entre la ressource en eau disponible et les usages (OF7)
- favoriser la sobriété des usages de la ressource en eau (OF7)
- limiter l'imperméabilisation des sols et encourager les projets permettant de restaurer des capacités d'infiltration, à la fois pour limiter la pollution des eaux en temps de pluie, pour réduire les risques d'inondation dus au ruissellement (OF5A et 5B) et contribuer à la recharge des nappes. En compensation de l'ouverture de zones à l'urbanisation, il sera nécessaire de prévoir la désimperméabilisation de surfaces déjà aménagées. Sous réserve de capacités techniques suffisantes en matière d'infiltration des sols, la surface cumulée des projets de désimperméabilisation visera à atteindre 150% de la nouvelle surface imperméabilisée (disposition 5A-04).
- protéger les milieux aquatiques (ripisylves, zones humides et espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques – OF6), les zones de sauvegarde pour l'alimentation en eau potable (disposition 5E-01) et les champs d'expansion des crues (OF8), en particulier par l'application de zonages adaptés dans les PLU(i). En cas de destruction de zones humides le SDAGE pose le principe d'une compensation à hauteur d'une valeur guide de 200% de la surface perdue (disposition 6B-03)
- s'appuyer sur des schémas "eau potable", "assainissement" et "pluvial" à jour, dans la mesure où les évolutions envisagées ont des incidences sur les systèmes d'eau potable et d'assainissement (OF5A et disposition 4-11)

La carte suivante présente les objectifs d'atteinte du bon état global des masses d'eaux identifiées par le SDAGE. A noter que chaque masse d'eau du territoire ayant

un objectif de qualité fait l'objet d'un plan d'action opérationnel territorialisé (fiche PAOT) disponible sur la cartographie des données SDAGE et PDM 2022-2027



Au regard des attentes formulées dans la disposition 4-12, les dispositions à prendre en compte par le SCOT dans le cadre de ce rapport de non-contradiction sont listées ci-après.

Orientation fondamentale n°0

S'ADAPTER AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Disposition 0-01 : Agir plus vite et plus fort face au changement climatique

« Pour agir à la hauteur de cet enjeu, les acteurs en charge de l'élaboration [...], des schémas de cohérence territoriale (SCoT), [...] sont invités à identifier les différents secteurs, ouvrages, ressources en eau ou milieux naturels qui seraient particulièrement sensibles aux phénomènes induits par le changement climatique.

Un tel diagnostic vise à relativiser les vulnérabilités, circonscrire la problématique et dégager des priorités parmi les solutions d'adaptation. »

Disposition 0-02 : Développer la prospective pour anticiper le changement climatique

« Pour cela, des démarches de prospective à long terme doivent être développées, en particulier [...] dans les domaines de l'urbanisme (SCoT par exemple), [...] »

Présentation de l'articulation du SCOT

Dans son axe 3 du PADD, le SCOT ambitionne de garantir la disponibilité et la durabilité de la ressource en eau avec comme objectif l'optimisation de l'usage de l'eau agricole, la diversification des sources d'alimentation, la préservation des masses d'eau stratégiques et leur périmètre de sauvegarde identifié (nappe de la Crau et nappe de la Sainte-Baume), sécuriser l'alimentation pour les communes ne disposant que d'une seule source d'alimentation et enfin adapter les modalités d'aménagement du territoire en fonction de la disponibilité de la ressource en eau.

Dans le DOO, une orientation vise à assurer la disponibilité et la durabilité des ressources naturelles du territoire. Elle comprend notamment un objectif concernant la préservation de la ressource en eau et des prescriptions spécifiques pour la protection des eaux de surface et des masses d'eau souterraines stratégiques (P251, P252).

Un schéma directeur métropolitain d'alimentation en eau potable (SDMAEP) a été approuvé en décembre 2024 (Préambule du PADD). Ce schéma prospectif à l'échelle métropolitaine viendra compléter le SCoT lors de sa prochaine évolution et répondre ainsi pleinement aux dispositions identifiées.

Le SCoT est compatible

Orientation fondamentale n°1

PRIVILÉGIER LA PRÉVENTION ET LES INTERVENTIONS À LA SOURCE POUR PLUS D'EFFICACITÉ

Disposition 1-02 : Développer les analyses prospectives dans les documents de planification

« Le SDAGE recommande que des analyses prospectives soient menées sur tous les territoires où cela est pertinent, à l'échelle appropriée, c'est-à-dire celle à laquelle les acteurs concernés ont la capacité de mettre en œuvre les choix qui seront faits

au vu de cette analyse. Sont concernés les documents de planification suivants, dans la mesure où les délais d'élaboration de ces documents le permettent : [...], schéma de cohérence territoriale (SCoT), [...]. Ces analyses doivent porter sur les impacts des scénarios envisagés sur l'atteinte du bon état des eaux, la disponibilité de la ressource, la qualité et le bon fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides, les risques pour la santé et les risques d'inondation. »

Présentation de l'articulation du SCOT

Comme précisé pour l'OF0, le SCoT sera complété par les schémas directeurs une fois que ceux-ci seront finalisés, intégrant des analyses prospectives appropriées. Il s'agit des schémas directeurs relatifs à la gestion de l'eau et du pluvial, de l'assainissement et de l'alimentation en eau potable. Ces analyses seront donc intégrées au niveau des PLU(i) (P252 et P253 du DOO)

Concernant le projet de SCoT, l'analyse des impacts des scénarios est réalisée dans la « partie 4 : Justification des choix et alternatives au regard des enjeux environnementaux » et dans la « partie 5 : Evaluation des incidences du SCoT par thématiques environnementales ».

Le SCoT est compatible

Orientation fondamentale n°2

CONCRÉTISER LA MISE EN ŒUVRE DU PRINCIPE DE NON-DÉGRADATION DES MILIEUX AQUATIQUES

Disposition 2-01 : Mettre en œuvre la séquence « éviter-réduire-compenser »

« Tout projet susceptible d'impacter les milieux aquatiques doit être élaboré en visant la non-dégradation de ceux-ci. Il doit constituer, par sa nature et ses modalités de mise en œuvre, la meilleure option environnementale permettant de respecter les principes évoqués aux articles L.211-1 (gestion équilibrée et durable de la ressource en eau) et L.212-1 du code de l'environnement (objectifs du SDAGE relatifs à l'atteinte du bon état des masses d'eau et au respect des zones protégées notamment) »

Présentation de l'articulation du SCoT

La séquence « Eviter-Réduire-Compenser » (ERC) est intégrée dans le projet de SCoT dans le cadre de son évaluation environnementale. Un travail itératif a été mené permettant ainsi d'améliorer l'écriture du projet de SCoT en évitant notamment

certain impacts potentiels et en améliorant la prise en compte de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans le projet. Ainsi l'objectif de non-dégradation a été le fil-rouge de l'évaluation des incidences du SCoT sur la ressource en eau et les milieux aquatiques. Toutefois des impacts restent présents compte-tenu de l'augmentation de la population (et donc des rejets d'eau usée), de l'imperméabilisation (et donc des rejets d'eau pluviale), du développement de l'activité maritime et portuaire (et donc des rejets des eaux grises/noires et carénages).

Le SCoT est compatible

Orientation fondamentale n°4

RENFORCER LA GOUVERNANCE LOCALE DE L'EAU POUR ASSURER UNE GESTION INTÉGRÉE DES ENJEUX

Disposition 4-15 : Organiser les usages maritimes en protégeant les secteurs fragiles

« Les SCoT littoraux sont habilités par le code de l'urbanisme (articles L.141-12 à 14) à orienter l'organisation des usages en mer. Les SCoT littoraux mettent en œuvre cette faculté offerte par les textes pour limiter les pressions liées aux usages qui s'exercent sur les masses d'eau concernées et identifiées comme tel dans le programme de mesures. »

Présentation de l'articulation du SCoT

7 masses d'eau littorales concernent le SCoT et chacune fait l'objet d'un plan d'action opérationnel territorialisé (PAOT). Au niveau de la qualité chimique, celles-ci sont considérées comme étant en bon état, ce qui n'est pas le cas pour la qualité écologique puisque 5 sont dans un état moyen selon le SDAGE 2022-2027. Il s'agit des masses d'eau suivantes : « Golfe de Fos », « Côte Bleue », « Petite Rade de Marseille », « Iles de Marseille hors Frioul » et « Bec de l'Aigle – Pointe de la Fauconnière ». Selon les fiches PAOT les pressions sont les suivantes : pollutions par les substances toxiques et nutriments urbains et industriel (rejets pluviaux et assainissement), altération par les activités maritimes (mouillages).

Le PADD a un axe spécifique pour le littoral. Il s'agit de l'axe 2. Ainsi parmi les ambitions portées par le SCoT dans le développement du littoral, le SCoT ambitionne de limiter les impacts potentiels sur le milieu en maîtrisant fortement



l'artificialisation des petits fonds côtiers, en favorisant la restauration écologique et en améliorant la qualité des milieux vis-à-vis des rejets (rejet au niveau des fleuves ou rejets directs). Il en est de même pour les activités avec le développement de plan de gestion des mouillages (avec mouillages écologiques) et des balisages des activités. La carte n°1 identifie les réservoirs de biodiversité marins et le DOO définit des prescriptions pour leur protection (objectif 1.1.1). Le DOO prévoit également d'organiser et de prévoir les besoins d'aménagement permettant de réguler les points d'accès des espaces littoraux aux activités de loisirs (les zones de mouillage dans le Parc des Calanques (P28), cales de mise à l'eau et autres aménagements - P215) ainsi que l'encadrement des aménagements des ports de plaisance (P162).

Le SCoT est compatible

Orientation fondamentale n°5A

POURUIVRE LES EFFORTS DE LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS D'ORIGINE DOMESTIQUE ET INDUSTRIELLE

Disposition 5A-01 : Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état des eaux

« L'atteinte du bon état des eaux rend nécessaire la non-aggravation ou la résorption des différentes pressions polluantes qui sont à l'origine de la dégradation de l'état des eaux (pollutions domestiques et des activités économiques) [...]. Aussi, les SCoT et, en l'absence de SCoT, les PLU(i) doivent s'assurer du respect des réglementations sectorielles (directive eaux résiduaires urbaines « ERU », directive baignade, directive sur les eaux conchylicoles) et de l'objectif de non-dégradation des masses d'eau, en veillant en particulier à la maîtrise de l'impact cumulé de leurs rejets dans les masses d'eau. »

Disposition 5A-02 : Pour les milieux particulièrement sensibles aux pollutions, adapter les conditions de rejet en s'appuyant sur la notion de « flux admissible »

« L'évaluation environnementale des SCoT précise les conditions dans lesquelles le SCoT est compatible avec l'objectif de flux admissibles lorsque ceux-ci sont définis, en veillant à la bonne mise en œuvre des préconisations du SDAGE [...] »

Disposition 5A-04 : Éviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées

« L'imperméabilisation augmente le ruissellement des eaux de pluie au détriment de leur infiltration dans le sol. Les conséquences sur les milieux aquatiques et les activités humaines peuvent alors être importantes, en entraînant notamment une augmentation des volumes d'eaux pluviales ruisselés et de leur charge en polluants qui perturbe les réseaux et le fonctionnement des dispositifs d'assainissement. L'imperméabilisation entraîne par ailleurs une moindre alimentation des nappes souterraines, une accélération des écoulements en surface, et une augmentation des risques de catastrophes naturelles (inondation, coulée de boue etc.). Aussi, le SDAGE fixe trois objectifs généraux :

- *Limitier l'imperméabilisation nouvelle des sols. Cet objectif doit devenir une priorité, notamment pour les documents d'urbanisme lors des réflexions en amont de l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation [...].*
- *Réduire l'impact des nouveaux aménagements. Tout projet doit viser à minima la transparence hydraulique de son aménagement vis-à-vis du ruissellement des eaux pluviales en favorisant l'infiltration ou la rétention à la source. [...]*
- *Compenser l'imperméabilisation nouvelle par la désimperméabilisation de l'existant. Le SDAGE incite à ce que les documents de planification d'urbanisme (SCoT et PLU(i)) prévoient, en compensation de l'ouverture de zones à l'urbanisation, la désimperméabilisation de surfaces déjà aménagées. Sous réserve de capacités techniques suffisantes en matière d'infiltration des sols, la surface cumulée des projets de désimperméabilisation visera à atteindre 150 % de la nouvelle surface imperméabilisée suite aux décisions d'ouverture à l'urbanisation prévues dans le document de planification [...] »*

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT ambitionne de préserver la ressource en eau et rendre la ville plus durable au niveau de son axe 3 et de son point fort « Garantir la disponibilité et la durabilité des ressources naturelles du territoire »

Ainsi au niveau du PADD, le SCoT a pour objectif de lutter contre les pollutions des cours d'eau avec notamment le maintien des fonctions d'épuration des milieux aquatique (ripisylves et zones humides). Cet objectif est traduit au niveau du DOO avec le renforcement de la gestion de l'assainissement (P258). Toutefois le développement de l'urbanisation n'est conditionné qu'au raccordement au réseau et non à la sensibilité des milieux présentant un risque de non atteinte de l'objectif de bon état. Le SCoT demande également aux collectivités la mise en œuvre des

mécanismes d'autoépuration afin de réduire les rejets. Cela va dans le sens de la réduction des pressions sur les masses d'eau. Toutefois cela ne concernera vraisemblablement que les petites stations.

Le SCoT prévoit ainsi une augmentation de la population d'environ 200 000 personnes ainsi qu'un développement économique dont le tourisme. Cela aura une incidence significative sur les systèmes d'assainissement dont certains sont non conformes en 2022. Cela sera pris en compte au niveau des schémas directeurs d'assainissement de chaque PLU(i).

Enfin, le SCoT envisage plusieurs objectifs afin de lutter contre l'imperméabilisation que ce soit au niveau du développement urbain ou dans la prise en compte du risque de ruissellement. La séquence ERC de la disposition 5A-04 est présente (Limiter l'imperméabilisation / Rechercher la transparence hydraulique / Désimperméabiliser l'existant). On retrouve cette traduction au niveau du DOO, notamment dans les prescriptions P148 et P243 en intégrant la notion de renaturation. Certes, le SCoT n'indique pas de ratio imperméabilisation / désimperméabilisation mais par sa recommandation suivant la P27 il rappelle que la doctrine « éviter / réduire / compenser » s'impose aux projets concernant les milieux aquatiques.

Concernant la notion de « flux admissible », seul l'Arc a fait l'objet d'une étude en 2020. Cette compatibilité est analysée dans la mesure du possible dans la « *partie 5 : Evaluation des incidences du SCoT par thématiques environnementales* ».

Afin de conforter l'ambition du PADD et répondre aux objectifs de non-dégradation, l'évaluation environnementale rappelle les directives du SDAGE listées au niveau de la disposition 5A-01 qui s'appliquent en relation avec les chapitres et cartes concernées par le thème du DOO, à savoir la perspective d'une réutilisation des eaux d'épuration qui implique une qualité forte des eaux rejetées (cf gestion ressource en eau) et le conditionnement de l'ouverture à l'urbanisation à la capacité des stations limitant les surverses.

Le SCoT est compatible

Orientation fondamentale n°5B

LUTTER CONTRE L'EUTROPHISATION DES MILIEUX AQUATIQUES

Disposition 5B-01 : Anticiper pour assurer la non-dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation

« Sur les milieux identifiés comme fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation par la carte 5B-A, et compte tenu de l'impact du changement climatique sur les risques d'eutrophisation, l'objectif est d'assurer la non-dégradation de l'état des eaux conformément à l'orientation fondamentale n°2. Dans ce cadre, il importe notamment que les SCoT et PLU(i) soient adaptés en cas de croissance attendue de population de façon à ne pas accentuer ni les flux de pollutions ni les prélèvements d'eau susceptibles d'avoir un impact sur l'état trophique des eaux ; dans cet objectif, l'évaluation environnementale des SCoT doit vérifier que le SCoT est compatible avec l'objectif de non-dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation ; [...] »

Présentation de l'articulation du SCoT

Les cours d'eau identifiés par le SDAGE 2022-2027 sont le torrent du Fauge / l'Huveaune du seuil de Pont de l'Etoile à la mer / l'Etang de Berre, l'Etang de Bolmon et l'étang de Berre Vaïne / le Vallat Neuf / le ruisseau de la Torse / l'Arc de la Cause à l'Etang de Berre / le Vallat Marseillais / la Touloubre du Vallat de Boulery à l'étang de Berre / l'Etang d'Entressen et la Durance du vallon de la Campagne à l'amont de Mallemort.

Le SCoT prévoit une augmentation de la population d'environ 200 000 personnes ainsi qu'un développement économique dont le tourisme. Cela risque d'impacter les systèmes d'assainissement et donc les rejets, si le SCoT ne le cadre pas. Ainsi, le DOO prévoit pour maîtriser les impacts des systèmes d'assainissement de veiller d'une part à ce que tout nouveau projet d'urbanisation soit raccordé au réseau collectif, afin de garantir sur le long terme le traitement des eaux usées, de s'assurer d'autre part que le dimensionnement soit suffisant au niveau des capacités d'épuration. Enfin, il incite à mettre en œuvre les mesures préventives pertinentes pour réduire les rejets.

Le PADD mentionne dans son objectif de lutte contre les pollutions des cours d'eau et de la ressource en eau cette notion d'eutrophisation en proposant le maintien de la fonctionnalité épuratoire des ripisylves. Cette ambition est traduite au niveau du DOO au niveau de l'identification des espaces de bon fonctionnement (EBF) qui



permettent la préservation des ripisylves (carte n°1 et P24). L'ensemble des cours d'eau identifié par le SDAGE est identifié au niveau de la carte n°1 pour la définition des EBF.

Cette lutte contre l'eutrophisation passe également par la réduction des flux. C'est dans ce sens que la P258 demande la mise en œuvre de solutions au niveau des stations d'épuration permettant de réduire les rejets pour limiter les impacts sur les zones de baignade et les écosystèmes aquatiques.

Le SCoT est compatible

Orientation fondamentale n°5E

ÉVALUER, PRÉVENIR ET MAÎTRISER LES RISQUES POUR LA SANTÉ HUMAINE

Disposition 5E-01 : Protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable

« Les SCoT, dont le périmètre inclut des zones de sauvegarde, intègrent les enjeux spécifiques de ces zones, notamment les risques de dégradation de la qualité des ressources en eau stratégiques qu'elles alimentent, dans le diagnostic prévu à l'article L.141-15 du code de l'urbanisme. En application des articles L.141-3 et L.141-4 du code de l'urbanisme, les SCoT prévoient les mesures permettant de les protéger sur le long terme dans leur projet d'aménagement stratégique et leur document d'orientation et d'objectifs. »

Disposition 5E-02 : Délimiter les aires d'alimentation des captages d'eau potable prioritaires, pollués par les nitrates ou les pesticides, et restaurer leur qualité

« La carte 5E-C et le tableau 5E-C identifient les 281 captages prioritaires pour la mise en œuvre d'une démarche de réduction des pollutions par les nitrates ou les pesticides afin de restaurer la qualité de l'eau à l'échelle de leur aire d'alimentation. [...]. Ces mesures peuvent notamment consister à [...] renforcer la portée des outils réglementaires existants (DUP, SAGE, SCoT, PLU(i)) au sujet des pollutions diffuses agricoles en priorité dans les zones de protection de l'aire d'alimentation du captage »

Présentation de l'articulation du SCoT

Le projet de SCoT prévoit de nombreux objectifs de protection de la ressource en eau au niveau de l'axe 3 du PADD et de son ambition forte de garantir la disponibilité et la durabilité de la ressource. Ainsi le SCoT s'oriente vers la préservation des nappes souterraines en privilégiant les eaux superficielles qui sont pour la Métropole le canal de Marseille et le canal de Provence alimentés tous deux par le système Durance-Verdon. 5 masses d'eau souterraines stratégiques sont présentes sur le territoire : la nappe de la Crau, la nappe du bassin de l'Arc, la nappe de la Durance et les nappes des massifs de la Sainte Victoire et de la Sainte Baume/Calanques.

La nappe de la Crau a fait l'objet d'une délimitation d'une zone de sauvegarde. Celle-ci est mentionnée au niveau du DOO (P252) en reprenant notamment les principales recommandations formulées par le Symcrau. Néanmoins, aucune interdiction n'est formulée concernant les zones vierges ou faiblement occupées, ainsi qu'un pourcentage maximum de surfaces urbanisées rapportées à la surface communale de la zone de sauvegarde dans le cadre de la limitation.

Une autre zone de sauvegarde a été identifiée au niveau du PNR de la Sainte-Baume. Cette zone également mentionnée, a fait l'objet d'une étude en 2021 comportant des recommandations.

Un seul captage prioritaire est identifié au niveau du SDAGE. Il s'agit du captage de la source Font Reynaude sur la commune de Saint-Paul-lès-Durance pollué aux pesticides (nouvellement identifié dans le SDAGE 2022-2027). Il n'est pas fait mention de captage prioritaire dans le SCoT. Néanmoins la protection des captages fait l'objet d'une prescription (P251)

Le SCoT est compatible

Orientation fondamentale n°6A

AGIR SUR LA MORPHOLOGIE ET LE DÉCLOISONNEMENT POUR PRÉSERVER ET RESTAURER LES MILIEUX AQUATIQUES

Disposition 6A-02 : Préserver et restaurer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques

« Les documents d'urbanisme sont compatibles avec l'objectif de préserver et restaurer les espaces de bon fonctionnement (EBF) des différents milieux aquatiques et humides [...]. Les SCoT intègrent les enjeux spécifiques au bon fonctionnement des milieux aquatiques dans le diagnostic prévu à l'article L.141-15

du code de l'urbanisme. Ils prévoient les mesures permettant de les protéger sur le long terme dans leur projet d'aménagement stratégique et leur document d'orientation et d'objectifs, en application des articles L.141-3 et L.141-4 du code de l'urbanisme. [...] Afin de préserver les espaces de bon fonctionnement durablement ou de les reconquérir même progressivement, les SCoT énoncent des objectifs et orientations adaptés, et déterminent les modalités de protection de ces espaces, lorsqu'ils sont délimités.»

Disposition 6A-03 : Préserver les réservoirs biologiques et renforcer leur rôle à l'échelle des bassins versants

« Afin d'assurer la préservation des réservoirs biologiques et de leur influence dans les sous-bassins du SDAGE, il est nécessaire de les prendre en compte, à la hauteur des enjeux, dans tout projet d'aménagement ou travaux qui viendrait potentiellement impacter de manière directe ou indirecte leur qualité et les fonctions qu'ils assurent dans l'hydrosystème. »

Les réservoirs biologiques identifiés par le SDAGE sur le territoire du SCoT sont les suivantes :

- RBioD00535 - La Cadière de sa source à la confluence avec le Ruisseau de la Marthe inclus
- RBioD00534 - Le Bayon et ses affluents
- RBioD00536 - Le Ruisseau de Budéou
- RBioD00537 - L'Èze et ses affluents non inclus dans le référentiel masse d'eau du bassin Rhône-Méditerranée

Disposition 6A-04 : Préserver et restaurer les rives de cours d'eau et plans d'eau, les forêts alluviales et ripisylves

« Le maintien des ripisylves est particulièrement important compte-tenu de leur rôle fondamental dans le bon fonctionnement des milieux aquatiques et de leur positionnement à l'interface des trames vertes et bleues. Les structures exerçant la compétence GEMAPI identifient les secteurs où la ripisylve et les forêts alluviales présentent un enjeu particulier de protection et de restauration. [...] La contribution des milieux alluviaux à la trame verte et bleue formalisée dans les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires

(SRADDET) rend nécessaire leur restauration sur des linéaires significatifs pour constituer des corridors d'interconnexion, en particulier entre les réservoirs biologiques et d'autres tronçons de cours d'eau ou entre des tronçons de cours d'eau et des zones humides »

Disposition 6A-14 : Maîtriser les impacts cumulés des plans d'eau

« La création de plans d'eau ou la gestion de plans d'eau existants ne doit pas compromettre, à court et long terme :

- l'atteinte des objectifs environnementaux (non-dégradation, bon état, très bon état) dans les bassins versants concernés, y compris la préservation des équilibres quantitatifs et des zones humides ;
- la résilience des milieux aquatiques eu égard aux effets du changement climatique ;
- les objectifs de la trame verte et bleue définis par les SRADDET ;
- certains usages dépendant fortement de la qualité sanitaire des eaux (zones de baignade, prélèvements pour l'alimentation en eau potable...). »

Disposition 6A-16 : Mettre en œuvre une politique de préservation et de restauration du littoral et du milieu marin pour la gestion et la restauration physique des milieux

« Gérer le trait de côte en tenant compte de sa dynamique. [...] Les SCoT et, en l'absence de SCoT, les PLU(i) doivent être compatibles avec :

- l'objectif de préservation d'unités écologiques (cellules hydro-sédimentaires, herbiers, zones humides...) libres de tout aménagement significatif ;
- l'objectif de restauration d'unités écologiques dégradées, par exemple par le recul des infrastructures existantes. »

[...] Pour préserver la qualité des habitats marins et accentuer la restauration des secteurs dégradés, il est préconisé d'encourager l'organisation des mouillages des navires en privilégiant les aménagements sur les milieux les moins sensibles (interdiction du mouillage à l'ancre dans les espèces végétales marines protégées



dont les herbiers de posidonies), en cohérence avec l'arrêté cadre N° 123/2019 et la stratégie de gestion des mouillages du document stratégique de façade de Méditerranée. Les volets mer des SCoT devront y contribuer ainsi que les Schémas territoriaux de restauration écologique (STERE) [...] »

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT a des ambitions fortes concernant les cours d'eau. Ainsi au niveau de sa stratégie présentée dans le PADD, le SCoT a pour ambition d'assurer la protection des espaces naturels d'intérêt écologique dont les réservoirs identifiés par le SDAGE (carte du PADD). Il se donne comme objectifs de limiter les pressions anthropiques sur le cours d'eau et encourager leur valorisation et leur renaturation, de lutter contre les pollutions liées aux rejets des eaux pluviales et d'assainissement, de préserver la circulation des sédiments des cours d'eau permettant in fine la recharge des fonds marins, de ne pas perturber les courants marins, etc.

Cette ambition de protection et de valorisation des milieux aquatiques pour leur multifonctionnalité est ainsi traduite au niveau du DOO dans sa carte n°1 et des prescriptions concernant la préservation et le renforcement de la trame bleue (P20, P22, P23, P24, P25, P26, P28). On retrouve notamment des prescriptions concernant la protection des réservoirs biologiques identifiés dans le SDAGE (P20), la localisation des espaces de bon fonctionnement à définir au niveau des PLU(i) (P24), la protection de la trame turquoise contribuant à la qualité écologique des cours d'eau (P25) et la préservation des écosystème marins identifiés sur la carte n°1 (P28).

Le SCoT est compatible

Orientation fondamentale n°6B

PRÉSERVER, RESTAURER ET GÉRER LES ZONES HUMIDES

Disposition 6B-02 : Mobiliser les documents de planification, les outils financiers, fonciers et environnementaux en faveur des zones humides

« Les SCoT intègrent dans le diagnostic prévu à l'article L.141-15 du code de l'urbanisme les enjeux spécifiques aux zones humides de leur territoire, en s'appuyant notamment sur les inventaires portés à connaissance par les services de l'État. En application des articles L.141-3 et L.141-4 du code de l'urbanisme, les SCoT prévoient, dans leur projet d'aménagement stratégique et leur document

d'orientation et d'objectifs, les mesures permettant de respecter l'objectif de non-dégradation des zones humides et de leurs fonctions et de les protéger sur le long terme. L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme tient compte de leurs impacts sur le fonctionnement de ces espaces et explicite et démontre leur compatibilité avec les objectifs du SDAGE. »

Disposition 6B-03 Préserver les zones humides en les prenant en compte dans les projets

« [...] lorsque la réalisation d'un projet conduit à la disparition d'une surface de zones humides ou à l'altération de leurs fonctions, les mesures compensatoires prévoient la restauration de zones humides existantes dégradées voire fortement dégradées. Cette compensation doit viser une valeur guide de 200 % de la surface perdue [...] »

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT vise également d'améliorer l'état de fonctionnement des milieux humides en les protégeant et en les restaurant au regard de leur importance écologique mais également au regard de leur services rendus à la société. Les principales zones humides sont localisées au niveau du PADD et dans les cartes n°1 et 5 du DOO. Le SCoT pointe également une réduction prioritaire des aménagements dans les milieux humides au niveau de son objectif de préservation de la ressource en eau. Toutefois, connaissant l'importance de ces milieux et leur disparition, il aurait été préférable de stopper les aménagements.

La traduction dans le DOO est faite au niveau des prescriptions concernant l'objectif de préservation et de valorisation des réservoirs de biodiversité (objectif 1.1.1). Plusieurs prescriptions spécifiques aux zones humides sont faites demandant aux documents d'urbanisme d'affiner la localisation en assurant leur protection notamment en évitant l'artificialisation des abords et en préservant ou en facilitant la remise en état de la végétation, mais aussi en garantissant leur connexion aux cours d'eau. Toutefois, il est mentionné que les aménagements, constructions et installations relatifs aux enjeux économiques de la ZIP de Fos doivent être autorisés sous réserve de préservation ou de rétablissement des continuités écologiques. Or, la ZIP de Fos est concernée par de vastes zones humides avérées dont certaines sont identifiées comme zone Natura 2000. Certaines zones humides sont vouées à disparaître au vu des projets d'envergure nationale ou européenne que représente le GPM.

Les espaces de bon fonctionnement des cours d'eau ont été intégrés sur la carte 1 du recueil cartographique du DOO.

Pour rappel, le SDAGE prévoit dans ses mesures compensatoires, lorsque la réalisation d'un projet conduit à la disparition d'une surface de zones humides ou à l'altération de leurs fonctions, que la restauration de zones humides existantes dégradées voire fortement dégradées soit compensée. Cette compensation doit viser une valeur guide de 200% de la surface perdue. Le DOO fait référence de manière générale à cette mesure compensatoire dans la recommandation de la P27 où il est inscrit : Faire de l'évitement la priorité pour les projets : en cohérence avec le SDAGE et le SAGE, la doctrine « éviter / réduire / compenser » s'impose aux projets concernant les milieux aquatiques [...].

Le DOO ne définit pas à son échelle de niveau de compensation des zones humides car si le SDAGE mentionne une valeur guide de 200% de la surface perdue, sur un plan prescriptif il s'agit d'apprécier au cas par cas le niveau d'impact de la suppression d'une zone humide en fonction de son rôle écologique et du réseau dans lequel elle s'insère

Le SCoT est compatible

Orientation fondamentale n°7

ATTEINDRE ET PRÉSERVER L'ÉQUILIBRE QUANTITATIF EN AMÉLIORANT LE PARTAGE DE LA RESSOURCE EN EAU ET EN ANTICIPANT L'AVENIR

Disposition 7-02 : Démultiplier les économies d'eau

« Les acteurs gestionnaires de l'eau (collectivités, structures locales de gestion, agence de l'eau, services de l'État...) promeuvent, encouragent et soutiennent les démarches d'économie d'eau dans tous les secteurs d'activité. Une attention particulière pourra être portée aux projets innovants ou exemplaires, en termes d'aménagements urbains, d'espaces verts ou d'équipements publics, de gestion des eaux pluviales (infiltration, désimperméabilisation des sols, récupération des eaux pluviales), ou de réutilisation des eaux usées traitées. De même, seront valorisés les pratiques, modes de consommation, mises en place d'équipements et technologies économes en eau, auprès de tous les usagers et secteurs d'activités, en incitant plus particulièrement à la mise en place d'équipements et pratiques agricoles économes. »

Disposition 7-05 Rendre compatibles les politiques d'aménagement du territoire et les usages avec la disponibilité de la ressource

« Les SCoT et, en l'absence de SCoT, les PLU(i) [...] doivent être compatibles avec l'objectif d'atteindre et de préserver l'équilibre quantitatif de la ressource en eau. Ils tiennent compte pour cela des objectifs fixés par le PGRE et veillent à l'adéquation besoin-ressource (volumes prélevables par usage, débit objectif d'étiage et niveau piézométrique d'alerte notamment). Ils doivent être compatibles avec les objectifs et orientations des SAGE [...]. Dans ce cadre une urbanisation nouvelle ne peut être planifiée sans avoir vérifié au préalable la disponibilité suffisante de la ressource en eau conformément à l'article L.101-2 du code de l'urbanisme. Pour l'application de l'objectif de non dégradation des masses d'eau et des milieux naturels conformément à l'orientation fondamentale n°2, les projets de SCoT ou de PLU(i) analysent l'adéquation entre la ressource en eau disponible et les besoins en eau des aménagements envisagés, en tenant compte des équipements existants et de la prévision de besoins futurs en matière de ressource en eau, des études d'évaluation des volumes prélevables globaux et des plans de gestion de la ressource en eau (y compris économies d'eau, règles de partage de l'eau et ressources de substitution) et des SAGE lorsqu'ils existent ainsi que des éléments prospectifs développés au titre de la disposition 0-02. [...]»

Disposition 7-06 : Mieux connaître et encadrer les prélèvements à usage domestique

« [...] Les structures porteuses de démarches locales de gestion de l'eau (SAGE, PGRE, contrat de milieux ou de bassin versant...) établissent, sur leur territoire d'intervention, si les enjeux le justifient, l'inventaire des prélèvements à usage domestique (localisation et volumes prélevés) en s'appuyant sur les données des bases de données nationales et les données détenues par les propriétaires. [...] Les SCoT et PLU(i) tiennent compte de ces inventaires pour l'application de la disposition 7-05, dans le cadre de leur élaboration ou révision ainsi que dans le cadre de leurs démarches prospectives. »

Présentation de l'articulation du SCoT

Le territoire du SCoT n'est pas concerné par un Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE). Le SCoT ambitionne de garantir la disponibilité de la ressource en eau (point fort du PADD) en sécurisant durablement l'approvisionnement en eau potable c'est-à-dire que les communes disposent à minima de deux ressources pour



l'alimentation en eau de ses administrés ; De plus cette ambition est appuyée par l'objectif d'adapter les modalités d'aménagement du territoire en fonction de la disponibilité de la ressource en eau.

Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau de l'objectif 5.4.1 « Préserver la ressource », notamment en assurant la protection des captages et des zones de sauvegarde (P251 et P252), en prenant en compte les enjeux de solidarité territoriale pour la gestion de la ressource (P253 et P254) et en assurant la sécurisation en eau potable de l'ensemble du territoire (P255 à P257). Il s'agit ainsi de prendre en compte la dépendance du territoire au système Durance-Verdon, le potentiel au niveau des ressources stratégiques et d'anticiper le risque de pénurie en eau pour certaines communes du territoire.

L'objectif d'adaptation des modalités d'aménagement a été repris dans le DOO en P252, notamment le conditionnement de l'urbanisation à la disponibilité de la ressource.

Concernant les économies d'eau, le SCoT ambitionne de diversifier les sources d'alimentation en eau dans les territoires en situation de déséquilibre quantitatif en valorisant notamment les eaux de pluie et les eaux usées traitées. Cela est traduit au niveau du DOO dans la prescription P252 pour les eaux de pluie. Le DOO porte l'ambition de permettre l'implantation de procédés innovants de production d'eau potable (P256) qui pourraient s'appuyer par exemple sur la réutilisation des eaux usées traitées (REUT). Cette notion se retrouve également au niveau de la prescription P199 concernant l'innovation dans les projets urbains. Le SCoT recommande également d'améliorer le rendement des réseaux d'eau potable et d'autoriser la mise en place de dispositif de récupération et de réutilisation de l'eau de pluie (P206, P245, P259).

Le SCoT est compatible

Orientation fondamentale n°8

AUGMENTER LA SÉCURITÉ DES POPULATIONS EXPOSÉES AUX INONDATIONS EN TENANT COMPTE DU FONCTIONNEMENT NATUREL DES MILIEUX AQUATIQUES

Disposition 8-01 : Préserver les champs d'expansion des crues

« Les champs d'expansion de crues doivent être conservés sur l'ensemble des cours d'eau du bassin. Les documents d'urbanisme (SCoT, PLU(i)...) doivent être compatibles avec cet objectif. »

Disposition 8-05 : Limiter le ruissellement à la source.

« En milieu urbain comme en milieu rural, des mesures doivent être prises, notamment par les collectivités par le biais des documents et décisions d'urbanisme et d'aménagement du territoire, pour limiter les ruissellements à la source, y compris dans des secteurs hors risques mais dont toute modification du fonctionnement pourrait aggraver le risque en amont ou en aval [...]. Il s'agit, notamment au travers des documents d'urbanisme, de :

- limiter l'imperméabilisation des sols et l'extension des surfaces imperméabilisées ;*
- favoriser les actions de désimperméabilisation quelle que soit leur échelle ;*
- favoriser ou restaurer l'infiltration des eaux en milieu urbain comme en milieu rural ;*
- favoriser le recyclage des eaux de toiture ;*
- favoriser les techniques d'infiltration à la parcelle ou de stockage des eaux de ruissellement (chaussées drainantes, parking en nid d'abeille, toitures végétalisées...) ;*
- maîtriser le débit et l'écoulement des eaux pluviales, notamment en limitant l'apport direct des eaux pluviales au réseau ;*
- préserver les éléments du paysage déterminants dans la maîtrise des écoulements, notamment suffisante et des zones tampons pour éviter l'érosion et l'aggravation des débits en période de crue, et restaurer les éléments du paysage dégradés dont le potentiel de contribution à la*

gestion du ruissellement est avéré ;

- *préserver ou restaurer les fonctions hydrauliques des zones humides ;*
- *éviter le comblement, la dérivation et le busage des vallons dits secs qui sont des axes d'écoulement préférentiel des eaux de ruissellement. »*

Disposition 8-11 : Identifier les territoires présentant un risque important d'érosion

« [...] les documents d'urbanisme identifient - au regard de la cartographie locale de recul du trait de côte élaborée - des mesures cohérentes en matière d'urbanisme, de préservation des espaces naturels, de prévention des risques et d'aménagements appropriés pour la gestion de l'érosion côtière, des submersions marines et la recomposition spatiale du littoral. Dans ce cadre, l'inscription de dispositions relatives à la mer et au littoral au sein des SCoT littoraux qui intègrent la prévention des risques naturels liés à la mer et l'adaptation des territoires au recul du trait de côte, constitue un outil approprié pour répondre à cet objectif. »

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT ambitionne dans son PADD de limiter l'imperméabilisation des sols des projets d'aménagement et d'identifier les espaces pouvant l'objet d'actions de désimperméabilisation, de préserver les capacités des axes d'écoulement naturel, d'intégrer la gestion des ruissellements au niveau des projets, de préserver et restaurer les zones d'expansion des crues et de réduire la vulnérabilité lors de renouvellement urbain en zone à risque d'inondation.

Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau des prescriptions :

P23 en demandant aux projets d'aménagement d'éviter le busage des cours d'eau et des axes d'écoulement reconnus,

P24 concernant l'identification des espaces de bon fonctionnement,

P61 et P73 concernant la prise en compte du niveau de risque de submersion ou d'érosion dans les espaces proches du rivage identifiés dans la carte n°5

P206 en intégrant la notion de coefficient de biotope par surface permettant de limiter l'imperméabilisation des sols dans un projet d'aménagement,

P208 en demandant au document d'urbanisme d'identifier des zones préférentielles de renaturation soumises à l'aléa ruissellement et inondation,

P242 à P250 avec l'objectif d'éviter l'artificialisation des sols et de renforcer la capacité d'infiltration (objectif 5.3.1), et de renforcer la capacité d'adaptation des cours d'eau et chemins d'eau face aux risques d'inondation.

P282 et P283 avec l'objectif d'anticiper, maîtriser et organiser le littoral face au risque de submersion marine

Le SCoT est compatible



Synthèse de l'articulation du SCoT avec le SDAGE RMC 2022-2027

Orientations Fondamentales	Dispositions	COMPATIBILITE	Synthèse
OF0 : S'adapter aux effets du changement climatique	Disposition 0-01 : Agir plus vite et plus fort face au changement climatique		Dans son axe 3 du PADD, le SCoT ambitionne de garantir la disponibilité et la durabilité de la ressource en eau avec comme objectif l'optimisation de l'usage de l'eau agricole, la diversification des sources d'alimentation, la préservation des masses d'eau stratégiques et leur périmètre de sauvegarde identifié (nappe de la Crau et nappe de la Sainte-Baume) et l'adaptation des modalités d'aménagement du territoire en fonction de la disponibilité de la ressource en eau. Un schéma directeur d'alimentation en eau potable (SDAEP) est en cours d'élaboration. Ce schéma prospectif à l'échelle métropolitaine viendra compléter le SCoT lors de sa prochaine évolution et répondre ainsi pleinement aux dispositions identifiées
	Disposition 0-02 : Développer la prospective pour anticiper le changement climatique		
OF1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	Disposition 1-02 : Développer les analyses prospectives dans les documents de planification		Comme précisé pour l'OF0, le SCoT sera complété par les schémas directeurs une fois que ceux-ci seront finalisés, intégrant des analyses prospectives appropriées. Il s'agit des schémas directeurs relatifs à la gestion de l'eau et du pluvial, de l'assainissement et de l'alimentation en eau potable. Ces analyses seront donc intégrées au niveau des PLU(i) (P243 et P244 du DOO). Concernant le projet de SCoT, l'analyse des impacts des scénarios est réalisée dans la « partie 4 : Justification des choix et alternatives au regard des enjeux environnementaux » et dans la « partie 5 : Evaluation des incidences du SCoT par thématiques environnementales ».
OF2 : Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques	Disposition 2-01 : Mettre en œuvre la séquence « éviter-réduire-compenser »		La séquence « Eviter-Réduire-Compenser » (ERC) est intégrée dans le projet de SCoT dans le cadre de son évaluation environnementale. Un travail itératif a été mené permettant ainsi d'améliorer l'écriture du projet de SCoT en évitant notamment certains impacts potentiels et en améliorant la prise en compte de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans le projet. Ainsi l'objectif de non-dégradation a été le fil-rouge de l'évaluation des incidences du SCoT sur la ressource en eau et les milieux aquatiques.
OF4 : Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux	Disposition 4.12 : Intégrer les enjeux du SDAGE dans les projets d'aménagement du territoire et de développement économique		7 masses d'eau littorales concernent le SCoT et chacune fait l'objet d'un plan d'action opérationnel territorialisé (PAOT). Au niveau de la qualité chimique, celles-ci sont considérées comme être en bon état, ce qui n'est pas le cas pour la qualité écologique puisque 5 sont dans un état moyen selon le SDAGE 2022-2027. Il s'agit des masses d'eau suivantes : « Golfe de Fos », « Côte Bleue », « Petite Rade de Marseille », « Iles de Marseille hors Frioul » et « Bec de l'Aigle – Pointe de la Fauconnière ». Selon les fiches PAOT les pressions sont les suivantes : pollutions par les substances toxiques et nutriments urbains et industriel (rejets pluviaux et assainissement), altération par les activités maritimes (mouillages).
	Disposition 4-15 : Organiser les usages maritimes en protégeant les secteurs fragiles		Le PADD a un axe spécifique pour le littoral. Il s'agit de l'axe 2. Ainsi parmi les ambitions portées par le SCoT dans le développement du littoral, le SCoT ambitionne de limiter les impacts potentiels sur le milieu en maîtrisant fortement l'artificialisation des petits fonds côtiers, en favorisant la restauration écologique et en améliorant la qualité des milieux vis-à-vis des rejets (rejet au niveau des fleuves ou rejets directs). Il en est de même pour les activités avec le développement de plan de gestion des mouillages (avec mouillages écologiques) et des balisages des activités. La carte n°1 identifie les réservoirs de biodiversité marins et le DOO définit des prescriptions pour leur protection (objectif 1.1.1). Le DOO prévoit également d'organiser et de prévoir les besoins d'aménagement permettant de réguler les points d'accès des espaces littoraux aux activités de loisirs (les zones de mouillage dans le Parc des Calanques (P28), cales de mise à l'eau et autres aménagements - P215) ainsi que l'encadrement des aménagements des ports de plaisance (P162).

OF5A : Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle	Disposition 5A-01 : Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état des eaux	COMPATIBILITE	<p>Au niveau de son axe 3 du PADD, le SCoT a pour objectif de lutter contre les pollutions des cours d'eau avec notamment le maintien des fonctions d'épuration des milieux aquatique (ripisylves et zones humides). Cet objectif est traduit au niveau du DOO avec le renforcement de la gestion de l'assainissement (P258). Toutefois le développement de l'urbanisation n'est conditionné qu'au raccordement au réseau et non à la sensibilité des milieux présentant un risque de non atteinte de l'objectif de bon état. Le SCoT envisage également plusieurs objectifs afin de lutter contre l'imperméabilisation que ce soit au niveau du développement urbain ou dans la prise en compte du risque de ruissellement. La séquence ERC de la disposition 5A-04 est présente (Limiter l'imperméabilisation / Rechercher la transparence hydraulique / Désimperméabiliser l'existant). On retrouve cette traduction au niveau du DOO, notamment dans les prescriptions P148 et P249, P250, P258 en intégrant la notion de renaturation. Certes, le SCoT n'indique pas de ratio imperméabilisation / désimperméabilisation mais par sa recommandation suivant la P27, il rappelle que la doctrine « éviter / réduire / compenser » s'impose aux projets concernant les milieux aquatiques.</p>
	Disposition 5A-02 : Pour les milieux particulièrement sensibles aux pollutions, adapter les conditions de rejet en s'appuyant sur la notion de « flux admissible »		
	Disposition 5A-04 : Éviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées		
OF5B : Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques	Disposition 5B-01 : Anticiper pour assurer la non-dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation		<p>Le SCoT prévoit une augmentation de la population qui impactera, si celle-ci n'est pas cadrée, les systèmes d'assainissement et donc les rejets. Ainsi les masses d'eau identifiées dans le SDAGE verront une augmentation des flux puisqu'ils seront concernés pour la plupart des communes ciblées par le projet de développement de la Métropole, notamment pour les bassins versants de l'Huveaune, de l'Arc et de la Touloubre. Le PADD mentionne dans son objectif de lutte contre les pollutions des cours d'eau et de la ressource en eau cette notion d'eutrophisation en proposant le maintien de la fonctionnalité épuratoire des ripisylves. Cette ambition est traduite au niveau du DOO au niveau de l'identification des espaces de bon fonctionnement (EBF) qui permettent la préservation des ripisylves (P25). Cette lutte contre l'eutrophisation passe également par la réduction des flux. C'est dans ce sens que la P258 demande la mise en œuvre de solutions au niveau des stations d'épuration permettant de réduire les rejets pour limiter les impacts sur les zones de baignade et les écosystèmes aquatiques.</p>
OF5E : Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine	Disposition 5E-01 : Protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable Disposition 5E-02 : Délimiter les aires d'alimentation des captages d'eau potable prioritaires, pollués par les nitrates ou les pesticides, et restaurer leur qualité		<p>Le SCoT s'oriente vers la préservation des nappes souterraines en privilégiant les eaux superficielles qui pour la Métropole sont le canal de Marseille et le canal de Provence alimentés tout deux par le système Durance-Verdon. La nappe de la Crau a fait l'objet d'une délimitation d'une zone de sauvegarde. Celle-ci est mentionnée au niveau du DOO (P252) en reprenant notamment les principales recommandations formulées par le Symcrau. Néanmoins aucune interdiction n'est formulée concernant les zones vierges ou faiblement occupée, ainsi qu'un pourcentage maximum de surfaces urbanisées rapportées à la surface communale de la zone de sauvegarde dans le cadre de la limitation. Une autre zone de sauvegarde a été identifiée au niveau du PNR de la Sainte-Baume. Cette zone a fait l'objet d'une étude en 2021 avec des recommandations et a été identifiée dans le DOO. La protection des captages fait l'objet de plusieurs prescriptions (P251, P252, P254).</p>
OF6A : Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques	Disposition 6A-02 : Préserver et restaurer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques		<p>Le SCoT a pour ambition d'assurer la protection des espaces naturels d'intérêt écologique dont les réservoirs identifiés par le SDAGE. Il se donne comme objectifs de limiter les pressions anthropiques sur le cours d'eau et encourager leur valorisation et leur renaturation, de lutter contre les pollutions liées aux rejets des eaux pluviales et d'assainissement, de préserver la circulation des sédiments des cours d'eau permettant in fine la recharge des fonds marins, de ne pas perturber les courants marins, etc.</p> <p>Cette ambition de protection et de valorisation des milieux aquatiques pour leur multifonctionnalité est ainsi traduite au niveau du DOO dans sa carte n°1 et des prescriptions concernant la préservation et le renforcement de la trame bleue. On retrouve notamment des prescriptions concernant la protection des réservoirs biologiques identifiés dans le SDAGE (P20), la localisation des espaces de bon fonctionnement à définir au niveau des PLU(i) (P22), la protection de la trame turquoise contribuant à la qualité écologique des cours d'eau (P25) et la préservation des écosystème marins identifiés sur la carte n°1 (P28).</p>
	Disposition 6A-03 : Préserver les réservoirs biologiques et renforcer leur rôle à l'échelle des bassins versants		
	Disposition 6A-04 : Préserver et restaurer les rives de cours d'eau et plans d'eau, les forêts alluviales et ripisylves		
	Disposition 6A-14 : Maîtriser les impacts cumulés des plans d'eau		
	Disposition 6A-16 : Mettre en œuvre une politique de préservation et de restauration du littoral et du milieu marin pour la gestion et la restauration physique des milieux		



OF6B : Préserver, restaurer et gérer les zones humides	Disposition 6B-02 : Mobiliser les documents de planification, les outils financiers, fonciers et environnementaux en faveur des zones humides	COMPATIBILITE	<p>Le SCoT ambitionne d'améliorer l'état de fonctionnement des milieux humides en les protégeant et restaurant au regard de leur importance écologique mais également au regard de leur services rendus à la société. Les principales zones humides sont localisées au niveau du PADD et dans le DOO. Le SCoT vise également une réduction prioritaire des aménagements dans les milieux humides au niveau de son objectif de préservation de la ressource en eau.</p> <p>La traduction dans le DOO est faite au niveau des prescriptions concernant l'objectif de préservation et de valorisation des réservoirs de biodiversité (objectif 1.1.1). Le DOO prévoit dans la P27 de protéger ces zones humides notamment en évitant leur artificialisation et celle de leurs abords et en préservant la végétation participant à leur bon fonctionnement écologique et hydraulique. Les espaces de bon fonctionnement ont été intégrés sur la carte de la TVB du DOO.</p> <p>Le SCoT n'indique pas de ratio imperméabilisation / désimperméabilisation mais par sa recommandation suivant la P27, il rappelle que la doctrine « éviter / réduire / compenser » s'impose aux projets concernant les milieux aquatiques.</p>
	Disposition 6B-03 : Préserver les zones humides en les prenant en compte dans les projets		
OF7 : Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	Disposition 7-02 : Démultiplier les économies d'eau		<p>Le SCoT ambitionne de garantir la disponibilité de la ressource en eau en sécurisant durablement l'approvisionnement en eau potable, c'est-à-dire que les communes disposent à minima de deux ressources pour l'alimentation en eau de ses administrés. De plus cette ambition est appuyée par l'objectif d'adapter les modalités d'aménagement du territoire en fonction de la disponibilité de la ressource en eau.</p> <p>Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau de l'objectif 5.4.1 « Préserver la ressource », notamment en assurant la protection des captages et des zones de sauvegarde (P251 et P252), en prenant en compte les enjeux de solidarité territoriale pour la gestion de la ressource (P253 et P254) et en assurant la sécurisation en eau potable de l'ensemble du territoire (P255 à P257). Il s'agit ainsi de prendre en compte la dépendance du territoire au système Durance-Verdon, le potentiel au niveau des ressources stratégiques et d'anticiper le risque de pénurie d'eau pour certaines communes du territoire.</p> <p>L'objectif d'adaptation des modalités d'aménagement a été repris dans le DOO en P252 notamment le conditionnement de l'urbanisation à la disponibilité de la ressource.</p> <p>Concernant les économies d'eau, le SCoT ambitionne de diversifier les sources d'alimentation en eau dans les territoires en situation de déséquilibre quantitatif en valorisant notamment les eaux de pluie et les eaux usées traitées. Cela est traduit au niveau du DOO dans la prescription P252 pour les eaux de pluie. La réutilisation des eaux usées traitées (REUT) ne fait pas l'objet de prescription ou de recommandation. Néanmoins cette notion se retrouve au niveau de la prescription P199 concernant l'innovation dans les projets urbains. Le SCoT recommande également d'améliorer le rendement des réseaux d'eau potable et d'autoriser la mise en place de dispositif de récupération et de réutilisation de l'eau de pluie (P206, P245, P259),</p>
	Disposition 7-05 : Rendre compatibles les politiques d'aménagement du territoire et les usages avec la disponibilité de la ressource		
	Disposition 7-06 : Mieux connaître et encadrer les prélèvements à usage domestique		
OF8 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	Disposition 8-01 : Préserver les champs d'expansion des crues		<p>Le SCoT ambitionne dans son PADD de limiter l'imperméabilisation des sols des projets d'aménagement et d'identifier les espaces pouvant l'objet d'actions de désimperméabilisation, de préserver les capacités des axes d'écoulement naturel, d'intégrer la gestion des ruissellements au niveau des projets, de préserver et restaurer les zones d'expansion des crues et de réduire la vulnérabilité lors de renouvellement urbain en zone à risque d'inondation. Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau de plusieurs prescriptions dont la P208 en demandant aux documents d'urbanisme d'identifier des zones préférentielles de renaturation soumises à l'aléa ruissellement et inondation.</p>
	Disposition 8-05 : Limiter le ruissellement à la source.		
	Disposition 8-11 : Identifier les territoires présentant un risque important d'érosion		

Au vu de cette analyse, le SCoT Aix Marseille Provence est compatible avec les objectifs et dispositions du SDAGE RMC 2022-2027.

2. Le Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI) 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée

Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) est l'outil de mise en œuvre de la directive Inondation. La directive prévoit l'actualisation du PGRI tous les 6 ans, suivant le même calendrier que le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE). Le PGRI 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée a été approuvé fin mars 2022.

Après une synthèse du diagnostic à l'échelle du district (bassin Rhône-Méditerranée) et un bilan sur la politique mise en œuvre (partie A), le PGRI affiche des objectifs à trois niveaux : un premier niveau applicable à l'ensemble du bassin Rhône-Méditerranée, un second niveau relatif au linéaire rhodanien et la Saône, et un troisième niveau pour les territoires à risque important d'inondation (TRI)

Cinq grands objectifs, quinze objectifs et cinquante-deux dispositions ont ainsi été définis. Ils s'inscrivent dans la stratégie nationale et forment les bases de la politique de gestion du risque d'inondation sur le bassin Rhône-Méditerranée :

- **Grand objectif n°1** : Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation
 - Améliorer la connaissance de la vulnérabilité du territoire
 - Réduire la vulnérabilité des territoires
 - Respecter les principes d'un aménagement du territoire intégrant les risques d'inondations
- **Grand objectif n°2** : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques
 - Agir sur les capacités d'écoulement
 - Prendre en compte les risques torrentiels
 - Prendre en compte l'érosion côtière du littoral
 - Assurer la performance des systèmes de protection
- **Grand objectif n°3** : Améliorer la résilience des territoires exposés

- Agir sur la surveillance et la prévision
- Se préparer à la crise et apprendre à mieux vivre avec les inondations
- Développer la conscience du risque des populations par la sensibilisation, le développement de la mémoire du risque et la diffusion de l'information

- **Grand objectif n°4** : Organiser les acteurs et les compétences
 - Favoriser la synergie entre les différentes politiques publiques : gestion des risques, gestion des milieux, aménagement du territoire et gestion du trait de côte
 - Garantir un cadre de performance pour la gestion des ouvrages de protection
 - Accompagner la mise en place de la compétence « GEMAPI »
- **Grand objectif n°5** : Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation
 - Développer la connaissance sur les risques d'inondation
 - Améliorer le partage de la connaissance

Le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est concerné par le TRI d'Aix-en-Provence – Salon-de-Provence et de Marseille – Aubagne. Ainsi une **Stratégie Locale de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI) des fleuves côtiers de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a été réalisée et approuvée le 14 mars 2017** (carte ci-contre). Les objectifs pertinents à prendre en compte sont les suivants :

- 1.1 Maîtriser l'urbanisation en zone inondable via la prise en compte dans les documents d'urbanisme du risque inondation
- 2.2 Préserver les axes naturels d'écoulement, les lits majeurs des cours d'eau et les zones stratégiques d'expansion de crue
- 2.3 Identifier les espaces pouvant devenir des champs d'expansion de crues dans un objectif de reconquête





Les dispositions pertinentes à prendre en compte par le SCoT dans le cadre de ce rapport de non-contradiction sont listées ci-après.

Respecter les principes d'un aménagement du territoire intégrant les risques d'inondations

D.1-3 Ne pas aggraver la vulnérabilité en orientant le développement urbain en dehors des zones à risque

« La maîtrise de l'urbanisation en zone inondable est une priorité et nécessite une bonne prise en compte du risque d'inondation dans l'aménagement du territoire, au travers des documents d'urbanisme et de planification à une échelle compatible avec celles des bassins versants, notamment les schémas de cohérence territoriale (SCoT).

En l'absence de PPRI, les documents d'urbanisme (SCoT ; PLU(i) et cartes communales en l'absence de SCoT) doivent être compatibles ou rendus compatibles avec les principes suivants, en ce qui concerne l'aménagement des zones à risques d'inondation :

Dans les centres urbains :

- l'interdiction de constructions nouvelles en zone d'aléa très fort, avec néanmoins des possibilités (sous prescriptions) de constructions réalisées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain qui réduit la vulnérabilité ;
- l'interdiction de constructions nouvelles en aléa fort, avec néanmoins des possibilités (sous prescriptions) de constructions dans les dents creuses ou de constructions réalisées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain qui réduit la vulnérabilité.

Dans les zones urbanisées, en dehors des centres urbains :

- l'interdiction de constructions nouvelles en zone d'aléa fort et très fort, avec néanmoins des possibilités (sous prescriptions) de constructions réalisées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain qui réduit la vulnérabilité.

Dans les zones non urbanisées :

- l'interdiction de constructions nouvelles en zone d'aléa de référence faible, modéré, fort ou très fort, y compris derrière les digues. »

D.1-4 Valoriser les zones inondables et les espaces littoraux naturels

« Les collectivités sont incitées à mettre en œuvre des politiques de valorisation des zones exposées aux risques afin d'y développer ou d'y maintenir, notamment via des documents d'urbanisme ou des politiques foncières, des activités compatibles avec la présence du risque inondation que ce soit des activités économiques agricoles ou portuaires, ou de préserver ou aménager d'autres espaces tels que espaces naturels préservés, ressources en eau, parcs urbains, jardins familiaux, terrains sportifs, etc. »

Présentation de l'articulation du SCoT

L'axe 3 du PADD converge vers ses deux dispositions. En effet le SCoT ambitionne de réduire la vulnérabilité du territoire notamment en délimitant les extensions urbaines à partir de la connaissance des aléas naturels et en orientant préférentiellement le développement urbain en dehors des zones à risques. Ainsi les secteurs les plus exposés relèveront d'un principe d'inconstructibilité. Cela est traduit au niveau de l'orientation 5.5 du DOO avec le principe de non-aggravation (P268) et les objectifs 1.1.3 et 5.5.2 avec la mise en œuvre de bandes inconstructibles (P24 et P278).

Concernant la valorisation des zones inondables, cette ambition est portée au niveau de l'axe 1 du PADD concernant la gestion des interfaces et du rôle des espaces agricoles dans la gestion du risque d'inondation comme zone d'expansion des crues. Cette ambition est traduite au niveau de l'objectif 1.2.1 du DOO avec l'objectif de préservation des terres agricoles jouant un rôle dans la gestion du risque d'inondation.

Le SCoT est compatible

Agir sur les capacités d'écoulement

D.2-1 Préserver les champs d'expansion des crues

« Les champs d'expansion des crues sont définis comme les zones inondables non urbanisées ou peu urbanisées et peu aménagées dans le lit majeur. [...] Les champs d'expansion des crues doivent être conservés sur l'ensemble des cours d'eau du bassin conformément à la disposition D.1-3. Les documents d'urbanisme (SCoT, PLU(i)...) doivent être compatibles avec cet objectif. »

D.2-4 Limiter le ruissellement à la source

« En milieu urbain comme en milieu rural, des mesures doivent être prises, notamment par les collectivités par le biais des documents et décisions d'urbanisme et d'aménagement du territoire, pour limiter les ruissellements à la source, y compris dans des secteurs hors risques mais dont toute modification du fonctionnement pourrait aggraver le risque en amont ou en aval. Aussi, en complément des dispositions 5A-03, 5A-04 et 5A-06 du SDAGE, il s'agit, notamment au travers des documents d'urbanisme, de :

- *limiter l'imperméabilisation des sols et l'extension des surfaces imperméabilisées ;*
- *favoriser les actions de désimperméabilisation quelle que soit leur échelle ;*
- *favoriser ou restaurer l'infiltration des eaux en milieu urbain comme en milieu rural ;*
- *favoriser le recyclage des eaux de toiture ;*
- *favoriser les techniques d'infiltration à la parcelle ou de stockage des eaux de ruissellement ;*
- *maîtriser le débit et l'écoulement des eaux pluviales, notamment en limitant l'apport direct des eaux pluviales au réseau ;*
- *préserver les éléments du paysage déterminants dans la maîtrise des*



écoulements, notamment au travers du maintien d'une couverture végétale suffisante et des zones tampons pour éviter l'érosion et l'aggravation des débits en période de crue, et restaurer les éléments du paysage dégradés dont le potentiel de contribution à la gestion du ruissellement est avéré ;

- préserver ou restaurer les fonctions hydrauliques des zones humides ;
- éviter le comblement, la dérivation et le busage des vallons dits secs qui sont des axes d'écoulement préférentiel des eaux de ruissellement. »

Présentation de l'articulation du SCoT

Les orientations portées par le PADD et le DOO convergent avec les dispositions du PGRI dans la gestion des capacités d'écoulement, que ce soit des cours d'eau ou des ruissellements urbains. En effet, le PADD dans son axe 3 a pour ambition de préserver les capacités d'écoulement de l'eau de pluie afin de ne pas aggraver le risque à l'aval et de préserver et restaurer les zones d'expansion des crues.

C'est au niveau des objectifs 1.1.3, 5.3.1 et 5.3.2 du DOO que ces ambitions sont traduites avec notamment la préservation des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau (P22 à 24 et carte n°1 de l'atlas cartographique), la préservation des axes d'écoulement en milieu urbain (P242 et P248 à 250) et l'amélioration de la gestion des eaux pluviales (P244 à 247).

Le SCoT est compatible

Prendre en compte l'érosion côtière du littoral

D.2-10 Identifier les territoires présentant un risque important d'érosion

« Sur ces territoires, les documents d'urbanisme identifient - au regard de la cartographie locale de recul du trait de côte élaborée - des mesures cohérentes en matière d'urbanisme, de préservation des espaces naturels, de prévention des risques et d'aménagements appropriés pour la gestion de l'érosion côtière, des submersions marines et de la recomposition spatiale du littoral. Dans ce cadre,

l'inscription de dispositions relatives à la mer et au littoral au sein des SCoT littoraux qui intègrent la prévention des risques naturels liés à la mer et l'adaptation des territoires au recul du trait de côte constitue un outil approprié pour répondre à cet objectif. »

Présentation de l'articulation du SCoT

Le risque d'érosion et de submersion sont également pris en compte au niveau de l'axe 5 du PADD et des objectifs 2.1.3 et 5.5.5 du DOO. Ainsi le SCoT ambitionne un aménagement du littoral en anticipant les risques d'érosion et de submersion en engageant notamment les territoires les plus exposés dans une stratégie de gestion intégrée du trait de côte et anticiper certains reculs stratégiques.

La prévention contre l'érosion et le recul du trait de côte se fera dans le cadre d'une approche prospective au niveau des documents d'urbanisme (P73) notamment en identifiant les secteurs concernés et en évitant, limitant et/ou conditionnant à des dispositions adaptées à chaque situation la constructibilité. L'objectif est de limiter l'exposition de la population à ces phénomènes et favoriser la résilience du territoire en prévoyant notamment, hors des espaces proches du rivage, des secteurs proposant des solutions d'accueil alternatives aux secteurs impactés. Ces objectifs sont confortés au niveau des prescriptions P282 et P283 vis-à-vis du risque de submersion marine.

Le SCoT est compatible

Synthèse de l'articulation du SCoT avec le PGRI RMC 2022-2027

Orientations Fondamentales	Disposition	COMPATIBILITE	Synthèse
Grand objectif n°1 : Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation	D.1-3 Ne pas aggraver la vulnérabilité en orientant le développement urbain en dehors des zones à risque		<p>Le SCoT ambitionne de réduire la vulnérabilité du territoire (axe 3) notamment en délimitant les extensions urbaines à partir de la connaissance des aléas naturels et en orientant préférentiellement le développement urbain en dehors des zones à risques. Ainsi les secteurs les plus exposés relèveront d'un principe d'inconstructibilité. Cela est traduit au niveau de l'orientation 5.5 du DOO avec le principe de non-aggravation (P268) et les objectifs 1.1.3 et 5.5.2 avec la mise en œuvre de bandes inconstructibles (P24 et P278).</p> <p>Concernant la valorisation des zones inondables, cette ambition est portée au niveau de l'axe 1 du PADD concernant la gestion des interfaces et du rôle des espaces agricoles dans la gestion du risque d'inondation comme zone d'expansion des crues. Cette ambition est traduite au niveau de l'objectif 1.2.1 du DOO avec l'objectif de préservation des terres agricoles jouant un rôle dans la gestion du risque d'inondation.</p>
	D.1-4 Valoriser les zones inondables et les espaces littoraux naturels		
Grand objectif n°2 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	D.2-1 Préserver les champs d'expansion des crues		<p>Le PADD dans son axe 3 a pour ambition de préserver les capacités d'écoulement de l'eau de pluie afin de ne pas aggraver le risque à l'aval et de préserver et restaurer les zones d'expansion des crues.</p> <p>C'est au niveau des objectifs 1.1.3, 5.3.1 et 5.3.2 du DOO que ces ambitions sont traduites avec notamment la préservation des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau (P22 à P24), la préservation des axes d'écoulement en milieu urbain (P242 et P248 à P250) et l'amélioration de la gestion des eaux pluviales (P244 à P247).</p>
	D.2-4 Limiter le ruissellement à la source		<p>Le risque d'érosion et de submersion sont également pris en compte au niveau de l'axe 5 du PADD et des objectifs 2.1.3 et 5.5.5 du DOO. Ainsi le SCoT ambitionne un aménagement du littoral en anticipant les risques d'érosion et de submersion en engageant notamment les territoires les plus exposés dans une stratégie de gestion intégrée du trait de côte et anticiper certains reculs stratégiques.</p>
	D.2-10 Identifier les territoires présentant un risque important d'érosion		<p>La prévention contre l'érosion et le recul du trait de côte se fera dans le cadre d'une approche prospective au niveau des documents d'urbanisme (P73) notamment en identifiant les secteurs concernés et en évitant, limitant et/ou conditionnant à des dispositions adaptées à chaque situation la constructibilité. L'objectif est de limiter l'exposition de la population à ces phénomènes et favoriser la résilience du territoire en prévoyant notamment, hors des espaces proches du rivage, des secteurs proposant des solutions d'accueil alternatives aux secteurs impactés. Ces objectifs sont confortés au niveau des prescriptions P282 et P283vis-à-vis du risque de submersion marine.</p>

Ainsi le SCoT Aix Marseille Provence est compatible avec les objectifs et dispositions du PGRI 2022-2027.



3. Les Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE)

La Métropole Aix Marseille Provence est concernée par 3 SAGE :

- Le SAGE de la nappe de Crau en émergence
- Le SAGE de la Durance en élaboration
- Le SAGE de l'Arc provençal mis en œuvre et en révision.

Dans le cadre de la présentation de l'articulation du SCoT avec les SAGE, l'analyse ne concernera que le SAGE de l'Arc provençal puisque c'est le seul SAGE en vigueur.

Le SAGE de l'Arc

Suite à un premier arrêté d'approbation signé en 2001, le SAGE a fait l'objet d'une révision. Les préfets des Bouches-du-Rhône et du Var ont signé le SAGE révisé du bassin de l'Arc le jeudi 13 mars 2014. Il est désormais en vigueur sur le bassin versant. En 2021, le SAGE est rentré dans sa 2e révision. Le SAGE actuellement en vigueur comprend :

- Un **état des lieux** du bassin de l'Arc
- Un **Plan d'Aménagement et de Gestion Durable** (PAGD). Le PAGD est opposable à l'administration et aux documents d'urbanisme. Ceux-ci doivent se rendre compatible avec le SAGE.
- Un **règlement**. Le règlement traduit de manière réglementaire les objectifs exprimés dans le PAGD, identifiés comme majeurs et nécessitant l'instauration de règles complémentaires pour atteindre le bon état et les objectifs de gestion équilibrée de la ressource en eau. Il s'agit d'un document formel qui peut apporter des précisions (via des règles plus restrictives) à la réglementation nationale existante, et ainsi influencer sur l'activité de la police de l'eau, dans un rapport de conformité et non plus seulement de compatibilité comme le PAGD. Ce rapport de conformité concerne l'exécution de toutes installations, ouvrages, travaux ou activités (IOTA) mentionnés à l'article L.214-1 du Code de

l'environnement.

Le SAGE est composé de 71 dispositions d'action, de gestion ou de mise en compatibilité relatives aux enjeux d'inondation, de qualité, de réappropriation des cours d'eau, de milieux naturels et de ressource. Les objectifs du SAGE sont les suivants :

INONDATION

- Apprendre à vivre avec le risque
- Ne pas aggraver dans la durée l'aléa inondation
- Réduire les conséquences de l'aléa inondation

QUALITE

- Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions domestiques
- Réduire les pollutions par les eaux pluviales
- Engager une politique active d'accompagnement des entreprises pour réduire les pollutions d'origine industrielle et artisanale
- Changer les pratiques pour réduire les pollutions aux engrais chimiques et pesticides
- Suivre l'évolution de la qualité de l'eau

MILIEUX NATURELS

- Renforcer les fonctionnalités de la ripisylve
- Préserver et reconquérir les espaces de mobilité
- Restaurer les continuités biologiques
- Connaître et protéger les richesses écologiques du bassin

RESSOURCE EN EAU

- Rester vigilant sur les aquifères du bassin versant
- Tenir compte de la fragilité quantitative de la ressource en eau
- Préserver les réservoirs d'eau du bassin versant
- Impulser une politique d'économie d'eau

REAPPROPRIATION DES COURS D'EAU DU TERRITOIRE

- Développer la pédagogie autour de l'eau et des rivières
- Sensibiliser aux pratiques respectueuses de l'eau et des milieux
- Développer les usages récréatifs et valoriser le patrimoine "rivière"
- Conforter la gouvernance locale dans le domaine de l'eau

Ainsi parmi les 71 dispositions mises en œuvre répondant aux 20 objectifs, les dispositions à prendre en compte dans ce rapport de non-contrariété sont les suivantes :

Réduire la vulnérabilité des personnes et des biens

D5 - Maîtriser l'urbanisation en zone inondable

« Le SAGE du bassin de l'Arc fixe l'objectif d'éviter l'urbanisation en zone inondable afin de ne pas exposer de nouveaux enjeux, de nouvelles populations. Le SAGE tient à rappeler que les zones inondables n'ont pas vocation à être urbanisées. [...] Au sens de la présente disposition, la zone inondable est la plaine alluviale fonctionnelle, qui regroupe les 3 unités hydrogéomorphologiques suivantes : lit mineur, lit moyen et lit majeur (lit majeur ordinaire et lit majeur exceptionnel). »

Présentation de l'articulation du SCoT

L'axe 3 du PADD converge vers cette disposition. En effet, le SCoT ambitionne de réduire la vulnérabilité du territoire notamment en délimitant les extensions urbaines à partir de la connaissance des aléas naturels et en orientant préférentiellement le développement urbain en dehors des zones à risques. Ainsi les secteurs les plus exposés relèveront d'un principe d'inconstructibilité. Cela est traduit au niveau de l'orientation 5.5 du DOO avec le principe de non-aggravation (P268) et les objectifs 1.1.3 et 5.5.2 avec la mise en œuvre de bandes inconstructibles (P24 et P278). Le SCoT entend ainsi maîtriser l'urbanisation au niveau des zones inondables.

Le SCoT est compatible

Maintenir dans la durée les degrés de protection atteints sur l'Arc (Q10 en zone urbaine et Q5 en zone rurale) et ses affluents

D11 - Compenser les effets de l'imperméabilisation

« Afin de ne pas aggraver l'aléa inondation suite à l'imperméabilisation toujours croissante du bassin versant, le SAGE fixe l'objectif de compenser les effets de cette imperméabilisation. [...] Toute surface nouvellement imperméabilisée sera compensée par la mise en œuvre d'une rétention des eaux pluviales. »

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT ambitionne de limiter les effets des nouvelles imperméabilisations au niveau de son axe 3 du PADD en limitant notamment l'imperméabilisation nouvelle, en renouvelant le tissu existant, et en identifiant des espaces pouvant faire l'objet d'actions de désimperméabilisation permettant, le cas échéant, de compenser l'artificialisation pour des projets présentant un intérêt majeur. Cela se traduit au niveau de l'objectif 5.3.1 du DOO en demandant au document d'urbanisme de favoriser les actions de désimperméabilisation et de renaturation (P243) et d'intégrer les principes des gestions des eaux pluviales permettant la rétention à la source (P245).

Dans le cadre du « zéro artificialisation nette », le SCoT envisage l'identification de zones de renaturation préférentielles permettant la mise en œuvre prioritairement des mesures de compensation. L'objectif est de réaliser une transition entre une logique de compensation au « coup par coup », liée à un opportunisme foncier, à une stratégie de compensation – renaturation planifiée à haute valeur ajoutée sociale et environnementale (P208). Ainsi parmi ces zones, les surfaces artificialisées soumises à l'aléa ruissellement et inondation peuvent faire l'objet d'une désimperméabilisation et renaturation.

Le SCoT répond ainsi à l'objectif du principe de non-aggravation du risque (P268) voir de réduction de la vulnérabilité de certains secteurs qui feront l'objet de cette stratégie de compensation.

Le SCoT est compatible

Préserver l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau du bassin versant

D12 - Préserver les axes naturels d'écoulement

« Afin d'éviter toute aggravation du risque liée à ce phénomène, le SAGE fixe l'objectif de préservation des axes naturels d'écoulement (talwegs). »

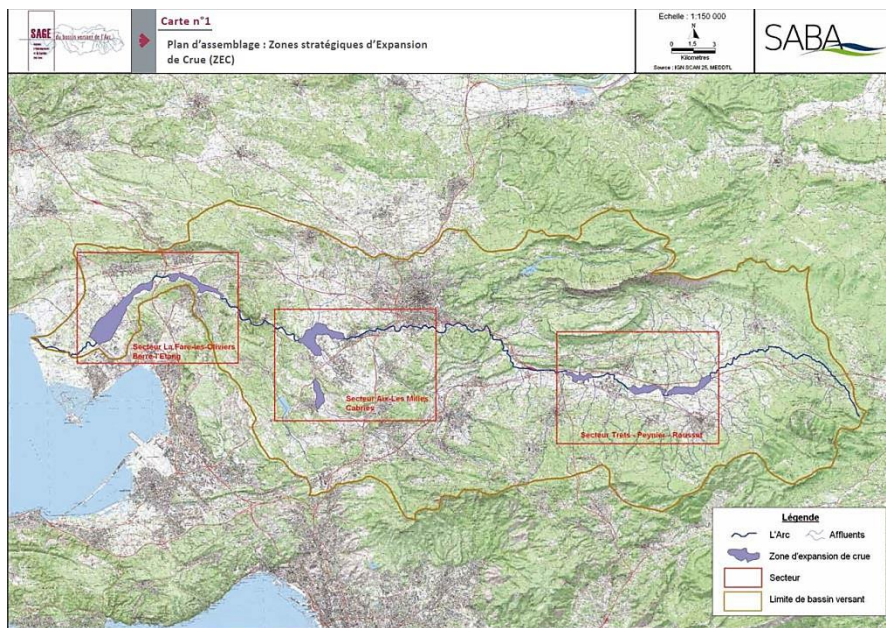


D13 - Préserver les lits majeurs des cours d'eau

« Afin d'éviter toute aggravation du risque liée à ce phénomène, le SAGE fixe l'objectif de préserver les zones inondables des cours d'eau du bassin versant de tout remblaiement. »

D14 - Préserver les Zones stratégiques d'Expansion de Crue (ZEC)

« Dans un souci de préservation de ces zones, le SAGE fixe comme objectif le maintien de la vocation naturelle ou agricole des ZEC définies sur les cartes n°1, 2, 3 et 4 de l'atlas cartographique. »



D15 - Contrôler la construction de nouvelles digues

« Dans un souci de préservation des lits majeurs hydrogéomorphologiques et de leur capacité d'amortissement des crues, le SAGE fixe l'objectif de réserver la construction de nouvelles digues aux cas où est démontrée l'existence d'enjeux liés à la sécurité des personnes et des biens (enjeux existants vulnérables et non encore protégés). »

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT converge avec les objectifs du SAGE et font partis des ambitions de l'axe 3 du PADD. Ainsi, le SCoT a notamment pour objectif (objectif 5.5.2 du DOO) de préserver les espaces de bon fonctionnement des cours d'eau (P277 et carte n°1 de l'atlas cartographique), d'interdire le busage des cours d'eau et des axes d'écoulements reconnus pour leurs enjeux GEMAPI et de restaurer les espaces de mobilité fonctionnelle des cours d'eau au sein de l'espace urbanisé (P278).

Les zones stratégiques d'expansion de crues (ZEC) sont intégrées dans l'identification des espaces de bon fonctionnement (carte n°1 de l'atlas cartographique et P277). Ainsi le maintien des vocations naturelles ou agricoles est préservé. Afin d'améliorer sa prise en compte il serait souhaitable d'identifier les ZEC stratégiques dans la cartographie des secteurs à enjeux concernés (secteurs 4, 5 et 7).

Le SCoT est compatible

Pérenniser les efforts en matière d'épuration collective

D23 - Anticiper la croissance urbaine et le besoin de foncier

« Afin de pérenniser les efforts en matière d'assainissement collectif et d'atteindre le bon état des eaux sur le bassin de l'Arc, le SAGE fixe l'objectif de dimensionner les stations d'épuration du bassin en tenant compte des perspectives de développement urbain du territoire et des variations saisonnières de population. »

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT ambitionne de limiter l'impact sur les milieux liés à l'assainissement collectif et non collectif dans le cadre de sa lutte contre les pollutions des cours d'eau et de la ressource en eau et d'adapter les modalités d'aménagement du territoire en fonction des infrastructures d'assainissement et de leur capacité épuratoire existantes et possibles (axe 3 du PADD).

Cela est traduit au niveau de l'objectif 5.4.1 avec notamment un raccordement obligatoire de tout nouveau projet d'urbanisation au réseau d'assainissement et que les capacités d'épuration soient suffisantes en tenant compte des pics d'effluents en période estivales (période touristique et étiage des cours d'eau).

Le SCoT est compatible

Améliorer les systèmes d'assainissement autonome

D27 - Encadrer l'implantation de nouvelles Installations d'Assainissement Non Collectif

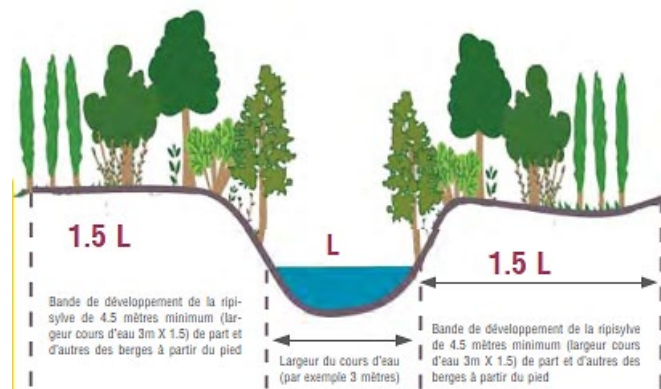
« Le SAGE fixe l'objectif d'éviter tout impact d'un milieu aquatique par l'implantation de nouvelles Installations d'Assainissement Non Collectif. »

Préserver et entretenir la ripisylve de l'Arc et de ses affluents

D39 - Protéger les ripisylves et permettre leur développement équilibré

« Le SAGE fixe l'objectif de laisser à la ripisylve un espace qui lui permette un développement équilibré. [...] Le SAGE recommande à ce que la largeur de cette bande soit supérieure ou égale à une fois et demie la largeur du lit mineur du cours d'eau. »

Schéma de principe pour exemple



Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT ambitionne de limiter l'impact sur les milieux liés à l'assainissement collectif et non collectif dans le cadre de sa lutte contre les pollutions des cours d'eau et de la ressource en eau (axe 3 du PADD). Cela est traduit au niveau de l'objectif 5.4.1

avec notamment un raccordement obligatoire de tout nouveau projet d'urbanisation au réseau d'assainissement (P258).

Concernant l'objectif de préservation et d'entretien de la ripisylve de l'Arc et de ses affluents, le SCoT ambitionne dans son axe 1 du PADD de préserver et/ou restaurer la trame turquoise regroupant les espaces fonctionnels où les trames verte et bleue interagissent fortement (ripisylves, plaines alluviales...). Cela est traduit au niveau de l'objectif 1.1.3 du DOO et de la carte n°1 de l'atlas cartographique en demandant aux documents d'urbanisme d'identifier, de préciser et d'assurer la protection des cours d'eau et les espaces rivulaires associés, et de la trame turquoise, regroupant les espaces fonctionnels où les trames verte et bleue interagissent fortement (ripisylves, plaines alluviales...). La méthodologie de pour l'identification des espaces de bon fonctionnement est précisée.

Le SCoT est compatible

Préserver, dans la durée, les espaces de mobilité

D43 - Maîtriser les enjeux au sein des espaces de mobilité identifiés sur l'Arc

« Afin d'assurer une préservation durable de l'espace de mobilité de l'Arc sur les deux secteurs identifiés dans l'état des lieux, le SAGE fixe l'objectif d'éviter d'implanter de nouveaux enjeux (population, bâti) au sein de l'espace de mobilité admissible. »

Présentation de l'articulation du SCoT

La préservation des espaces de mobilité des cours d'eau et les éléments physiques nécessaires à leur bon fonctionnement est une ambition du SCoT portée au niveau de son axe 1 du PADD. Cela est traduit dans l'objectif 1.1.3 du DOO et la carte n°1 de l'atlas cartographique, notamment par la mise en œuvre de bandes inconstructibles et non artificialisé dans les espaces de bon fonctionnement qui sont à définir dans les documents d'urbanisme et identifier dans la carte n°1. Cette inconstructibilité se retrouve également dans l'objectif 5.5.2 dans le cadre de la gestion du risque d'inondation.

Ainsi les deux espaces de mobilité identifiés par le SAGE que sont la plaine des Milles et la plaine de Berre sont préservés de tout nouveau développement engendrant de nouveaux enjeux. Ces deux secteurs identifiés comme zones stratégiques d'expansion de crues (ZEC), sont intégrés dans l'identification des

espaces de bon fonctionnement (carte n°1 de l'atlas cartographique et P277). Ainsi le maintien des vocations naturelles ou agricoles est préservé. Afin d'améliorer sa prise en compte, il serait souhaitable d'identifier les ZEC stratégiques dans la cartographie des secteurs à enjeux concernés (secteurs 4, 5 et 7).

Le SCoT est compatible

Réduire les prélèvements

D61 - Améliorer les rendements des réseaux d'alimentation en eau potable

« Le seuil de rendement du réseau doit être de 85 % ; si ce taux n'est pas atteint, un seuil inférieur est calculé pour tenir compte de la faible densité de l'habitat »

Présentation de l'articulation du SCoT

Dans son objectif 5.4.1 du DOO concernant la préservation de la ressource en eau, le SCoT a pour ambition d'améliorer le rendement des réseaux d'eau potable pour tendre vers une performance de 85%. Cette recommandation demande ainsi de répondre à minima à la réglementation à horizon 2040, seuil qui actuellement n'est pas atteint au niveau de la Métropole mais atteint concernant le Pays d'Aix.

Le SCoT est compatible

Limiter les besoins / la consommation

D62 - Faire évoluer les pratiques d'utilisation de l'eau

« Dans une perspective de gestion durable de la ressource et dans un souci de solidarité envers les riverains de la Durance et du Verdon, le SAGE souhaite qu'un élan soit donné sur le bassin pour accompagner les habitants vers des pratiques plus économes en eau. Le SAGE incite donc à ce que soient partagés, entre tous les acteurs, les efforts sur les économies d'eau. »

Présentation de l'articulation du SCoT

Economiser la ressource en eau est une des ambitions portées par l'objectif 5.4.1 du DOO avec notamment la mise en place de dispositifs de récupération d'eau de pluie ou le déploiement de plantation peu gourmande en eau. Cette solidarité avec les territoires dépendant du système Durance-Verdon est également soulignée.

Cette notion d'économie de l'eau se retrouve également dans l'objectif 4.5.1 concernant les opérations d'aménagement. Ainsi le SCoT demande de rechercher une performance hydro-économe des nouvelles constructions et d'intégrer en amont la faisabilité de récupération et réutilisation des eaux grises et/ou des eaux de pluies pour un usage individuel à l'échelle des logements, ou un usage collectif à l'échelle des lotissements ou habitats collectifs.

Cette évolution des pratiques est également présente dans l'axe 3 du PADD avec l'ambition de diversifier les sources d'alimentation en eau dans les territoires qui connaissent des situations de déséquilibre quantitatif. Cela se traduit notamment en valorisant les eaux de pluies, les eaux usées et les eaux usées traitées, surtout pour l'irrigation agricole. De même, le SCoT ambitionne d'adapter les modalités d'aménagement en fonction de la disponibilité de la ressource.

Le SCoT est compatible

Synthèse de l'articulation du SCoT avec le SAGE de l'Arc Provençal de 2014

Objectif général	Disposition		Synthèse
Apprendre à vivre avec le risque	D5 - Maîtriser l'urbanisation en zone inondable	COMPATIBILITE	L'axe 3 du PADD converge vers cette disposition. En effet le SCoT ambitionne de réduire la vulnérabilité du territoire notamment en délimitant les extensions urbaines à partir de la connaissance des aléas naturels et en orientant préférentiellement le développement urbain en dehors des zones à risques. Ainsi les secteurs les plus exposés relèveront d'un principe d'inconstructibilité. Cela est traduit au niveau de l'orientation 5.5 du DOO avec le principe de non-aggravation (P268) et les objectifs 1.1.3 et 5.5.2 avec la mise en œuvre de bandes inconstructibles (P24 et P278). Le SCoT entend ainsi maîtriser l'urbanisation au niveau des zones inondables.
Ne pas aggraver dans la durée l'aléa inondation	D11 - Compenser les effets de l'imperméabilisation		<p>Le SCoT ambitionne de limiter les effets des nouvelles imperméabilisations au niveau de son axe 3 du PADD en limitant notamment l'imperméabilisation nouvelle, en renouvelant le tissu existant, et en identifiant des espaces pouvant faire l'objet d'actions de désimperméabilisation permettant, le cas échéant, de compenser l'artificialisation pour des projets présentant un intérêt majeur. Cela se traduit au niveau de l'objectif 5.3.1 du DOO en demandant au document d'urbanisme de favoriser les actions de désimperméabilisation et de renaturation (P243) et d'intégrer les principes des gestions des eaux pluviales permettant la rétention à la source (P245).</p> <p>Le SCoT a également pour objectif (objectif 5.5.2 du DOO) de préserver les espaces de bon fonctionnement des cours d'eau (P269 et carte n°1 de l'atlas cartographique), d'interdire le busage des cours d'eau et des axes d'écoulements reconnus pour leurs enjeux GEMAPI et de restaurer les espaces de mobilité fonctionnelle des cours d'eau au sein de l'espace urbanisé (P278).</p> <p>Les zones stratégiques d'expansion de crues (ZEC) sont intégrées dans l'identification des espaces de bon fonctionnement (carte n°1 de l'atlas cartographique et P277). Ainsi le maintien des vocations naturelles ou agricoles est préservé.</p>
	D12 - Préserver les axes naturels d'écoulement		
	D13 - Préserver les lits majeurs des cours d'eau		
	D14 - Préserver les Zones stratégiques d'Expansion de Crue (ZEC)		
	D15 - Contrôler la construction de nouvelles digues		
Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions domestiques	D23 - Anticiper la croissance urbaine et le besoin de foncier	COMPATIBILITE	<p>Le SCoT ambitionne de limiter l'impact sur les milieux liés à l'assainissement collectif et non collectif dans le cadre de sa lutte contre les pollutions des cours d'eau et de la ressource en eau et d'adapter les modalités d'aménagement du territoire en fonction des infrastructures d'assainissement et de leur capacité épuratoire existantes et possibles (axe 3 du PADD).</p> <p>Cela est traduit au niveau de l'objectif 5.4.1 avec notamment un raccordement obligatoire de tout nouveau projet d'urbanisation au réseau d'assainissement et que les capacités d'épuration soient suffisantes en tenant compte des pics d'effluents en période estivales (période touristique et étiage des cours d'eau).</p>
	D27 - Encadrer l'implantation de nouvelles Installations d'Assainissement Non Collectif		
Renforcer les fonctionnalités de la ripisylve	D39 - Protéger les ripisylves et permettre leur développement équilibré	COMPATIBILITE	Le SCoT ambitionne dans son axe 1 du PADD de préserver et/ou restaurer la trame turquoise regroupant les espaces fonctionnels où les trames verte et bleue interagissent fortement (ripisylves, plaines alluviales...). Cela est traduit au niveau de l'objectif 1.1.3 du DOO et de la carte n°1 de l'atlas cartographique en demandant aux documents d'urbanisme d'identifier, de préciser et d'assurer la protection des cours d'eau et les espaces rivulaires associés, et de de la trame turquoise, regroupant les espaces fonctionnels où les trames verte et bleue interagissent fortement (ripisylves, plaines alluviales...). La méthodologie pour l'identification des espaces de bon fonctionnement est précisée.



Préserver et reconquérir les espaces de mobilité	D43 - Maîtriser les enjeux au sein des espaces de mobilité identifiés sur l'Arc	COMPATIBILITE	<p>La préservation des espaces de mobilité des cours d'eau et les éléments physique nécessaire à leur bon fonctionnement est une ambition du SCoT portée au niveau de son axe 1 du PADD. Cela est traduit dans l'objectif 1.1.3 du DOO et la carte n°1 de l'atlas cartographique, notamment par la mise en œuvre de bandes inconstructibles et non artificialisé dans les espaces de bon fonctionnement qui sont à définir dans les documents d'urbanisme et identifier dans la carte n°1. Cette inconstructibilité se retrouve également dans l'objectif 5.5.2 dans le cadre de la gestion du risque d'inondation.</p> <p>Ainsi les deux espaces de mobilité identifiés par le SAGE que sont la plaine des Milles et la plaine de Berre sont préservés de tout nouveau développement engendrant de nouveaux enjeux. Ces deux secteurs identifiés comme zones stratégiques d'expansion de crues (ZEC) sont intégrés dans l'identification des espaces de bon fonctionnement (carte n°1 de l'atlas cartographique et P277). Ainsi, le maintien des vocations naturelles ou agricoles est préservé. Afin d'améliorer sa prise en compte, il serait souhaitable d'identifier les ZEC stratégiques dans la cartographie des secteurs à enjeux concernés (secteurs 4, 5 et 7).</p>
Impulser une politique d'économie d'eau	D61 - Améliorer les rendements des réseaux d'alimentation en eau potable		<p>Dans son objectif 5.4.1 du DOO concernant la préservation de la ressource en eau, le SCoT a pour ambition d'améliorer le rendement des réseaux d'eau potable pour tendre vers une performance des réseaux de 85 %. Cette recommandation demande ainsi de répondre à minima à la réglementation à horizon 2040, seuil qui actuellement n'est pas atteint au niveau de la Métropole mais atteint concernant le Pays d'Aix.</p> <p>Economiser la ressource en eau est une des ambitions portées par l'objectif 5.4.1 du DOO avec notamment la mise en place de dispositifs de récupération d'eau de pluie ou le déploiement de plantation peu gourmande en eau.</p> <p>Cette notion d'économie de l'eau se retrouve également dans l'objectif 4.5.1 concernant les opérations d'aménagement. Ainsi le SCoT demande de rechercher une performance hydro-économe des nouvelles constructions et d'intégrer en amont la faisabilité de récupération et réutilisation des eaux grises et/ou des eaux de pluies pour un usage individuel à l'échelle des logements, ou un usage collectif à l'échelle des lotissements ou habitats collectifs.</p> <p>Cette évolution des pratiques est également présente dans l'axe 3 du PADD avec l'ambition de diversifier les sources d'alimentation en eau dans les territoires qui connaissent des situations de déséquilibre quantitatif, en valorisant notamment les eaux de pluies, les eaux usées et les eaux usées traitées, notamment pour l'irrigation agricole. De même que le SCoT ambitionne d'adapter les modalités d'aménagement en fonction de la disponibilité de la ressource.</p>
	D62 - Faire évoluer les pratiques d'utilisation de l'eau		

Ainsi le SCoT Aix Marseille Provence est bien compatible avec les objectifs et dispositions du SAGE de l'Arc provençal.

4. Le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET)

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe, a renforcé la compétence des Régions en matière d'aménagement du territoire en les désignant chef de filât sur ce domaine et en leur confiant l'élaboration du Schéma régional d'aménagement et de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET).

Le SRADDET se substitue au schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT) pour devenir le nouveau cadre de la planification régionale. C'est un schéma déterminant par son caractère intégrateur de plusieurs autres documents de planification et prescriptif. Ainsi, il renforce considérablement le rôle de la Région en matière de planification régionale.

Ce schéma fixe les orientations de la région en matière de :

- équilibre et d'égalité des territoires,
- implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional,
- désenclavement des territoires ruraux,
- habitat,
- gestion économe de l'espace,
- intermodalité et de développement des transports,
- maîtrise et de valorisation de l'énergie,
- lutte contre le changement climatique,
- pollution de l'air,
- protection et de restauration de la biodiversité,
- prévention et de gestion des déchets.

Les documents d'urbanisme doivent prendre en compte les objectifs du SRADDET en vigueur et être compatibles avec les règles générales de son fascicule.

La stratégie du SRADDET s'articule autour 6 axes répondants aux 3 lignes directrices. Ces axes se décomposent en orientations (22 au total) et en objectifs (68 au total).

4-1 Les objectifs environnementaux et règles associées

Dans le cadre de l'évaluation environnementale, la présentation de l'articulation du SCoT s'est faite autour des objectifs environnementaux et règles associées. Ainsi il a été identifié 13 objectifs et 21 règles pour lesquels le SCoT doit être compatible. Le SRCE étant totalement intégré au SRADDET, sa compatibilité a été analysée avec celle du SRADDET, notamment au niveau de l'objectif 50.

OBJECTIF 9 : Affirmer le potentiel d'attractivité de l'espace maritime régional et développer la coopération européenne, méditerranéenne et internationale

« Les documents d'urbanisme doivent prendre en compte l'interface terre-mer et l'espace maritime proche, ainsi que les conséquences du changement climatique sur la bande côtière. Compte tenu des pressions exercées sur la bande côtière, le SRADDET demande à préserver les secteurs de façade littorale qui sont encore peu urbanisés. »

RÈGLE LD1-OBJ9 : Favoriser le maintien et le développement des activités économiques exigeant la proximité immédiate de la mer sur les espaces proches du rivage [...].

« Il est indispensable que les documents d'urbanisme identifient précisément les secteurs à enjeux, définissent les aménagements permettant l'adaptation des espaces côtiers aux changements climatiques. Ils peuvent émettre des recommandations dans l'aménagement même du bord de mer. »

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT entend trouver l'équilibre entre développement et préservation de la façade maritime, de ses espaces portuaires et industriels, de ses ports d'activités artisanales et de plaisance ainsi que des filières associées. Ainsi cet objectif de valorisation du potentiel d'attractivité des espaces portuaires et la préservation des ressources littorales est cartographié au niveau du PADD qui décline notamment ses ambitions d'aménagement du littoral tout en anticipant les risques d'érosion et



de submersion en engageant notamment les territoires les plus exposés dans une stratégie de gestion intégrée du trait de côte et anticiper certains reculs stratégiques, et en organisant l'implantation des activités économiques nécessitant la proximité au rivage.

Ces ambitions sont traduites au niveau de l'orientation 3.4 du DOO concernant la promotion d'une économie maritime adaptées et résiliente, ainsi que dans les cahiers de recommandations 3 et 4 concernant les secteurs à enjeux SCoT « Golf de Fos » et « Etang de Berre ». C'est au niveau des objectifs 2.1.3 et 5.5.5 que le DOO demande au document d'urbanisme d'identifier, en fonction de l'évolution des connaissances, les secteurs concernés par les phénomènes d'érosion et de recul du trait de côte (P73) ainsi que les phénomènes de submersion (P282).

Le SCoT est compatible

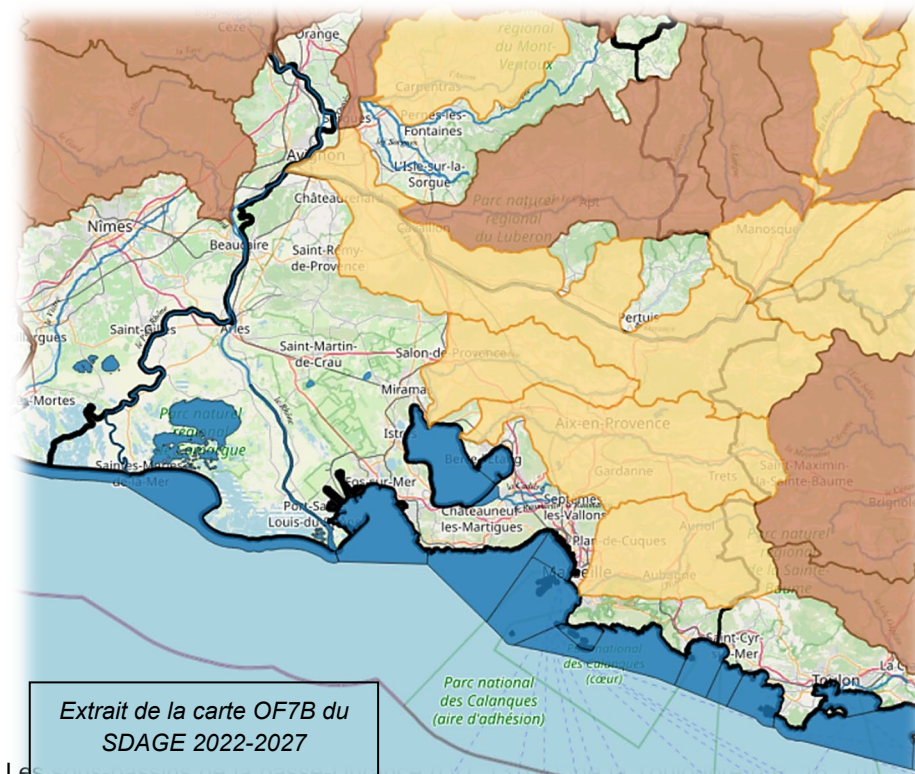
OBJECTIF 10 : Améliorer la résilience du territoire face aux risques et au changement climatique, garantir l'accès à tous à la ressource en eau

Le SRADDET demande en particulier :

- que soit intégrée une démarche de réduction de la vulnérabilité cohérente prenant en compte la question des effets cumulatifs des risques,
- de limiter l'imperméabilisation des sols.
- que la disponibilité de la ressource en eau doit être une condition préalable et déterminante à la définition du projet.
- d'engager des programmes de maîtrise la demande, d'économies d'eau, de recours à des ressources alternatives telles que la réutilisation des eaux usées et de reconquête de la qualité des ressources locales dégradées.
- à mieux gérer les terres et à utiliser plus efficacement les ressources des sols aux différentes échelles du territoire, afin d'atténuer l'impact du changement climatique
- à soutenir et développer l'agriculture périurbaine, facteur d'équilibre et de résilience pour les territoires.

RÈGLE LD1-OBJ10A : S'assurer de la disponibilité de la ressource en eau à moyen et long terme dès le début du projet de planification territoriale [...]. Les documents d'urbanisme doivent préconiser la limitation du développement de l'urbanisation en lien avec la disponibilité de la ressource en eau sur les secteurs identifiés comme déficitaires dans l'orientation fondamentale 7 du SDAGE

« L'accès à l'eau est un facteur important d'attractivité et de développement économique. La disponibilité de la ressource en eau doit être intégrée comme une condition préalable et déterminante à la définition du projet de planification territoriale. Le développement du territoire et des besoins et usages induits, doivent de ce fait être conçus en optimisant la gestion des ressources disponibles et en assurant la maîtrise de la demande en eau. »



Le territoire de l'Arc provençal (LP_16_01) et de l'Huveaune (LP_16_05) sont concernés par

des actions de préservation des équilibres quantitatifs pour l'atteinte du bon état. A noter que les sous-bassins de la Touloubre et de l'Arc Provençal n'étaient pas identifiés dans le SDAGE 2016-2021.

RÈGLE LD1-OBJ10B : Intégrer une démarche de réduction de la vulnérabilité du territoire en anticipant le cumul et l'accroissement des risques naturels

« Il convient d'intégrer dans la planification territoriale une démarche de réduction de la vulnérabilité cohérente en prenant compte la question du cumul et de l'accroissement des risques. »

RÈGLE LD1-OBJ10C : Éviter et réduire l'imperméabilisation des sols en adaptant les pratiques en matière d'urbanisation

« Il s'agit d'identifier dans les SCoT [...] des surfaces actuellement artificialisées à désimperméabiliser. La surface cumulée des surfaces à désimperméabiliser visera à atteindre 150 % de la surface imperméabilisée ouverte à terme par le document d'urbanisme »

Présentation de l'articulation du SCoT

Concernant la disponibilité de la ressource en eau, le SCoT ambitionne de garantir celle-ci (point fort du PADD) en sécurisant durablement l'approvisionnement en eau potable. Il s'agit de garantir pour toutes les communes deux ressources pour l'alimentation en eau de ces administrés. De plus cette ambition est appuyée par l'objectif d'adapter les modalités d'aménagement du territoire en fonction de la disponibilité de la ressource en eau. Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau de l'objectif 5.4.1 « Préserver la ressource », notamment en assurant la protection des captages et des zones de sauvegarde (P251 et P252), en prenant en compte les enjeux de solidarité territorial pour la gestion de la ressource (P253 et P254) et en assurant la sécurisation en eau potable de l'ensemble du territoire (P255 à P257). Il s'agit ainsi de prendre en compte la dépendance du territoire au système Durance-Verdon, le potentiel au niveau des ressources stratégiques et l'anticipation du risque de pénurie pour certaines communes du territoire. Toutefois, l'objectif d'adaptation des modalités d'aménagement ne semblent pas être traduites dans le DOO, notamment le conditionnement de l'urbanisation à la disponibilité de la ressource.

Vis-à-vis de la vulnérabilité du territoire, le SCoT intègre une démarche de réduction. En effet le SCoT ambitionne de réduire la vulnérabilité du territoire notamment en délimitant les extensions urbaines à partir de la connaissance des aléas naturels et

en orientant préférentiellement le développement urbain en dehors des zones à risques. Ainsi les secteurs les plus exposés relèveront d'un principe d'inconstructibilité. Cela est traduit au niveau de l'orientation 5.5 du DOO avec le principe de non-aggravation (P268) et les objectifs 1.1.3 et 5.5.2 avec la mise en œuvre de bandes inconstructibles (P24 et P278).

Enfin, le SCoT envisage plusieurs objectifs afin de lutter contre l'imperméabilisation que ce soit au niveau du développement urbain ou dans la prise en compte du risque de ruissellement. On retrouve cette traduction au niveau du DOO, notamment dans les prescriptions P148 et P243 en intégrant la notion de renaturation. Par ailleurs, même si aucune surface à désimperméabiliser n'est identifiée (cela est laissé à l'initiative des PLU(i) dans le cadre d'identification des zones préférentielles de renaturation P208) et aucun ratio imperméabilisation / désimperméabilisation n'est mentionné, notamment celui de 150%, le SCoT par sa recommandation suivant la P27, rappelle que la doctrine « éviter / réduire / compenser » s'impose aux projets concernant les milieux aquatiques.

Le SCoT est compatible

OBJECTIF 11 : Déployer des opérations d'aménagement exemplaires

« Le SRADDET se positionne en conséquence sur une politique de prise en compte des ressources naturelles et énergétiques dans les projets, à travers :

- *la prise en compte des risques ;*
- *la réduction de l'emprise foncière et une meilleure perméabilité des sols ;*
- *l'architecture bioclimatique ;*
- *le recours aux énergies locales les plus adaptées ;*
- *l'accueil et le maintien de la biodiversité ;*
- *le choix des matériaux, avec une priorité donnée aux ressources secondaires (matériaux de substitution et matériaux recyclés), ainsi qu'aux écomatériaux issus des filières locales et respectueuses de l'environnement lorsqu'elles existent. »*

RÈGLE LD1-OBJ11A : Définir pour les opérations d'aménagement et de construction des orientations et des objectifs



- **de performance énergétique visant la neutralité des opérations**
- **de préservation de la ressource en eau à l'échelle du projet et de limitation de l'imperméabilisation et du ruissellement**
- **d'intégration des problématiques d'accueil, de préservation, de restauration de la biodiversité, et de résilience au changement climatique**
- **favorisant les formes urbaines économes en espace et une conception bioclimatique des constructions**

« Les documents de planification doivent donc se doter d'orientations et d'objectifs qui permettront de favoriser l'émergence d'opérations exemplaires au regard des quatre dimensions visées par la règle. Cette exemplarité sera fonction du contexte spécifique : ainsi les documents d'urbanisme et in fine les maîtres d'ouvrage pourront ajuster les niveaux d'ambition au regard de ce dernier »

RÈGLE LD1-OBJ11B Définir pour les opérations de rénovation du bâti des critères de performance énergétique atteignant le niveau réglementaire BBC Énergétique rénovation ou le niveau passif et de performance environnementale dans le respect de la qualité patrimoniale et architecturale du bâti

« Il s'agit pour les porteurs de documents d'urbanisme de prévoir des critères à destination des opérations de rénovation des bâtiments à l'échelle d'un quartier (rénovation urbaine). Peuvent ainsi s'appliquer des niveaux minimums de consommation énergétique des bâtiments, un taux de production énergétique locale dans le projet avec un niveau plancher d'autoconsommation, le recours à des éco-matériaux locaux pour dynamiser les filières, des considérations en matière de récupération d'eau. »

Présentation de l'articulation du SCoT

Performance énergétique :

Le SCoT ambitionne dans son PADD de rénover des bâtiments et des espaces publics pour atténuer les effets du changement climatique (axe 1).

Cette ambition est traduite dans le DOO au niveau des prescriptions :

P180 en facilitant la requalification des logements en matière de performance énergétique,

P206 en concevant des opérations d'aménagement et de constructions nouvelles ou en renouvellement respectant la recherche de sobriété énergétique,

P209 en incitant, favorisant et accompagnant la rénovation du parc ancien respectant les objectifs métropolitains présents dans le PCAEM, en particulier en facilitant les changements d'aspects qui participent aux améliorations thermiques et énergétiques,

P225 en adaptant le bâti pour faire baisser la consommation énergétique (à l'échelle du bâtiment et l'îlot).

Préservation de la ressource en eau à l'échelle du projet et limitation de l'imperméabilisation et du ruissellement :

Le SCoT ambitionne dans son PADD de limiter l'imperméabilisation des sols des projets d'aménagement et d'identifier les espaces pouvant l'objet d'actions de désimperméabilisation, de préserver les capacités des axes d'écoulement naturel, d'intégrer la gestion des ruissellements au niveau des projets, de préserver et restaurer les zones d'expansion des crues et de réduire la vulnérabilité lors de renouvellement urbain en zone à risque d'inondation.

Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau des prescriptions :

P20 en préservant de l'artificialisation les espaces permettant d'assurer le maillage des continuités humides et de la trame verte et bleue,

P23 en demandant aux projets d'aménagement d'éviter le busage des cours d'eau et des axes d'écoulement reconnus,

P24 concernant l'identification des espaces de bon fonctionnement,

P147 en favorisant l'infiltration des eaux pluviales et en minimisant les rejets dans les milieux dans les espaces d'activités,

P206 en intégrant la notion de coefficient de biotope par surface permettant de limiter l'imperméabilisation des sols dans un projet d'aménagement,

P208 en demandant aux documents d'urbanisme d'identifier des zones préférentielles de renaturation soumises à l'aléa ruissellement et inondation,

P242 à P250 avec l'objectif d'éviter l'artificialisation des sols et de renforcer la capacité d'infiltration, et de renforcer la capacité d'adaptation des cours d'eau et chemins d'eau face aux risques d'inondation.

Préservation de la biodiversité et résilience au changement climatique :

Le SCoT ambitionne dans son PADD de préserver la biodiversité « ordinaire » et notamment la biodiversité en ville (axe 1). Dans l'axe 3, le PADD ambitionne de

renforcer la place des espaces de nature et d'agriculture en zone urbaine et d'intégrer la place du végétal et de l'eau comme composantes majeures des projets d'aménagements et de renouvellement de la ville. Dans son axe 3, le PADD fixe les orientations suivantes : Recréer des îlots de fraîcheur urbains, Favoriser des formes bâties et des matériaux de construction permettant d'éviter la « surchauffe ».

Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau des prescriptions :

P51 en pérennisant et renforçant la place du végétal en ville,

P52 en favorisant des formes architecturales innovantes garanties d'une meilleure résilience face aux effets du changement climatique et à la transition énergétique,

P149 en prévoyant la végétalisation des parcs d'activités,

P191 en favorisant la végétalisation en centre-ville, la présence de l'eau et la biodiversité,

P207 en prévoyant le maintien et/ou la création d'espaces végétalisés en tissus urbain,

P208 en demandant aux documents d'urbanisme d'identifier des zones préférentielles de renaturation.

Formes urbaines économes en espaces et conception bioclimatique :

Le SCoT ambitionne dans son PADD de donner un rôle d'accueil important aux pôles métropolitains et de développement et de diminuer le rôle d'accueil des pôles de proximité, induisant des formes urbaines plus économes en espaces. L'objectif de s'inscrire dans la perspective de « zéro artificialisation nette » en 2050 en priorisant le réinvestissement des espaces urbains et économiques est affirmé. Dans l'axe 3, le PADD ambitionne d'adapter le parc de logements, de bureaux et d'équipements pour faire baisser la consommation énergétique. Cela implique notamment de favoriser des formes urbaines compactes limitant les déperditions, d'améliorer les performances énergétiques des programmes d'aménagement, d'appliquer les principes du bioclimatisme dans les nouvelles constructions, de soutenir les travaux de rénovation thermique pour des « bâtiments passifs ». Dans l'axe 4, le PADD définit plusieurs orientations : Prioriser la localisation de la nouvelle offre de logements dans le tissu existant ; Favoriser la production de logements moins consommateurs d'espace (habitat collectif).

Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau des prescriptions :

P74 en fixant des objectifs précis de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers entre 2021 et 2030 et entre 2031 et 2050,

P75 en déterminant une ventilation théorique à mettre en œuvre à l'échelle des documents d'urbanisme tout en prévoyant (P74, P75 et P76) un mécanisme d'adaptation de cette mise en œuvre,

P79 en privilégiant prioritairement l'enveloppe urbaine existante pour mieux limiter la consommation d'espace,

P80 en programmant un objectif de production de logements dont la grande majorité (81,3%) sera construite au sein des pôles métropolitains et de développement,

P83 en prévoyant à terme la réalisation de 70% de l'offre nouvelle de logements au sein de l'enveloppe urbaine,

P84 en programmant l'accueil de 80% des emplois au sein des pôles métropolitains et de développement et 75% des emplois au sein de l'enveloppe urbaine (P85),

P88 en optimisant l'accueil des activités économiques au sein de l'enveloppe urbaine et en faisant muter les friches, les locaux commerciaux ou activités obsolètes,

P142 en facilitant la réorganisation des zones industrielles déjà artificialisées,

P147 en prévoyant des formes urbaines denses pour les aménagements des zones d'activités et en limitant les espaces de stationnement en surface,

P182 et P183 en promouvant des formes urbaines denses en matière de construction de logements avec des seuils de densité à respecter,

P184 en accompagnant la mise en œuvre de ces formes urbaines par des mesures assurant l'attractivité des logements,

P199 en interdisant toute nouvelle implantation ou extension commerciale en diffus,

P205 en stabilisant les espaces commerciaux périphériques au sein de leur emprise actuelle,

P206 en concevant des opérations d'aménagement et de constructions nouvelles ou en renouvellement favorisant une approche bioclimatique.

Le SCoT est compatible

OBJECTIF 12 : Diminuer la consommation totale d'énergie primaire de 27 % en 2030 et de 50 % en 2050 par rapport à 2012

« Les objectifs stratégiques du SRADDET traduisent la volonté de la Région de s'inscrire dans la transition énergétique afin de réduire de 50% la consommation



totale d'énergie primaire, et de 30% le niveau de consommation finale en 2050 par rapport à son niveau de 2012 pour atteindre 100% de couverture de la consommation par des sources renouvelables locales. »

RÈGLE LD1-OBJ12C Prévoir et assurer la réhabilitation énergétique de 50 % du parc de logement ancien (construits avant 1975) à horizon 2050 en réalisant des réhabilitations de niveau réglementaire BBC Énergétique Rénovation ou de niveau passif. L'effort en matière de réhabilitation énergétique devra également porter sur le parc d'équipements publics et bâtiments tertiaires.

« Il est donc demandé de contribuer à l'objectif régional par la réalisation de réhabilitations atteignant le niveau réglementaire BBC Énergétique Rénovation ou le niveau passif. Le DOO du SCoT définit les objectifs et les principes de la politique de l'habitat au regard, notamment de la mixité sociale, en prenant en compte l'évolution démographique et économique et les projets d'équipements et de dessertes en transports collectifs. »

Présentation de l'articulation du SCoT

Réhabilitation énergétique du bâti (logement, équipements publics et bâtiments tertiaires :

Le SCoT ambitionne dans son PADD de rénover des bâtiments et des espaces publics pour atténuer les effets du changement climatique (axe 1). Dans l'axe 3, le PADD ambitionne d'adapter le parc de logements, de bureaux et d'équipements pour faire baisser la consommation énergétique. Cela implique notamment de favoriser des formes urbaines compactes limitant les déperditions, d'améliorer les performances énergétiques des programmes d'aménagement, d'appliquer les principes du bioclimatisme dans les nouvelles constructions, de soutenir les travaux de rénovation thermique pour des « bâtiments passifs ».

Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau des prescriptions :

P206 en concevant des opérations d'aménagement et de constructions nouvelles ou en renouvellement favorisant une recherche de sobriété énergétique et une approche bioclimatique,

P209 en incitant, favorisant et accompagnant la rénovation du parc ancien respectant les objectifs métropolitains présents dans le PCAEM,

P210 en accélérant les projets globaux de réhabilitation intégrant une dimension énergétique ambitieuse.

Il convient de rappeler que le SCoT agit dans le cadre de ses compétences et ne peut ni prescrire d'actions exorbitantes de droit commun (expropriation) ni mener d'action directes sur des propriétés privées pour les obliger à mener ces travaux. En revanche, le SCoT et les PLUi mettent en place les conditions pour inciter et favoriser ces travaux. C'est pourquoi il ne peut prescrire un objectif de 50% mais crée les conditions pour qu'il puisse être atteint

Le SCoT est compatible

OBJECTIF 14 : Préserver les ressources en eau souterraine, les milieux aquatiques et les zones humides

« Afin de garantir durablement un accès à la ressource en eau pour tous et tous les usages, le SRADDET demande de maîtriser la consommation et les prélèvements, de développer des usages différenciés, de préserver le fonctionnement et la qualité des milieux aquatiques et des zones humides, de préserver en quantité et en qualité les eaux souterraines et, enfin, de maîtriser la ressource, en limiter la consommation et développer des usages différenciés. »

RÈGLE LD1-OBJ14A Identifier et sécuriser les secteurs vulnérables des ressources stratégiques ou zones potentielles pour la recharge qualitative des nappes phréatiques

« Pour préserver ces ressources et assurer leur potentiel quantitatif et qualitatif pour la production d'eau potable, des zones de sauvegarde doivent être délimitées. Sur ces zones, la préservation de l'usage eau potable doit être considérée comme une priorité absolue ; il est essentiel en particulier d'identifier les zones vulnérables, ou zones potentielles pour la recharge quantitative des nappes dans les documents d'urbanisme afin de maintenir sur ces secteurs des usages compatibles avec la préservation de ces ressources futures ou d'ores et déjà exploitées. »

RÈGLE LD1-OBJ14B Protéger les espaces à enjeux pour la ressource en eau, en particulier les aires d'alimentation de captage ne bénéficiant d'aucune protection réglementaire ou celles à l'étude

« Les problèmes de qualité et de quantité de cette ressource souterraine sont désormais un enjeu de haute priorité à décliner dans tous les documents de prospective de développement et d'aménagement. Les « espaces à enjeux de continuités écologiques non couverts par un dispositif de gestion » sont les espaces relevant de la trame verte et bleue régionale, non couverts ou partiellement couverts par l'un des dispositifs suivants : PNR, PN, Conservatoire des Espaces Naturels, réserves naturelles nationales, réserves naturelles régionales, Natura 2000, Sites classés, et arrêté préfectoral de biotope. »

Présentation de l'articulation du SCoT

Le projet de SCoT prévoit de nombreux objectifs de protection de la ressource en eau au niveau de l'axe 3 du PADD et de son ambition forte de garantir la disponibilité et la durabilité de la ressource. Ainsi le SCoT s'oriente vers la préservation des nappes souterraines en privilégiant les eaux superficielles qui pour la Métropole sont le canal de Marseille et le canal de Provence alimentés tout deux par le système Durance-Verdon. 5 masses d'eau souterraine stratégiques sont présentes sur le territoire : la nappe de la Crau, la nappe du bassin de l'Arc, la nappe de la Durance et les nappes des massifs de la Sainte Victoire et de la Sainte Baume/Calanques.

La nappe de la Crau a fait l'objet d'une délimitation d'une zone de sauvegarde. Celle-ci est mentionnée au niveau du DOO (P252) en reprenant notamment les principales recommandations formulées par le Symcrau. Une autre zone de sauvegarde a été identifiée au niveau du PNR de la Sainte-Baume. Cette zone également mentionnée a fait l'objet d'une étude en 2021 avec des recommandations mais celle-ci n'est pas identifiée au niveau du DOO.

Le SCoT ambitionne également d'améliorer l'état de fonctionnement des milieux humides en les protégeant et restaurant au regard de leur importance écologique mais également au regard de leur services rendus à la société. Les principales zones humides sont localisées au niveau du PADD et dans les cartes n°1 et 5 du DOO. Le SCoT vise également une réduction prioritaire des aménagements dans les milieux humides au niveau de son objectif de préservation de la ressource en eau. Toutefois, connaissant l'importance de ces milieux et leur disparition, il aurait été préférable de stopper les aménagements.

La traduction dans le DOO est faite au niveau des prescriptions concernant l'objectif de préservation et de valorisation des réservoirs de biodiversité (objectif 1.1.1). Une

prescription spécifique aux zones humides est faite (P27) demandant aux documents d'urbanisme d'affiner la localisation en assurant leur protection notamment en évitant l'artificialisation des abords et en préservant la végétation.

Le SCoT intègre les prescriptions définies par le Symcrau et le PNR de la Sainte Baume

Le SCoT est compatible

OBJECTIF 19 : Augmenter la production d'énergie thermique et électrique en assurant un mix énergétique diversifié pour une région neutre en carbone à l'horizon 2050

« Le SRADDET entend augmenter la production renouvelable en assurant un mix énergétique diversifié et décentralisé. A travers ces différents leviers, le recours aux énergies fossiles doit diminuer. En parallèle, la part de production électrique du territoire doit également augmenter pour délester et sécuriser les réseaux de transport électriques qui sont fortement sollicités lors des pics de consommation. Cet objectif est à prendre en compte dans le respect de la gestion économe de l'espace »

RÈGLE LD1-OBJ19A Identifier, justifier et valoriser le potentiel de développement des énergies renouvelables et de récupération du territoire en développant les équipements de pilotage énergétique intelligents et de stockage

« Les territoires doivent identifier et justifier leur potentiel de développement des énergies renouvelables et de récupération lors de leurs démarches de planification, et valoriser ce potentiel à travers leurs choix de planification et d'aménagement. »

RÈGLE LD1-OBJ19C Pour le développement de parcs photovoltaïques, favoriser prioritairement la mobilisation de surfaces disponibles sur du foncier artificialisé, en évitant l'implantation de ces derniers sur des espaces naturels et agricoles.

« Le potentiel d'installation sur des terrains anthropisés (délaisés d'aérodromes, carrières, friches, sites et sols pollués...) est suffisant pour mobiliser des surfaces artificialisées et éviter des installations sur zones naturelles et en zones agricoles »



Présentation de l'articulation du SCoT

Développement des énergies renouvelables et de récupération, pilotage et stockage de l'énergie :

Le SCoT ambitionne dans son PADD de relocaliser une partie de la production énergétique (axe 1). Toujours dans son PADD, le SCoT porte l'ambition d'encourager la recherche de pointe et le développement sur les énergies décarbonées (axe 2).

Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau des prescriptions :

P149 en développant le photovoltaïque en toiture des bâtiments d'activités et sur les espaces délaissés,

P206 en concevant des opérations d'aménagement et de constructions nouvelles ou en renouvellement encourageant la production d'énergie à l'échelle de l'îlot ou du bâti et favorisant ou imposant si les conditions sont réunies le raccordement à un réseau de chaleur,

P232 en favorisant l'utilisation des énergies décarbonées dans les zones logistiques et portuaires,

P233 en favorisant le développement de la filière hydrogène,

P234 en orientant les nouvelles installations de production d'énergie renouvelable en s'appuyant sur les potentialités du territoire,

P235 en favorisant le développement des énergies renouvelables et de récupération pour la production à l'échelle du bâti ou de l'îlot,

P236 en recourant aux énergies renouvelables et de récupération dans la réalisation des aménagements publics et privés (éclairage public, ombrières photovoltaïques),

P237 en créant les conditions permettant de favoriser l'installation d'ombrières et de champs de production d'énergie photovoltaïque,

P238 en créant les conditions permettant de développer des moyens de production d'énergie éolienne,

P239 en identifiant les possibilités d'installation de réseaux de chaleur à proximité d'une source de chaleur fatale ou pouvant utiliser l'énergie issue du sol, de la mer ou des masses d'eau,

P240 en prévoyant l'implantation d'équipements permettant d'exploiter les ressources directement à proximité des sites générateurs de chaleur fatale,

P241 en créant les conditions permettant de favoriser l'implantation d'équipement exploitant les ressources de la biomasse.

Développer le PV sur du foncier artificialisé et éviter son implantation sur des espaces naturels et agricoles :

Dans l'axe 2 de son PADD, le SCoT porte l'ambition que les énergies décarbonées soient développées en particulier dans les technopôles et les zones d'activités dédiées.

Cette ambition est traduite dans le DOO au niveau des prescriptions :

P53 en conditionnant toute nouvelle implantation de dispositif de production d'énergie renouvelable à une intégration paysagère exemplaire,

P234 en orientant les nouvelles installations de production d'énergie renouvelable en s'appuyant sur les potentialités du territoire et en évitant de porter atteinte aux capacités productives des espaces agricoles,

P237 en créant les conditions permettant de favoriser l'installation de champs de production d'énergie photovoltaïque sans affecter durablement les fonctions écologiques du sol, son patrimoine agronomique et en étant compatible avec la vocation agricole du terrain.

Le SCoT est compatible

OBJECTIF 21 : Améliorer la qualité de l'air et préserver la santé de la population

« Le SRADDET appelle donc à réduire les sources de pollution et à préserver la population régionale. Le SRADDET demande de réduire la part de la population exposée :

- en développant des règles d'aménagement évitant son exposition ;
- en veillant à la mise en œuvre et à la transcription dans les documents de planification des mesures déjà présentes dans les PPA ;

- en élargissant les mesures des PPA aux autres territoires. »

RÈGLE LD1-OBJ21 Mettre en œuvre un urbanisme favorable à la santé en prenant notamment en compte l'environnement sonore, la pollution atmosphérique, les sites et sols pollués, les rayonnements non-ionisants. En ce sens, identifier les secteurs où l'implantation de bâtiments sensibles est à éviter et préserver les secteurs peu ou pas impactés. Vigilance particulière sur les zones couvertes par des Plans de Protection de l'Atmosphère.

« La planification peut ainsi jouer un rôle important dans la réduction des inégalités en matière de santé. La maîtrise d'ouvrage des documents d'urbanisme doit identifier la localisation et l'importance des émetteurs de polluants ou de nuisances sur le territoire (axes routiers, industries...), afin d'y éviter l'implantation de bâtiments sensibles, les secteurs peu ou pas impactés devant eux être préservés. »

Présentation de l'articulation du SCoT

Limiter l'exposition aux pollutions :

Le SCoT affiche la volonté de réduire les pollutions, notamment de l'air et du bruit. Il vise à limiter l'exposition des habitants actuels et futurs aux pollutions. Il s'agit en particulier d'orienter le développement urbain en tenant compte de l'exposition au bruit et à la pollution liée à la proximité d'infrastructures de transport (routier, aérien), afin d'éloigner le plus possible les populations des nuisances associées.

Cette volonté est traduite dans le DOO au niveau des prescriptions :

P218 en réduisant les émissions à la source afin de diminuer le nombre de personnes exposées,

P219 en prenant en compte la qualité de l'air dans les projets d'aménagements et rénovation,

P220 en évitant l'implantation des établissements destinés à l'accueil de populations sensibles à proximité des sources de pollution.

Par ailleurs, c'est au niveau de son axe 3 et de son orientation « offrir un cadre de vie favorable au bien-être et à la santé des habitants » que le SCoT ambitionne d'orienter le développement urbain en tenant compte de l'exposition au bruit liée à la proximité d'infrastructures de transport dont l'aérien, afin d'éloigner le plus possible les populations des nuisances associées.

Cette ambition est traduite au niveau du DOO, notamment autour de l'objectif 5.1.3 « Prendre en compte le bruit dans la politique d'aménagement et de protection » et la prescription P221 en conditionnant la constructibilité des zones soumises aux bruits conformément au code de l'urbanisme (article L112-10 notamment) afin de prévenir l'exposition de nouvelles populations.

Le SCoT est compatible

OBJECTIF 22 : Contribuer au déploiement de modes de transport propres et au développement des nouvelles mobilités

« L'objectif consiste d'une part à développer une offre de transports propres et, d'autre part, à accompagner le déploiement des nouvelles mobilités. Le SRADDET encourage ainsi les territoires à favoriser les nouvelles pratiques de mobilité telles que l'auto-partage, le transport à la demande, les modes actifs, le covoiturage dynamique, notamment par la mise en place d'expérimentations ou de dispositifs innovants »

RÈGLE LD1-OBJ22A Contribuer à la mise en œuvre au niveau local du Schéma régional des véloroutes et voies vertes et connecter les itinéraires à un maillage local

« Faciliter le stationnement des vélos dans les pôles d'échanges. Pour ce faire : [...] les SCoT peuvent préciser des obligations minimales de réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules non motorisés »

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT ambitionne dans son axe 1 du PADD de repenser la mobilité du territoire en poursuivant le développement du réseau de transports en commun autour de pôles d'échange multimodaux (PEM) en développement notamment un réseau cyclable à l'échelle des bassins de vie en lien avec le schéma régional des véloroutes. Ce développement se retrouve également au niveau de l'axe 5 concernant l'accessibilité du littoral. Cette traduction se fait notamment au niveau de l'objectif 2.2.4 du DOO avec le renforcement de la place du vélo autour d'un réseau d'itinéraires métropolitains (P101) et d'offre de stationnement (P102), et l'objectif 3.5.3 en lien avec le cyclotourisme (P161).



Les itinéraires sont identifiés au niveau des cahiers de recommandation des 10 secteurs à enjeux SCoT.

Le SCoT est compatible

OBJECTIF 25 : Planifier les équipements de prévention et de gestion des déchets dans les documents d'urbanisme

« En conséquence le SRADDET préconise :

- d'anticiper la disponibilité de surfaces foncières pour les infrastructures/équipements de prévention et de gestion des déchets (des ménages et des activités économiques) ;
- d'encourager l'intégration des équipements de prévention et de gestion des déchets dans les documents d'urbanisme (équipements de collecte, déchetteries, infrastructures de valorisation, de traitement et d'élimination) ;
- de mentionner les installations qu'il apparaît nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer en cohérence avec les principes de proximité et d'autosuffisance.

RÈGLE LD1-OBJ25B Orienter prioritairement les nouvelles implantations d'équipements de prévention et de gestion des déchets vers des friches industrielles ou des terrains dégradés, dans le respect des principes de proximité et d'autosuffisance

« La stratégie territoriale d'économie circulaire est la résultante d'une concertation locale entre acteurs privés et publics du territoire. Il convient, à l'échelle des SCoT et des PLUi, que cette stratégie territoriale d'économie circulaire soit assortie d'une planification spatiale des équipements nécessaires au réemploi et à la gestion des déchets publics et privés. Cette anticipation doit se traduire par :

- l'intégration de la démarche économie circulaire dans le diagnostic territorial puis dans les PADD
- la déclinaison spatiale dans le Document d'orientation et d'objectif (SCoT) et dans le zonage du règlement (PLU(i)). À ce stade, l'identification des friches industrielles et terrains dégradés permettra une hiérarchisation des espaces exploitables, en particulier pour les

unités industrielles (méthanisation, centres de tri, unités de compostage, etc.) »

Présentation de l'articulation du SCoT

Le PADD prévoit de renforcer les filières locales et de mobiliser les filières accompagnant la transition écologique et énergétique métropolitaine.

Comme le SRADDET le stipule, le SCoT prévoit la création de nouvelles installations de proximité dont les localisations sont à l'étude. Le SCoT prévoit également, le développement d'une stratégie de mise en œuvre massive de l'économie circulaire, une meilleure prise en compte de la gestion des déchets dans les projets d'aménagement et l'identification des friches industrielles susceptibles d'accueillir des unités de traitement des déchets.

Dans le DOO, il est demandé de prévoir le maintien des capacités de traitement nécessaires, en particulier les 3 unités de stockage du territoire (P222). Il est également demandé de favoriser l'implantation d'un centre de tri, de préférence à proximité des gisements, permettant de trier près de 50.000 t/an de déchets (P223).

Le SCoT est compatible

OBJECTIF 26 : Favoriser le recyclage, l'écologie industrielle et l'économie circulaire

« En tant qu'outil de planification participant à la cohérence des politiques publiques d'aménagement du territoire régional, le SRADDET demande que les documents d'urbanisme anticipent la disponibilité de surfaces foncières pour les infrastructures/équipements de prévention et de gestion des déchets (des ménages et des activités économiques). »

RÈGLE LD1-OBJ26 Intégrer une stratégie territoriale en faveur de l'économie circulaire dans les Schémas de cohérence territoriale (SCoT) compatible avec la Stratégie régionale d'économie circulaire et la feuille de route nationale

« Les stratégies territoriales intégrées dans les SCoT pourront s'appuyer sur les actions suivantes :

- Dans les opérations d'aménagement, prévoir des espaces fonciers pour des activités liées à l'économie circulaire (unités de gestion des déchets, ressourceries, compostage de proximité...)
- Favoriser le regroupement des entreprises et la mutualisation des biens et des services dans les stratégies de développement économique, dans une perspective d'écologie industrielle et territoriale
- Introduire de la flexibilité dans la conception des bâtiments (réaffectation des usages, surélévation pour densifier...)

Présentation de l'articulation du SCoT

Dans l'axe 4, le PADD ambitionne d'améliorer la gestion des déchets en faisant la promotion de l'économie circulaire et le réemploi, notamment en développant les filières et débouchés pour la valorisation des matériaux triés sur le territoire.

Afin d'accompagner le Port de Marseille-Fos dans sa transition énergétique et écologique, le DOO préconise d'organiser la déconstruction navale pour mieux structurer cette filière.

Si le DOO ne mentionne pas dans les filières économique l'économie circulaire, certaines prescriptions favorisent la mise en place d'une économie circulaire.

Le SCoT est compatible

OBJECTIF 37 : Rechercher la qualité des espaces publics et favoriser la nature en ville

« Le maillage vert et bleu urbain consiste à organiser en réseau l'ensemble des espaces de nature en ville et à rétablir des connexions entre les espaces de nature situés en cœur de tissu urbain et les enveloppes vertes périurbaines. Les documents d'urbanisme devront favoriser la restauration ou la recréation de certains axes de déplacements altérés ou modifiés par des aménagements antérieurs qui devront être renaturés en accompagnement de l'évolution de l'urbanisation. [...] Selon les projections climatiques, la région verra sa température moyenne estivale augmenter de manière significative [...] L'enjeu pour la Région consiste donc à préserver la qualité de vie des populations et l'attractivité des espaces urbains face aux périodes de forte chaleur [...] Il est donc stratégique dans les documents de planification de travailler à l'adaptation de ces zones à des conditions plus extrêmes pour réduire le risque de développement des îlots de chaleur urbains, de limiter l'inconfort thermique et au final de préserver l'attractivité résidentielle et touristique de la région en travaillant sur la climatologie des espaces urbanisés. »

RÈGLE LD2-OBJ37 Favoriser la nature en ville en développant les espaces végétalisés et paysagers par la définition d'orientations et d'objectifs favorables à la biodiversité en ville et à l'adaptation au changement climatique

« Toutes ces pénétrantes et espaces verts sont autant de milieux supports pour les déplacements, l'alimentation, la reproduction d'espèces animales autrefois communes, mais dont le déclin observé ces dernières années interroge et oblige à agir. »

Présentation de l'articulation du SCoT

Favoriser la nature en ville est une des orientations de l'objectifs 4-5-1 qui prévoit d'aménager autrement dans le cadre de projets urbains innovants, adaptés au changement climatique et aux aspirations de demain (végétalisation de l'espace public, valorisation des cours d'eau, préservation d'espace de pleine terre, programmation de plantation dans les OAP)

Cette ambition est renouvelée dans l'objectif 5.1.5 Développer la nature en ville.

Cette notion de nature en ville est également exposée dans la cadre des prescriptions concernant les continuités écologiques afin de maintenir les



continuités écologiques fonctionnelles situées dans des espaces urbains denses (corridors en pas japonais, TB liée aux ripisylves des cours d'eau).

Le SCoT est compatible

OBJECTIF 49 : Préserver le potentiel de production agricole régional

« Le SRADDET entend renforcer les mesures permettant de préserver le potentiel de production agricole des territoires. Cela passe par :

- La protection des espaces agricoles à fort potentiel productif
- La pérennisation des équipements d'hydraulique agricole et de drainage [...]

Ainsi le SRADDET préconise de protéger les espaces agricoles avec un fort potentiel agronomique, irrigués ou bénéficiant d'une IGP (Indication géographique protégée) ou AOP (Appellation d'origine protégée). »

RÈGLE LD2-OBJ49A Éviter l'ouverture à l'urbanisation et le déclassement des surfaces agricoles équipées à l'irrigation pour atteindre zéro perte de surfaces agricoles équipées à l'irrigation à l'horizon 2030

« Mettre en place des outils de préservation (Zone Agricole Protégée, Périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains) sur les surfaces équipées à l'irrigation existantes ou en projet »

RÈGLE LD2-OBJ49B Identifier les espaces agricoles à enjeux et à potentiel [...], et favoriser la mise en place des dispositifs de protection réglementaire à une échelle intercommunale

« Pour assurer une préservation sur le long terme des terres agricoles, la législation a introduit deux dispositifs de protection réglementaire spécifique : les zones agricoles protégées (ZAP) et les périmètres de protection des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN). Ces démarches peuvent être conduites à l'échelle communale ou à l'échelon intercommunal par l'organisme en charge de l'élaboration du SCoT. »

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT consacre une orientation entière aux espaces agricoles avec deux objectifs distincts : 1.2.1 Protéger la capacité productive des espaces agricoles et leur rôle multifonctionnel et 1.2.2 Créer les conditions de leur viabilité pour soutenir le projet alimentaire territorial. La P30 prévoit d'éviter l'urbanisation des secteurs agricoles équipés à l'irrigation et celles facilement irrigables au sein de l'enveloppe agricoles identifiées dans le DOO.

Les espaces agricoles à enjeux sont identifiés. Le SCoT distingue ainsi les cœurs de production (vastes espaces agricoles "homogènes" aux capacités productives globalement préservées des dynamiques d'érosion foncière), les espaces agricoles périurbains imbriqués dans le milieu urbain, (espaces agricoles mêlés aux bâtis situés aux portes des villes et des villages), et les espaces agricoles à fort intérêt environnemental (paysager, biodiversité, risque etc.). Les outils de protection existant (ZAP et PAEN) sont présentés en recommandation afin de donner de la lisibilité à la stratégie agricole en posant des limites claires et pérennes à l'urbanisation et en fixant des objectifs de mise en œuvre de politiques foncières.

Le SCoT est compatible

OBJECTIF 50 : Décliner la trame verte et bleue régionale et assurer la prise en compte des continuités écologiques et des habitats dans les documents d'urbanisme et les projets de territoire

RÈGLE LD2-OBJ50A Identifier et préciser à une échelle appropriée les continuités écologiques (réservoirs de biodiversité et corridors), en s'appuyant sur la Trame verte et bleue régionale, et en assurant la cohérence avec les territoires voisins et transfrontaliers

« Il doit être distingué ce qui est relatif à la TVB, outil d'aménagement du territoire qui doit donc être consigné dans un document d'aménagement, document d'urbanisme, plans stratégiques, schémas..., et ce qui est relatif aux continuités écologiques, résultant d'une analyse factuelle scientifique des fonctionnalités écologiques présentes sur un territoire, à savoir les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques. [...] Aussi, les collectivités doivent s'assurer de la cohérence

entre les choix et orientations politiques pour permettre la solidarité entre les territoires. »

RÈGLE LD2-OBJ50B Identifier les sous-trames présentes sur le territoire et justifier leur prise en compte pour transcrire les objectifs régionaux de préservation et de remise en état des continuités écologiques et mettre en œuvre les actions adaptées

« Les SCoT et PLU(i) sont les principaux documents d'urbanisme permettant d'apporter des éléments opérationnels de prise en compte des continuités écologiques. Au-delà des objectifs donnés dans les PADD, les SCoT et PLU(i) ont la possibilité de décliner les continuités écologiques de façon assez précise et justifient de la présence ou non sur leur territoire des milieux identifiés par la trame verte et bleue régionale. »

RÈGLE LD2-OBJ50C Restaurer les fonctionnalités naturelles des cours d'eau et préserver les zones humides

« Tout aménagement dégradant l'intégrité physique, le fonctionnement hydraulique naturel, la biodiversité spécifique de ces zones et leur connexion transversale avec le cours d'eau (espaces de bon fonctionnement) est à éviter. »

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT consacre une orientation entière à la préservation durable de la trame verte et bleue métropolitaine. Basé sur un travail d'analyse scientifique des continuités écologiques en prenant en compte les Orientations Nationales de la TVB, en lien avec les structures ayant déjà travaillé sur le sujet sur le territoire (communauté de communes, PNR etc.), la Métropole a défini sa TVB composée de réservoirs de biodiversité majeurs, de réservoirs de biodiversité complémentaires et de corridors continus et discontinus (en pas japonais et urbains) / fonctionnels à préserver et non fonctionnels à restaurer. Plusieurs prescriptions visent à protéger ces espaces ou à les restaurer : préservation des réservoirs de biodiversité, gestion des lisières entre le tissu urbain et les réservoirs de biodiversité, préservation des corridors écologiques et restauration des corridors fragilisés.

Plusieurs prescriptions concernent plus spécifiquement la trame bleue avec la protection des cours d'eau et leurs abords ainsi que de la trame turquoise. Enfin la préservation des zones humides et de leurs abords fait l'objet d'une prescription spécifique. Le SCoT demande aux documents d'urbanisme de préciser les

délimitations de ces espaces, d'éviter leur artificialisation et celle de leurs abords pour garantir leur bon fonctionnement écologique et hydraulique.

Le SCoT est compatible

REGLE N°LD2 OBJ50D : Améliorer la transparence des infrastructures linéaires au regard de la fonctionnalité écologique, en particulier dans les 19 secteurs prioritaires identifiés

« Sur ces secteurs, et tout autre secteur à identifier localement, il s'agit de renforcer la prise en compte des continuités dans les politiques de gestion des maîtres d'ouvrage et de favoriser la mise en place d'actions qui participent au maximum à la remise en état de ces milieux, notamment en réalisant des opérations de rattrapage lorsque la fragmentation des milieux est importante. »

Présentation de l'articulation du SCoT

Le territoire de la Métropole est concerné par les secteurs prioritaires suivant

- Secteur 7 : Belcodène : le SRCE identifie plusieurs corridors, repris dans la TVB de MAMP ; identifie des parcelles agricoles et naturelles à sanctuariser qui figurent bien dans les cœurs de production à préserver.

Secteur 8 : Roquevaire : le SRCE identifie plusieurs corridors intégrés dans la TVB de MAMP ; identifie des parcelles agricoles et naturelles à sanctuariser qui figurent bien dans les espaces agricoles périurbains à préserver

- Secteur 9 : Aubagne, la Ciotat : les continuités écologiques identifiées sur le secteur figurent dans la TVB du Scot. Les espaces agricoles et naturels de l'arrière-pays de Cassis sont intégrés dans les cœurs de production pour les premiers et dans les réservoirs de biodiversité complémentaires pour les seconds. Les prescriptions actuelles du DOO précisent que les activités compatibles avec les réservoirs biologiques complémentaires (dont l'activité agricole) ne peuvent se faire au détriment du fonctionnement écologique des espaces naturels ce qui devrait permettre d'éviter un développement viticole avec des conséquences sur le fonctionnement écologique de ce secteur.

- Secteur 10 : Pennes sur Huveaune : le SRCE identifie plusieurs corridors intégrés dans la TVB de MAMP ; identifie des parcelles agricoles et naturelles à sanctuariser qui figurent bien dans les cœurs de production à préserver



- Secteur 11 : Etoile Nerthe. Les continuités écologiques identifiées figurent bien dans la TVB du SCoT. Néanmoins celle qui concerne l'A55 au sud de l'échangeur identifiée comme non fonctionnelle dans le SRCE est intégrée dans un réservoir de biodiversité dans la TVB, réservoir continu malgré la présence de l'A55. La rupture de continuité ne figure donc pas dans la TVB du SCoT.
- Secteur 12 : Ventabren. Les continuités écologiques identifiées dans le SRCE sur ce secteur sont reprises dans la TVB du SCoT.
- Secteur 13 : La Fare Coudoux. Ce secteur a été classifié en réservoir de biodiversité majeur dans le SCoT. Il bénéficie à ce titre d'une protection forte contre l'urbanisation. Il faudra cependant être vigilant sur les possibilités données aux extensions d'urbanisation en continuité du tissu urbain existant notamment sur les limites d'urbanisation sur le village de Fare les oliviers et Lancon-Provence issu du SCoT Agglopolé Provence et repris dans la fiche de ce secteur à enjeux dans le SRCE.
- Secteur 14 : Crau Alpilles : Seule la partie est de ce secteur concerne le SCoT. Les espaces agricoles au sud de Miramas cités dans la fiche de ce secteur à enjeu sont identifiés comme espace agricole à fort intérêt environnemental. Cette distinction a pour vocation de protéger ces espaces de toute destruction. En revanche, les pratiques agricoles ne sont pas encadrées et peuvent potentiellement impacter ce secteur de coussouls.
- Secteur 15 : Alpilles Luberon : ce secteur est concerné à la marge par le SCoT. Les continuités écologiques inscrites figurent dans la TVB du SCoT.
- Secteur 16 : Clue Mirabeau. Les continuités écologiques identifiées figurent dans la TVB du SCoT. Les 2 coupures d'urbanisation issues du SCoT du pays d'Aix et reprise dans cette fiche à enjeu ont été classées en réservoir de biodiversité majeur. Il faudra cependant être vigilant sur les possibilités données aux extensions d'urbanisation en continuité du tissu urbain existant dans ces secteurs.
- Secteur 18 : Arbois TGV. Les continuités écologiques identifiées sur ce secteur figurent dans la TVB du SCoT. Le corridor à restaurer, identifié au niveau de Vitrolles est classé en réservoir de biodiversité. Il existe un enjeu de préserver le foncier agricole au nord de la D9, face à Calas. La majorité de ce secteur n'est pas protégée au titre des espaces agricoles dans le DOO.
- Secteur de la pointe de Berre : Les continuités écologiques inscrites figurent dans la TVB du SCoT et les parcelles agricoles à préserver sont bien classées en cœur de production dans le SCOT.

- Secteur de St Chamas : les continuités écologiques figurent bien dans la TVB du SCoT.

Le SCoT fait apparaître les ruptures de continuités par les infrastructures sur la carte de la TVB pour avoir une meilleure vision de la fonctionnalité, y compris des réservoirs, mettant en évidence les enjeux de restauration pour améliorer la fonctionnalité des continuités

Le SCoT est compatible

Synthèse de l'articulation du SCoT avec le SRADDET

Objectif général	Disposition		Synthèse
OBJECTIF 9 : Affirmer le potentiel d'attractivité de l'espace maritime régional et développer la coopération européenne, méditerranéenne et internationale	RÈGLE LD1-OBJ9 : Favoriser le maintien et le développement des activités économiques exigeant la proximité immédiate de la mer sur les espaces proches du rivage [...].	COMPATIBILITE	La valorisation du potentiel d'attractivité des espaces portuaires et la préservation des ressources littorales sont cartographiées au niveau du PADD qui décline notamment ses ambitions d'aménagement du littoral tout en anticipant les risques d'érosion et de submersion. Ces ambitions sont traduites au niveau de l'orientation 3.4 du DOO concernant la promotion d'une économie maritime adaptées et résiliente, ainsi que dans les cahiers de recommandations 3 et 4 concernant les secteurs à enjeux SCoT « Golf de Fos » et « Etang de Berre ».
OBJECTIF 10 : Améliorer la résilience du territoire face aux risques et au changement climatique, garantir l'accès à tous à la ressource en eau	RÈGLE LD1-OBJ10A : S'assurer de la disponibilité de la ressource en eau à moyen et long terme dès le début du projet de planification territoriale [...]. Les documents d'urbanisme doivent préconiser la limitation du développement de l'urbanisation en lien avec la disponibilité de la ressource en eau sur les secteurs identifiés comme déficitaires dans l'orientation fondamentale 7 du SDAGE		<p>Le SCoT vise à garantir la ressource en eau en sécurisant durablement l'approvisionnement en eau potable et en adaptant les modalités d'aménagement du territoire en fonction de la disponibilité de la ressource. Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau de l'objectif 5.4.1 « Préserver la ressource », en assurant la protection des captages et des zones de sauvegarde (P251 et P252), en prenant en compte les enjeux de solidarité territoriale pour la gestion de la ressource (P246 et P247) et en assurant la sécurisation en eau potable de l'ensemble du territoire (P255 à P257).</p> <p>Par ailleurs, même si aucune surface à désimperméabiliser n'est identifiée et aucun ratio imperméabilisation / désimperméabilisation n'est mentionné, notamment celui de 150%, le SCoT par sa recommandation suivant la P27, rappelle que la doctrine « éviter / réduire / compenser » s'impose aux projets concernant les milieux aquatiques.</p>
	RÈGLE LD1-OBJ10B : Intégrer une démarche de réduction de la vulnérabilité du territoire en anticipant le cumul et l'accroissement des risques naturels		
	RÈGLE LD1-OBJ10C : Éviter et réduire l'imperméabilisation des sols en adaptant les pratiques en matière d'urbanisation		
OBJECTIF 11 : Déployer des opérations d'aménagement exemplaires	RÈGLE LD1-OBJ11A : Définir pour les opérations d'aménagement et de construction des orientations et des objectifs	COMPATIBILITE	<p>Performance énergétique :</p> <p>Le SCoT ambitionne dans son PADD de rénover des bâtiments et des espaces publics pour atténuer les effets du changement climatique (axe 1).</p> <p>Cette ambition est traduite dans le DOO au niveau des prescriptions :</p> <p>P180 en facilitant la requalification des logements en matière de performance énergétique,</p> <p>P206 en concevant des opérations d'aménagement et de constructions nouvelles ou en renouvellement respectant la recherche de sobriété énergétique,</p> <p>P209 en incitant, favorisant et accompagnant la rénovation du parc ancien respectant les objectifs métropolitains présents dans le PCAEM, en particulier en facilitant les changements d'aspects qui participent aux améliorations thermiques et énergétiques,</p> <p>P225 en adaptant le bâti pour faire baisser la consommation énergétique (à l'échelle du bâtiment et l'îlot).</p>
	RÈGLE LD1-OBJ11B : Définir pour les opérations de rénovation du bâti des critères de performance énergétique		



	<p>atteignant le niveau réglementaire BBC Énergétique rénovation ou le niveau passif et de performance environnementale dans le respect de la qualité patrimoniale et architecturale du bâti</p>	<p>Préservation de la ressource en eau à l'échelle du projet et limitation de l'imperméabilisation et du ruissellement :</p> <p>Le SCoT ambitionne dans son PADD de limiter l'imperméabilisation des sols des projets d'aménagement et d'identifier les espaces pouvant l'objet d'actions de désimperméabilisation, de préserver les capacités des axes d'écoulement naturel, d'intégrer la gestion des ruissellements au niveau des projets, de préserver et restaurer les zones d'expansion des crues et de réduire la vulnérabilité lors de renouvellement urbain en zone à risque d'inondation.</p> <p>Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau des prescriptions :</p> <p>P20 en préservant de l'artificialisation les espaces permettant d'assurer le maillage des continuités humides et de la trame verte et bleue,</p> <p>P23 en demandant aux projets d'aménagement d'éviter le busage des cours d'eau et des axes d'écoulement reconnus,</p> <p>P24 concernant l'identification des espaces de bon fonctionnement,</p> <p>P147 en favorisant l'infiltration des eaux pluviales et en minimisant les rejets dans les milieux dans les espaces d'activités,</p> <p>P206 en intégrant la notion de coefficient de biotope par surface permettant de limiter l'imperméabilisation des sols dans un projet d'aménagement,</p> <p>P208 en demandant aux documents d'urbanisme d'identifier des zones préférentielles de renaturation soumises à l'aléa ruissellement et inondation,</p> <p>P242 à P250 avec l'objectif d'éviter l'artificialisation des sols et de renforcer la capacité d'infiltration, et de renforcer la capacité d'adaptation des cours d'eau et chemins d'eau face aux risques d'inondation.</p> <p>Préservation de la biodiversité et résilience au changement climatique :</p> <p>Le SCoT ambitionne dans son PADD de préserver la biodiversité « ordinaire » et notamment la biodiversité en ville (axe 1). Dans l'axe 3, le PADD ambitionne de renforcer la place des espaces de nature et d'agriculture en zone urbaine et d'intégrer la place du végétal et de l'eau comme composantes majeures des projets d'aménagements et de renouvellement de la ville. Dans son axe 3, le PADD fixe les orientations suivantes : Recréer des îlots de fraîcheur urbains, Favoriser des formes bâties et des matériaux de construction permettant d'éviter la « surchauffe ».</p> <p>Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau des prescriptions :</p> <p>P51 en pérennisant et renforçant la place du végétal en ville,</p> <p>P52 en favorisant des formes architecturales innovantes garanties d'une meilleure résilience face aux effets du changement climatique et à la transition énergétique,</p> <p>P149 en prévoyant la végétalisation des parcs d'activités,</p> <p>P191 en favorisant la végétalisation en centre-ville, la présence de l'eau et la biodiversité,</p> <p>P207 en prévoyant le maintien et/ou la création d'espaces végétalisés en tissus urbain,</p> <p>P208 en demandant aux documents d'urbanisme d'identifier des zones préférentielles de renaturation.</p> <p>Formes urbaines économes en espaces et conception bioclimatique :</p> <p>Le SCoT ambitionne dans son PADD de donner un rôle d'accueil important aux pôles métropolitains et de développement et de diminuer le rôle d'accueil des pôles de proximité, induisant des formes urbaines plus économes en espaces. L'objectif de s'inscrire dans la perspective de « zéro artificialisation nette » en 2050 en priorisant le réinvestissement des espaces urbains et économiques est affirmé. Dans l'axe 3, le PADD ambitionne d'adapter le parc de logements, de bureaux et d'équipements pour faire baisser la consommation énergétique. Cela implique notamment de favoriser des formes urbaines compactes limitant les déperditions, d'améliorer les performances énergétiques des programmes d'aménagement, d'appliquer les principes du bioclimatisme dans les nouvelles constructions, de soutenir les travaux de rénovation thermique pour des « bâtiments passifs ». Dans l'axe 4, le PADD définit plusieurs orientations : Prioriser la localisation de la nouvelle offre de logements dans le tissu existant ; Favoriser la production de logements moins consommateurs d'espace (habitat collectif).</p> <p>Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau des prescriptions :</p> <p>P74 en fixant des objectifs précis de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers entre 2021 et 2030 et entre 2031 et 2050,</p>
--	--	---

			<p>P75 en déterminant une ventilation théorique à mettre en œuvre à l'échelle des documents d'urbanisme tout en prévoyant (P74, P75 et P76) un mécanisme d'adaptation de cette mise en œuvre,</p> <p>P79 en privilégiant prioritairement l'enveloppe urbaine existante pour mieux limiter la consommation d'espace,</p> <p>P80 en programmant un objectif de production de logements dont la grande majorité (81,3%) sera construite au sein des pôles métropolitains et de développement,</p> <p>P83 en prévoyant à terme la réalisation de 70% de l'offre nouvelle de logements au sein de l'enveloppe urbaine,</p> <p>P84 en programmant l'accueil de 80% des emplois au sein des pôles métropolitains et de développement et 75% des emplois au sein de l'enveloppe urbaine (P85),</p> <p>P88 en optimisant l'accueil des activités économiques au sein de l'enveloppe urbaine et en faisant muter les friches, les locaux commerciaux ou activités obsolètes,</p> <p>P142 en facilitant la réorganisation des zones industrielles déjà artificialisées,</p> <p>P147 en prévoyant des formes urbaines denses pour les aménagements des zones d'activités et en limitant les espaces de stationnement en surface,</p> <p>P182 et P183 en promouvant des formes urbaines denses en matière de construction de logements avec des seuils de densité à respecter,</p> <p>P184 en accompagnant la mise en œuvre de ces formes urbaines par des mesures assurant l'attractivité des logements,</p> <p>P199 en interdisant toute nouvelle implantation ou extension commerciale en diffus,</p> <p>P205 en stabilisant les espaces commerciaux périphériques au sein de leur emprise actuelle,</p> <p>P206 en concevant des opérations d'aménagement et de constructions nouvelles ou en renouvellement favorisant une approche bioclimatique.</p>
<p>OBJECTIF 12 : Diminuer la consommation totale d'énergie primaire de 27 % en 2030 et de 50 % en 2050 par rapport à 2012</p>	<p>RÈGLE LD1-OBJ12C : Prévoir et assurer la réhabilitation énergétique de 50 % du parc de logement ancien (construits avant 1975) à horizon 2050 en réalisant des réhabilitations de niveau réglementaire BBC Énergétique Rénovation ou de niveau passif. L'effort en matière de réhabilitation énergétique devra également porter sur le parc d'équipements publics et bâtiments tertiaires.</p>	COMPATIBILITE	<p>Réhabilitation énergétique du bâti (logement, équipements publics et bâtiments tertiaires :</p> <p>Le SCoT ambitionne dans son PADD de rénover des bâtiments et des espaces publics pour atténuer les effets du changement climatique (axe 1). Dans l'axe 3, le PADD ambitionne d'adapter le parc de logements, de bureaux et d'équipements pour faire baisser la consommation énergétique. Cela implique notamment de favoriser des formes urbaines compactes limitant les déperditions, d'améliorer les performances énergétiques des programmes d'aménagement, d'appliquer les principes du bioclimatisme dans les nouvelles constructions, de soutenir les travaux de rénovation thermique pour des « bâtiments passifs ».</p> <p>Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau des prescriptions :</p> <p>P206 en concevant des opérations d'aménagement et de constructions nouvelles ou en renouvellement favorisant une recherche de sobriété énergétique et une approche bioclimatique,</p> <p>P209 en incitant, favorisant et accompagnant la rénovation du parc ancien respectant les objectifs métropolitains présents dans le PCAEM,</p> <p>P210 en accélérant les projets globaux de réhabilitation intégrant une dimension énergétique ambitieuse.</p>
<p>OBJECTIF 14 : Préserver les ressources en eau souterraine, les milieux aquatiques et les zones humide</p>	<p>RÈGLE LD1-OBJ14A : Identifier et sécuriser les secteurs vulnérables des ressources stratégiques ou zones potentielles pour la recharge qualitative des nappes phréatiques</p>		<p>Le projet de SCoT prévoit de nombreux objectifs de protection de la ressource en eau au niveau de l'axe 3 du PADD et de son ambition forte de garantir la disponibilité et la durabilité de la ressource. Ainsi le SCoT s'oriente vers la préservation des nappes souterraines en privilégiant les eaux superficielles qui pour la Métropole sont le canal de Marseille et le canal de Provence alimentés tout deux par le système Durance-Verdon.</p> <p>La nappe de la Crau a fait l'objet d'une délimitation d'une zone de sauvegarde. Celle-ci est mentionnée au niveau du DOO (P252) en reprenant notamment les principales recommandations formulées par le Symcrau. Une autre zone de sauvegarde a été identifiée au niveau du PNR de la Sainte-Baume mais celle-ci n'est pas identifiée au niveau du DOO.</p> <p>Le SCoT ambitionne également d'améliorer l'état de fonctionnement des milieux humides en les protégeant et restaurant au regard de leur importance écologique mais également au regard de leur services rendus à la société. Les principales zones humides sont localisées au niveau du PADD et du DOO. Le SCoT vise également une réduction prioritaire des aménagements dans les milieux humides au</p>



	RÈGLE LD1-OBJ14B : Protéger les espaces à enjeux pour la ressource en eau, en particulier les aires d'alimentation de captage ne bénéficiant d'aucune protection réglementaire ou celles à l'étude		<p>niveau de son objectif de préservation de la ressource en eau. Toutefois, connaissant l'importance de ces milieux et leur disparition, il aurait été préférable de stopper les aménagements.</p> <p>La traduction dans le DOO est faite au niveau des prescriptions concernant l'objectif de préservation et de valorisation des réservoirs de biodiversité (objectif 1.1.1). Une prescription spécifique aux zones humides est faite (P25) demandant aux documents d'urbanisme d'affiner la localisation en assurant leur protection notamment en évitant l'artificialisation des abords et en préservant la végétation. Le SCoT rappelle les prescriptions définies par le SymCrau et le PNR de la Sainte-Baume.</p>
OBJECTIF 19 : Augmenter la production d'énergie thermique et électrique en assurant un mix énergétique diversifié pour une région neutre en carbone à l'horizon 2050	RÈGLE LD1-OBJ19A : Identifier, justifier et valoriser le potentiel de développement des énergies renouvelables et de récupération du territoire en développant les équipements de pilotage énergétique intelligents et de stockage	COMPATIBILITE	<p>Développement des énergies renouvelables et de récupération, pilotage et stockage de l'énergie :</p> <p>Le SCoT ambitionne dans son PADD de relocaliser une partie de la production énergétique (axe 1). Toujours dans son PADD, le SCoT porte l'ambition d'encourager la recherche de pointe et le développement sur les énergies décarbonées (axe 2).</p> <p>Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau des prescriptions :</p> <p>P149 en développant le photovoltaïque en toiture des bâtiments d'activités et sur les espaces délaissés,</p> <p>P206 en concevant des opérations d'aménagement et de constructions nouvelles ou en renouvellement encourageant la production d'énergie à l'échelle de l'ilot ou du bâti et favorisant ou imposant si les conditions sont réunies le raccordement à un réseau de chaleur,</p> <p>P232 en favorisant l'utilisation des énergies décarbonées dans les zones logistiques et portuaires,</p> <p>P233 en favorisant le développement de la filière hydrogène,</p> <p>P234 en orientant les nouvelles installations de production d'énergie renouvelable en s'appuyant sur les potentialités du territoire,</p> <p>P235 en favorisant le développement des énergies renouvelables et de récupération pour la production à l'échelle du bâti ou de l'ilott,</p> <p>P236 en recourant aux énergies renouvelables et de récupération dans la réalisation des aménagements publics et privés (éclairage public, ombrières photovoltaïques),</p> <p>P237 en créant les conditions permettant de favoriser l'installation d'ombrières et de champs de production d'énergie photovoltaïque,</p> <p>P238 en créant les conditions permettant de développer des moyens de production d'énergie éolienne,</p> <p>P239 en identifiant les possibilités d'installation de réseaux de chaleur à proximité d'une source de chaleur fatale ou pouvant utiliser l'énergie issue du sol, de la mer ou des masses d'eau,</p> <p>P240 en prévoyant l'implantation d'équipements permettant d'exploiter les ressources directement à proximité des sites générateurs de chaleur fatale,</p> <p>P241 en créant les conditions permettant de favoriser l'implantation d'équipement exploitant les ressources de la biomasse.</p> <p>Développer le PV sur du foncier artificialisé et éviter son implantation sur des espaces naturels et agricoles :</p> <p>Dans l'axe 2 de son PADD, le SCoT porte l'ambition que les énergies décarbonées soient développées en particulier dans les technopôles et les zones d'activités dédiées.</p> <p>Cette ambition est traduite dans le DOO au niveau des prescriptions :</p> <p>P53 en conditionnant toute nouvelle implantation de dispositif de production d'énergie renouvelable à une intégration paysagère exemplaire,</p> <p>P234 en orientant les nouvelles installations de production d'énergie renouvelable en s'appuyant sur les potentialités du territoire et en évitant de porter atteinte aux capacités productives des espaces agricoles,</p> <p>P237 en créant les conditions permettant de favoriser l'installation de champs de production d'énergie photovoltaïque sans affecter durablement les fonctions écologiques du sol, son patrimoine agronomique et en étant compatible avec la vocation agricole du terrain</p>
	RÈGLE LD1-OBJ19C : Pour le développement de parcs photovoltaïques, favoriser prioritairement la mobilisation de surfaces disponibles sur du foncier artificialisé, en évitant l'implantation de ces derniers sur des espaces naturels et agricoles.		
OBJECTIF 21 : Améliorer la qualité de l'air et préserver la santé de la population	RÈGLE LD1-OBJ21 : Mettre en œuvre un urbanisme favorable à la santé en prenant notamment en compte l'environnement sonore, la pollution atmosphérique, les		<p>Le SCoT affiche la volonté de réduire les pollutions, notamment de l'air et du bruit. Il vise à limiter l'exposition des habitants actuels et futurs aux pollutions. Il s'agit en particulier d'orienter le développement urbain en tenant compte de l'exposition au bruit et à la pollution liée à la proximité d'infrastructures de transport (routier, aérien), afin d'éloigner le plus possible les populations des nuisances associées.</p> <p>Cette volonté est traduite dans le DOO au niveau des prescriptions :</p> <p>P218 en réduisant les émissions à la source afin de diminuer le nombre de personnes exposées,</p>

	sites et sols pollués, les rayonnements non-ionisants. En ce sens, identifier les secteurs où l'implantation de bâtiments sensibles est à éviter et préserver les secteurs peu ou pas impactés. Vigilance particulière sur les zones couvertes par des Plans de Protection de l'Atmosphère.		P219 en prenant en compte la qualité de l'air dans les projets d'aménagements et rénovation, P220 en évitant l'implantation des établissements destinés à l'accueil de populations sensibles à proximité des sources de pollution P221 en conditionnant la constructibilité des zones soumises aux bruits conformément au code de l'urbanisme (article L112-10 notamment) afin de prévenir l'exposition de nouvelles populations.
OBJECTIF 22 : Contribuer au déploiement de modes de transport propres et au développement des nouvelles mobilités	RÈGLE LD1-OBJ22A : Contribuer à la mise en œuvre au niveau local du Schéma régional des véloroutes et voies vertes et connecter les itinéraires à un maillage local	COMPATIBILITE	Le SCoT ambitionne dans son axe 1 du PADD de repenser la mobilité du territoire en poursuivant le développement du réseau de transports en commun autour de pôles d'échange multimodaux (PEM) en développant notamment un réseau cyclable à l'échelle des bassins de vie en lien avec le schéma régional des véloroutes. Ce développement se retrouve également au niveau de l'axe 5 concernant l'accessibilité du littoral. Cette traduction se fait notamment au niveau de l'objectif 2.2.4 du DOO avec le renforcement de la place du vélo autour d'un réseau d'itinéraires métropolitains (P101) et d'offre de stationnement (P102), et l'objectif 3.5.3 en lien avec le cyclotourisme (P161).
OBJECTIF 25 : Planifier les équipements de prévention et de gestion des déchets dans les documents d'urbanisme	RÈGLE LD1-OBJ25B : Orienter prioritairement les nouvelles implantations d'équipements de prévention et de gestion des déchets vers des friches industrielles ou des terrains dégradés, dans le respect des principes de proximité et d'autosuffisance		Le PADD prévoit de renforcer les filières locales et de mobiliser les filières accompagnant la transition écologique et énergétique métropolitaine. Comme le SRADDET le stipule, le SCoT prévoit la création de nouvelles installations de proximité sans préciser lesquelles, le développement d'une stratégie de mise en œuvre massive de l'économie circulaire, une meilleure prise en compte de la gestion des déchets dans les projets d'aménagement et l'identification des friches industrielles susceptibles d'accueillir des unités de traitement des déchets. Dans le DOO, il est demandé de prévoir le maintien des capacités de traitement nécessaires, en particulier les 3 unités de stockage du territoire (P273). Il est également demandé de favoriser l'implantation d'un centre de tri permettant de trier près de 50.000 t/an (DOO Objectif 4.5.4.)
OBJECTIF 26 : Favoriser le recyclage, l'écologie industrielle et l'économie circulaire	RÈGLE LD1-OBJ26 Intégrer une stratégie territoriale en faveur de l'économie circulaire dans les Schémas de cohérence territoriale (SCoT) compatible avec la Stratégie régionale d'économie circulaire et la feuille de route nationale		Certaines prescriptions favorisent la mise en place d'une économie circulaire même si l'économie circulaire n'est pas mise en évidence dans les filières en tant que telle.
OBJECTIF 37 : Rechercher la qualité des espaces publics et favoriser la nature en ville	RÈGLE LD2-OBJ37 Favoriser la nature en ville en développant les espaces végétalisés et paysagers par la définition d'orientations et d'objectifs favorables à la biodiversité en ville et à l'adaptation au changement climatique		Favoriser la nature en ville est une des orientations de l'objectifs 4-5-1 qui prévoit d'aménager autrement dans le cadre de projets urbains innovants, adaptés au changement climatique et aux aspirations de demain (végétalisation de l'espace public, valorisation des cours d'eau, préservation d'espace de pleine terre, programmation de plantation dans les OAP) Cette ambition est renouvelée dans l'objectif 5.1.4 Développer la nature en ville. Cette notion de nature en ville est également exposée dans la cadre des prescriptions concernant les continuités écologiques afin de maintenir les continuités écologiques fonctionnelles situées dans des espaces urbains denses (corridors en pas japonais, TB liée aux ripisylves des cours d'eau).
OBJECTIF 49 : Préserver le potentiel	RÈGLE LD2-OBJ49A Éviter l'ouverture à l'urbanisation et le déclassement des surfaces agricoles équipées à l'irrigation pour atteindre zéro perte de surfaces		Le SCoT consacre une orientation entière aux espaces agricoles avec deux objectifs distincts : 1.2.1 Protéger la capacité productive des espaces agricoles et leur rôle multifonctionnel et 1.2.2 Créer les conditions de leur viabilité pour soutenir le projet alimentaire territorial. La P30 prévoit d'éviter l'urbanisation des secteurs agricoles équipés à l'irrigation et celles facilement irrigables au sein de l'enveloppe agricoles identifiées dans le DOO.



de production agricole régional	agricoles équipées à l'irrigation à l'horizon 2030		Les espaces agricoles à enjeux sont identifiés. Le SCoT distingue ainsi les cœurs de production (vastes espaces agricoles "homogènes" aux capacités productives globalement préservées des dynamiques d'érosion foncière), les espaces agricoles périurbains imbriquées dans le milieu urbain, (espaces agricoles mêlés aux bâtis situés aux portes des villes et des villages), et les espaces agricoles à fort intérêt environnemental (paysager, biodiversité, risque etc.). Les outils de protection existant (ZAP et PAEN) sont présentés en recommandation afin de donner de la lisibilité à la stratégie agricole en posant des limites claires et pérennes à l'urbanisation et en fixant des objectifs de mise en œuvre de politiques foncières.
	RÈGLE LD2-OBJ49B Identifier les espaces agricoles à enjeux et à potentiel [...], et favoriser la mise en place des dispositifs de protection réglementaire à une échelle intercommunale		
OBJECTIF 50 : Décliner la trame verte et bleue régionale et assurer la prise en compte des continuités écologiques et des habitats dans les documents d'urbanisme et les projets de territoire	RÈGLE LD2-OBJ50A Identifier et préciser à une échelle appropriée les continuités écologiques (réservoirs de biodiversité et corridors), en s'appuyant sur la Trame verte et bleue régionale, et en assurant la cohérence avec les territoires voisins et transfrontaliers		Le SCoT consacre une orientation entière à la préservation durable de la trame verte et bleue métropolitaine. Basé sur un travail d'analyse scientifique des continuités écologiques en prenant en compte les Orientations Nationales de la TVB, en lien avec les structures ayant déjà travaillé sur le sujet sur le territoire (communauté de communes, PNR etc.), la Métropole a défini sa TVB composée de réservoirs de biodiversité majeurs, de réservoirs de biodiversité complémentaires et de corridors en distinguant ceux à préserver, restaurer ou en pas japonais. Plusieurs prescriptions visent à protéger ces espaces ou à les restaurer : préservation des réservoirs de biodiversité, gestion des lisières entre le tissu urbain et les réservoirs de biodiversité, préservation des corridors écologiques et restauration des corridors fragilisés. Plusieurs prescriptions concernent plus spécifiquement la trame bleue avec la protection des cours d'eau et leurs abords ainsi que de la trame turquoise. Enfin la préservation des zones humides et de leurs abords fait l'objet d'une prescription spécifique. Une carte identifie les zones humides connues actuellement sur le territoire. Le SCoT demande aux documents d'urbanisme de préciser les délimitations de ces espaces, d'éviter leur artificialisation et celle de leurs abords pour garantir leur bon fonctionnement écologique et hydraulique.
	RÈGLE LD2-OBJ50B Identifier les sous-trames présentes sur le territoire et justifier leur prise en compte pour transcrire les objectifs régionaux de préservation et de remise en état des continuités écologiques et mettre en œuvre les actions adaptées		
	RÈGLE LD2-OBJ50C Restaurer les fonctionnalités naturelles des cours d'eau et préserver les zones humides		
	REGLE N°LD2 OBJ50D : Améliorer la transparence des infrastructures linéaires au regard de la fonctionnalité écologique, en particulier dans les 19 secteurs prioritaires identifiés		
			Le territoire de la Métropole est concerné par les secteurs prioritaires suivant - Secteur 7 : Belcodène : le SRCE identifie plusieurs corridors, repris dans la TVB de MAMP ; identifie des parcelles agricoles et naturelles à sanctuariser qui figurent bien dans les cœurs de production à préserver. Secteur 8 : Roquevaire : le SRCE identifie plusieurs corridors intégrés dans la TVB de MAMP ; identifie des parcelles agricoles et naturelles à sanctuariser qui figurent bien dans les espaces agricoles périurbains à préserver - Secteur 9 : Aubagne, la Ciotat : les continuités écologiques identifiées sur le secteur figurent dans la TVB du SCoT. Les espaces agricoles et naturels de l'arrière-pays de Cassis sont intégrés dans les cœurs de production pour les premiers et dans les réservoirs de biodiversité complémentaires pour les seconds. Les prescriptions actuelles du DOO précisent que les activités compatibles avec les réservoirs biologiques complémentaires (dont l'activité agricole) ne peuvent se faire au détriment du fonctionnement écologique des espaces naturels ce qui devrait permettre d'éviter un développement viticole avec des conséquences sur le fonctionnement écologique de ce secteur. - Secteur 10 : Pennes sur Huveaune : le SRCE identifie plusieurs corridors intégrés dans la TVB de MAMP ; identifie des parcelles agricoles et naturelles à sanctuariser qui figurent bien dans les cœurs de production à préserver

		<ul style="list-style-type: none"> - Secteur 11 : Etoile Nerthe. Les continuités écologiques identifiées figurent bien dans la TVB du SCoT. Néanmoins celle qui concerne l'A55 au sud de l'échangeur identifiée comme non fonctionnelle dans le SRCE est intégrée dans un réservoir de biodiversité dans la TVB, réservoir continu malgré la présence de l'A55. La rupture de continuité ne figure donc pas dans la TVB du SCoT. - Secteur 12 : Ventabren. Les continuités écologiques identifiées dans le SRCE sur ce secteur sont reprises dans la TVB du SCoT. - Secteur 13 : La Fare Coudoux. Ce secteur a été classifié en réservoir de biodiversité majeur dans le SCoT. Il bénéficie à ce titre d'une protection forte contre l'urbanisation. Il faudra cependant être vigilant sur les possibilités données aux extensions d'urbanisation en continuité du tissu urbain existant notamment sur les limites d'urbanisation sur le village de Fare les oliviers et Lancon-Provence issu du SCoT Agglopoie Provence et repris dans la fiche de ce secteur à enjeux dans le SRCE. - Secteur 14 : Crau Alpilles : Seule la partie est de ce secteur concerne le SCoT. Les espaces agricoles au sud de Miramas cités dans la fiche de ce secteur à enjeu sont identifiés comme espace agricole à fort intérêt environnemental. Cette distinction a pour vocation de protéger ces espaces de toute destruction. En revanche, les pratiques agricoles ne sont pas encadrées et peuvent potentiellement impacter ce secteur de coussouls. - Secteur 15 : Alpilles Luberon : ce secteur est concerné à la marge par le SCoT. Les continuités écologiques inscrites figurent dans la TVB du SCoT. - Secteur 16 : Clue Mirabeau. Les continuités écologiques identifiées figurent dans la TVB du SCoT. Les 2 coupures d'urbanisation issues du SCoT du pays d'Aix et reprise dans cette fiche à enjeu ont été classées en réservoir de biodiversité majeur. Il faudra cependant être vigilant sur les possibilités données aux extensions d'urbanisation en continuité du tissu urbain existant dans ces secteurs. - Secteur 18 : Arbois TGV. Les continuités écologiques identifiées sur ce secteur figurent dans la TVB du SCoT. Le corridor à restaurer, identifié au niveau de Vitrolles est classé en réservoir de biodiversité. Il existe un enjeu de préserver le foncier agricole au nord de la D9, face à Calas. La majorité de ce secteur n'est pas protégée au titre des espaces agricoles dans le DOO. - Secteur de la pointe de Berre : Les continuités écologiques inscrites figurent dans la TVB du SCoT et les parcelles agricoles à préserver sont bien classées en cœur de production dans le SCoT. - Secteur de St Chamas : les continuités écologiques figurent bien dans la TVB du SCoT. <p>Le SCoT fait apparaître les ruptures de continuités par les infrastructures sur la carte de la TVB pour avoir une meilleure vision de la fonctionnalité, y compris des réservoirs, mettant en évidence les enjeux de restauration pour améliorer la fonctionnalité des continuités</p>
--	--	--

Ainsi le SCoT Aix-Marseille-Provence est bien compatible avec les objectifs et dispositions du SRADDET PACA.



4-2 Les objectifs de croissance et d'organisation territoriale en lien avec les mobilités

OBJECTIF 3 : Améliorer la performance de la chaîne logistique jusqu'au dernier kilomètre, en favorisant le report modal

Règle N°LD1-Obj3 : Motiver les projets de création ou de développement des espaces à vocation logistique [...]

Présentation de l'articulation du SCoT

Le PADD prévoit d'améliorer l'accessibilité métropolitaine à grande échelle, en accroissant le nombre de connexions (trafic passagers et fret) et améliorer le fonctionnement des réseaux de transport, en connectant mieux l'aéroport Marseille-Provence et les gares TGV au territoire et en répondant aux besoins grandissants de surfaces logistiques, de tous types, autour du port, des gares-fret, des grands axes (auto)routiers, aux abords des agglomérations et en centres urbains. Il a également comme objectif de limiter la pollution atmosphérique due aux transports de marchandises en favorisant sa régulation par une meilleure organisation logistique et une accélération du report modal (développement du fret ferroviaire et fluvial, innovation logistique, logistique du dernier kilomètre).

Ainsi le DOO prévoit de renforcer l'offre de connexions portuaire, aéroportuaire et ferrées pour le trafic Fret, notamment à Miramas mais également autour du port, de l'aéroport, des gares-fret, des grands axes (auto)routiers et aux abords des agglomérations et en centres urbains. En complément de ces dispositions, le SCoT favorise au sein de l'enveloppe urbaine, les projets logistiques multifonctionnels (plateformes et hôtels logistiques), hybridant, quand cela est possible, d'autres fonctions : emplois / logements / services. Il privilégie en priorité l'accueil de bâtiments logistiques sur :

- des espaces déjà artificialisés autour du port, de l'aéroport et des gares de Fret
- des friches ou espaces d'activités mixtes à renouveler situés le long des grands axes.

Le SCoT est compatible

OBJECTIF 5 : Définir et déployer la stratégie régionale d'aménagement économique

REGLE N°LD1-Obj5a : Fixer des objectifs de densification, de réhabilitation et de modernisation des zones d'activités économiques existantes

« Dans une optique de maîtrise de l'étalement urbain et de gestion économe de l'espace, il s'agit d'optimiser les ZAE existantes dans les documents d'urbanisme afin de maximiser l'utilisation du foncier économique et limiter l'ouverture de nouvelles zones. Ainsi, il est demandé aux documents de planification de se doter d'objectifs en ce sens. »

REGLE N°LD1-Obj5b : Privilégier la requalification des zones d'activité économiques existantes à l'extension ou à la création de nouvelles zones, celles-ci étant réservées prioritairement à l'implantation d'activités productives incompatibles avec le tissu urbain

« L'ouverture ou l'extension de zones, lorsqu'elle s'avère indispensable, doit être prioritairement dédiée à l'accueil d'activités productives incompatibles avec le tissu urbain (nuisances sonores, olfactives...). »

Présentation de l'articulation du SCoT

Le PADD prévoit de réinvestir prioritairement l'espace urbain, en mobilisant les capacités de densification et de mutation des tissus et des zones d'activités existantes (notamment via les friches) et en privilégiant notamment les secteurs stratégiques (proche des centralités et bien desservis en transports en commun). Il a également pour objectif de requalifier et renouveler le foncier économique existant pour offrir des zones d'activités attractives, accessibles et durables. Enfin, il entend favoriser les projets logistiques multifonctionnels (plateformes et hôtels logistiques hybridant les fonctions d'emplois/logements/services en milieu urbain), privilégier la requalification d'espaces déjà artificialisés et optimiser la consommation d'espace associée, y compris par densification des projets, pour une logistique durable.

Ainsi, le DOO demande aux PLUi d'analyser les capacités de densification, d'intensification et de mutation au sein de l'enveloppe urbaine afin de mobiliser prioritairement cet espace pour accueillir le développement urbain. Le SCoT prévoit à terme l'accueil à l'échelle métropolitaine d'environ 75% des emplois au sein de

l'enveloppe urbaine (incluant le tissu mixte résidentiel et les parcs et zones d'activités existants).

Le DOO demande aux PLUi :

- d'optimiser l'accueil d'activités économiques au sein de l'enveloppe urbaine, en particulier au sein des zones de bonne desserte,
- d'identifier et faire muter les friches, les locaux commerciaux ou d'activité obsolètes afin de produire une nouvelle offre immobilière, adaptée aux besoins des activités productives et aux transitions énergétiques, numériques et écologiques. Il s'agit notamment de s'appuyer sur l'inventaire métropolitain des espaces d'activités économiques. Cet inventaire constitue un outil pour répondre aux enjeux de lutte contre l'artificialisation des sols dans le domaine du foncier économique.

Le SCoT prévoit de limiter le développement de nouveaux parcs d'activités tertiaires mono fonctionnels en extension de l'espace urbanisé et de rechercher, dans les parcs et zones d'activités mixtes, avant toute nouvelle création ou extension, l'évolution des espaces commerciaux vacants ou la requalification des friches vers des activités productives.

Le SCoT est compatible

REGLE N°LD1-Obj5c : Organiser et optimiser l'accessibilité des zones d'activités économiques en transports en commun et en modes actifs, et/ou par un ou plusieurs modes de déplacements alternatifs à l'autosolisme

« Le DOO des SCOT précise les conditions permettant de favoriser le développement de l'urbanisation prioritaire dans les secteurs desservis par les transports collectifs ainsi que celles permettant le désenclavement par transport collectif des secteurs urbanisés qui le nécessitent. Le DOO peut déterminer des secteurs dans lesquels l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation est subordonnée à leur desserte par les transports collectifs. »

Présentation de l'articulation du SCoT

Le PADD prévoit de décarboner la mobilité des personnes et des marchandises en incitant au report modal (fret ferroviaire et fluvial, transports à haut niveau de service, réseaux de pôles d'échanges avec services associés...), à la diminution du parc automobile (covoiturage, autopartage...) et à son électrification (bornes de recharge), à la maîtrise de l'offre de stationnement dans les centres des principales

villes et des zones d'activités ou encore au déploiement de solutions d'avitaillement gaz, électrique et hydrogène

Ainsi, le DOO prévoit de structurer le système de mobilité métropolitain, notamment en programmant la mise en œuvre du Service Express Métropolitain Régional (SERM), d'étudier, prévoir et créer les conditions favorables à la mise en place d'un système de mobilité interne, adapté aux spécificités de chacun des principaux pôles d'emplois, commerciaux et de loisirs du territoire.

Le SCoT entend permettre l'aménagement ou le confortement des pôles d'échange multimodaux identifiés sur la carte n°6 du recueil cartographique (positionnements de principe à confirmer) et organiser leur accessibilité tous modes.

Le DOO vise à organiser un réseau d'aires de covoiturage favorable au rabattement et prévoir les conditions de sa réalisation, en s'appuyant sur les espaces pouvant s'inscrire comme étape dans des flux quotidiens, notamment les zones d'activités, mixtes, commerciales ou non, permettant de mutualiser des parkings existants.

Enfin, le SCoT veut renforcer la place du vélo et des autres modes actifs pour les mobilités du quotidien.

Le SCoT est compatible

OBJECTIFS 27, 35 ET 52

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT reprend à l'échelle de la métropole les grands enjeux identifiés par le SRADDET s'agissant

- de l'érosion de l'attractivité territoriale,
- du ralentissement de la croissance démographique proche des 0,2%,
- des inégalités territoriales,
- de la forte consommation foncière
- ou encore de la faiblesse des réseaux de transports.

Afin d'inverser la tendance, le SRADDET prévoit un effort de croissance à 0,6 % pour les territoires métropolitains bien desservis qui devront absorber au moins la moitié des nouveaux habitants de la région.

Le SCoT métropolitain s'inscrit dans cette ambition



- en prévoyant d'atteindre ce niveau au travers notamment du renouvellement urbain impliquant un phasage
- en organisant l'accueil de la population près des PEM avec un effort de densification

Le SCoT métropolitain est compatible avec le SRADDET

ARMATURE URBAINE

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SRADDET identifie 5 centralités métropolitaines dont Marseille et Aix-en-Provence destinées à accueillir les fonctions supérieures bien présentes dans le SCoT au travers des objectifs assignés aux deux pôles métropolitains et aux pôles de développement. De même, en matière de production de logement, le SCoT reprend les ambitions du document régional qui vise la production annuelle de 15 700 logements annuels dans l'espace provençal.

Le SCoT reprend ainsi l'armature du SRADDET qui identifie Aix-en-Provence et Marseille en centralités métropolitaines de premier rang. A un niveau inférieur, les pôles de développement et les pôles d'équilibres s'appuient sur les centres urbains régionaux et les centralités locales et de proximité tels que définis dans le schéma régional tout en les adaptant ponctuellement si nécessaire ».

C'est notamment le cas pour les communes de la conurbation marseillaise ou de Gardanne, - identifié comme une centralité à renforcer dans le cadre de la DTA - considéré comme un pôle de développement dans le SCOT en cohérence avec la dynamique de la haute vallée de l'Arc et les projets de mobilité structurants.

Le SCoT métropolitain est compatible avec le SRADDET

5. Le Schéma régional des carrières (SRC)

Le SRC est en cours d'élaboration et a fait l'objet d'une consultation administrative avec avis de l'autorité environnementale sur le projet de SRC (Avis délibéré n°2023-13 adopté lors de la séance du 11 mai 2023). Le SRC s'articule autour de six orientations qui sont déclinées en 15 objectifs et un ensemble de 59 mesures.

Parmi cet ensemble de mesures, les mesures pertinentes à prendre en compte par le SCoT dans un rapport de compatibilité sont les suivantes :

Développement de l'autonomie des territoires

Mesure n° 4 - Tendre, à l'échelle des SCoT et à défaut des PLU(i), vers l'autonomie en granulats communs

« Conformément aux conditions générales d'implantation retenues par le SRC, les SCoT, à défaut PLU(i) :

- envisagent prioritairement le renouvellement et l'extension, des sites de production existants et proches des sites de consommation, en lien avec les exploitants de ces sites,
- et, sous réserve de la justification du besoin (par exemple situation constatée ou prévisible de production insuffisante par rapport au besoin, ou bien importantes distances entre sites de production et sites de consommation présentant un potentiel d'optimisation), ils envisagent la création de nouveaux sites de production au plus proche des bassins de consommation. »

Mesure n°5 – Analyser l'équilibre production/besoin du territoire en granulats communs à l'échelle du SCoT et défaut du PLU(i), et définir les actions permettant d'atteindre l'autonomie territoriale en granulats communs

« Afin de répondre à l'objectif d'autonomie des territoires fixé par la mesure 4, le SRC propose de suivre la méthode suivante.

- Phase 1 : élaboration du diagnostic du document d'urbanisme
- Phase 2 : recherche d'une meilleure autonomie du territoire et définitions des objectifs et des règles du document d'urbanisme »

Mesure n°6 - Définir, à l'échelle des SCoT et à défaut des PLU(i), les modalités d'approvisionnement en matériaux, autres que les granulats communs, afin de contribuer au maintien de l'autonomie régionale, voire nationale

« Les SCoT, à défaut les PLU(i), définissent les modalités d'approvisionnement de leur territoire afin de contribuer :

- au maintien de l'autonomie régionale⁵ pour les matériaux de construction pour la production de couche de roulement, pour les matériaux à destination de l'industrie des produits de la construction, et pour les roches ornementales et de construction,
- à l'adaptation, aux besoins actuels et futurs, de la production nationale des minéraux pour l'industrie et du plâtre (gypse).

Conformément aux conditions générales d'implantation retenues par le SRC, les SCoT, à défaut PLU(i) :

- envisagent prioritairement le renouvellement et l'extension, des sites de production existants, en lien avec les exploitants de ces sites,
- si la nature des gisements présents sur leur territoire le permet, et si un besoin est identifié à l'échelle régionale ou nationale, ils envisagent la création de nouveau site de carrière sur ces gisements. »

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT ambitionne dans son axe 3 du PADD de garantir durablement l'approvisionnement de la Métropole en ressource minérale et traduit cette ambition au niveau de l'objectif 5.4.3 du DOO en envisageant notamment de faciliter l'exploitation du sous-sol. Selon le SRC, les besoins de la MAMP sont estimés à 8672 kt de matériaux pour 2035 répartis de la manière suivante :

- Marseille Provence = 4869 kt et serait déficitaire (56%)
- Pays d'Aix-en-Provence = 1845 kt et serait déficitaire (21%)
- Pays d'Aubagne et de l'Etoile = 490 kt et serait excédentaire
- Agglopolé Provence = 669 kt et serait excédentaire
- Ouest Etang de Berre = 799 kt et serait excédentaire



Les territoires d'Aix et de Marseille représentent plus de 75 % des besoins et seraient déficitaires.

Le SCoT précise au niveau de la P266 que la notion de « faciliter l'exploitation du sous-sol » concernant en priorité les sites existants dans le cadre de leur renouvellement et extensions, et que toute création doit tenir compte des protections édictées par le SCoT et être situé au plus proche des bassins de consommations. Les recommandations des mesures 5 et 6 du SRC au niveau de l'objectif 5.4.3.

Le SCoT est compatible

Préservation des accès aux gisements d'intérêt national et régional

Mesure n°9 - Préserver, dans les documents d'urbanisme, l'accès aux gisements d'intérêt national ou régional

« Afin de répondre à l'objectif de préservation à long terme de l'accès aux GIN/GIR et de rendre possible leur exploitation, les documents d'urbanisme (SCoT et à défaut PLU(i)) :

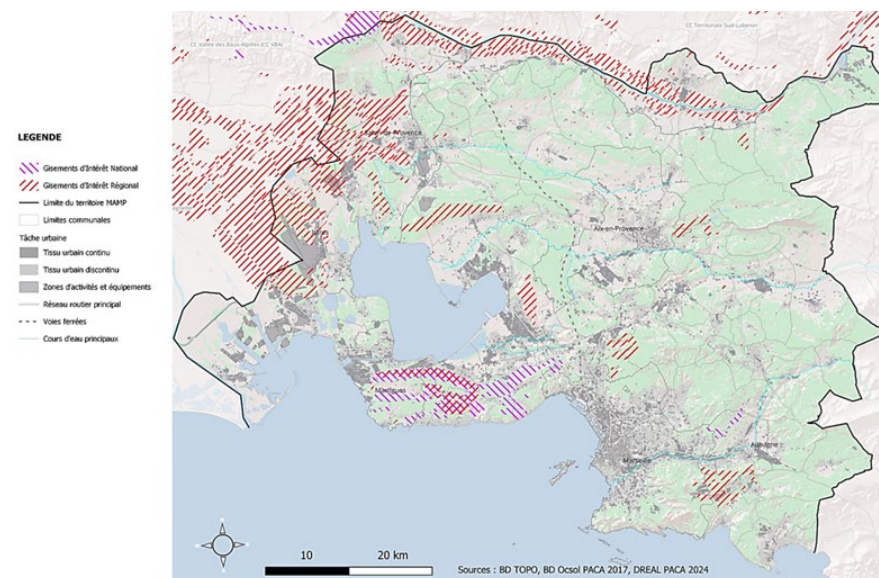
- *intègrent les gisements d'intérêt national (GIN) et régional (GIR) identifiés sur leur territoire, sur la base de la liste et de la cartographie fournies dans le SRC (atlas cartographique joint au SRC), en lien avec les professionnels exploitants (données plus précises et à jour le cas échéant) et sur la base de la connaissance plus fine de l'aménagement local (zone urbanisée/ à urbaniser, projets d'aménagement),*
- *préservent ces gisements de l'urbanisation, par exemple en recommandant dans les SCoT de les classer (ou en les classant pour les PLU(i)) en zones naturelle ou agricole non constructibles, hormis pour les installations et constructions nécessitées par l'activité de production agricole et sans alternative géographique (localisation hors du GIN/GIR). »*

Présentation de l'articulation du SCoT

Les GIN et GIR ne sont pas identifiés dans le SCoT dans l'état initial de l'environnement.

Aucune disposition du SCOT ne remet en cause leur possible exploitation

Le SCoT est compatible



Les gisements d'intérêt national et régional sur la Métropole

Objectif général	Mesure	COMPATIBLE	Synthèse
<u>Développement de l'autonomie des territoires</u>	Mesure n° 4 - Tendre, à l'échelle des SCoT et à défaut des PLUi, vers l'autonomie en granulats communs		Le SCoT ambitionne dans son axe 3 du PADD de garantir durablement l'approvisionnement de la Métropole en ressource minérale et traduit cette ambition au niveau de l'objectif 5.4.3 du DOO en envisageant notamment de faciliter l'exploitation du sous-sol.
	Mesure n°5 – Analyser l'équilibre production/besoin du territoire en granulats communs à l'échelle du SCoT et défaut du PLU(i), et définir les actions permettant d'atteindre l'autonomie territoriale en granulats communs		<u>Le SCoT précise</u> au niveau de la P266 que la notion de « faciliter l'exploitation du sous-sol » concernent en priorité les sites existants dans le cadre de leur renouvellement et extensions, et que toute création doit tenir compte des protections édictées par le SCoT et être situé au plus proche des bassins de consommations. Les recommandations des mesures 5 et 6 du SRC au niveau de l'objectif 5.4.3.
	Mesure n°6 - Définir, à l'échelle des SCoT et à défaut des PLU(i), les modalités d'approvisionnement en matériaux, autres que les granulats communs, afin de contribuer au maintien de l'autonomie régionale, voire nationale		
<u>Préservation des accès aux gisements d'intérêt national et régional</u>	Mesure n°9 - Préserver, dans les documents d'urbanisme, l'accès aux gisements d'intérêt national ou régional		Les GIN et GIR sont identifiés dans le SCoT dans l'état initial de l'environnement carte n°41. Aucune disposition du SCoT ne remet en cause leur possible exploitation



6. La charte du Parc National des Calanques (PNC)

Le dispositif français des parcs nationaux, créé par la loi n°60-708 du 22 juillet 1960, attribue une tâche primordiale à des établissements publics de l'État : celle de protéger des espaces naturels exceptionnels. Il a fait l'objet d'une rénovation en profondeur avec la loi n°2006-436 du 14 avril 2006.

Un projet commun de territoire

Consacrée au développement durable, et pas seulement à la protection de l'environnement, la charte fonde un projet commun de territoire, global, à la fois économique, social, culturel et écologique.

Elaborée de manière concertée par le Groupement d'intérêt public (GIP) de préfiguration du PN des Calanques, elle exprime le projet sur l'ensemble du « périmètre optimal », c'est-à-dire les cœurs terrestres et marins, l'« aire optimale d'adhésion » et l'« aire maritime adjacente ». Dans l'« aire d'adhésion » effective qui constitue, avec les cœurs, le Parc national, l'appartenance des communes à la charte repose sur le volontariat.

L'ensemble des collectivités publiques est appelé à agir en cohérence avec les engagements pris dans la charte. L'établissement public du Parc national est consulté ou associé lors de l'élaboration des documents d'orientation des différentes politiques publiques, **les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec la charte.**

La charte comprend trois parties distinctes, consacrées :

- **au cœur** : elle permet d'exprimer, en cohérence avec les textes de loi et avec le décret propre à chaque parc, les objectifs de protection qui seront poursuivis pendant la durée de la charte. Elle permet aussi de préciser les Modalités d'Application de la Réglementation en Cœur (« MARCœurs »), dont les principes généraux applicables à tous les parcs nationaux sont contenus dans le Code de l'Environnement et dont les principes spécifiques à chaque parc national ont été fixés dans son décret de création.
- **à l'aire optimale d'adhésion** : elle vise, non pas à définir une nouvelle

réglementation, mais à exprimer des orientations de développement durable, partagées entre l'établissement public du Parc national et les communes adhérentes. La charte servira alors de support, pendant sa durée, aux actions de développement durable et d'éducation à l'environnement que les différents acteurs, publics et éventuellement privés, voudront bien mettre en œuvre.

- **à l'aire maritime adjacente** : comme pour l'aire d'adhésion, elle exprime des orientations de développement durable en mer à la différence près que les communes n'ont pas à y adhérer.

Les grands défis

Cinq grands défis sont définis dans la charte du Parc national des Calanques. Ces grands défis découlent directement des principaux éléments contribuant au caractère et aux particularités du territoire : l'indéfectible lien entre terre et mer, la périurbanité profondément inscrite dans la géographie et l'histoire, et la Provence méditerranéenne. Ils sont :

- Considérer les espaces marins et terrestres comme un seul territoire interdépendant
- Permettre la bonne coexistence de la Métropole et de l'espace naturel exceptionnel
- Inscire les usages dans le développement durable
- Réduire le risque incendie
- Faire perdurer dans le temps un territoire de qualité.

Parmi l'ensemble des éléments relatifs au **cœur de Parc**, les dispositions pertinentes que le SCoT traduit sont les suivantes :

Objectif I : Préserver ou restaurer le bon fonctionnement des écosystèmes

Mesure partenariale 2 : Compenser la discontinuité écologique des réseaux routiers

Les infrastructures de transport (notamment autoroutes et routes, voies ferrées) constituent une barrière de franchissement de certaines espèces du cœur. Dans un souci global de restauration des continuités écologiques partout où c'est possible (et souhaitable compte tenu des espèces invasives potentielles), en cohérence avec les politiques nationales (Trame Verte et Bleue), des études seront menées en partenariat avec les maîtres d'ouvrage concernés pour caractériser le potentiel de franchissement et déterminer les aménagements à prévoir.

Par ailleurs une gestion adaptée des abords directs des voies de circulation qui peut favoriser la biodiversité (bandes enherbées larges, fauchées régulièrement, traitées en mosaïques, comprenant des plantes diverses et nectarifères) sera recherchée

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT ambitionne dans son axe 1 du PADD de préserver durablement l'armature des espaces agricoles, naturels et aquatiques pour leur multifonctionnalité. Cette notion est reprise dans le DOO avec plusieurs orientations qui concernent les réservoirs de biodiversité et les continuités écologiques.

Le cœur du PN des Calanques a été classé en réservoir de biodiversité majeur (RBM) dans lesquels tout développement de l'urbanisation est exclu.

Les coupures générées par les infrastructures au sein des RBM ne sont pas identifiées. Par conséquent, les discontinuités ne sont pas identifiées et donc compensées.

Le SCoT fait apparaître les ruptures de continuités par les infrastructures sur la carte de la TVB pour avoir une meilleure vision de la fonctionnalité, y compris des réservoirs, mettant en évidence les enjeux de restauration pour améliorer la fonctionnalité des continuités

Le SCoT est compatible

Objectif III : Favoriser la diversité biologique commune méditerranéenne sous toutes ses formes

Mesure partenariale 9 : Améliorer qualitativement et quantitativement l'ensemble des rejets de l'exutoire de Cortiou

Au-delà de l'optimisation du fonctionnement de la station d'épuration, la reconquête du « bon état écologique » et « chimique » de la « cuvette de Cortiou » nécessite une action ambitieuse et globale à l'amont pour améliorer la qualité de l'Huveaune et de ses affluents, compte tenu du fait que l'espace marin du parc national en est le réceptacle. (...)

L'Établissement public et ses partenaires s'engagent à améliorer la gestion quantitative et qualitative des eaux pluviales, problématique majeure en termes d'apports polluants.

Mesure partenariale 11 : Améliorer les autres rejets d'eaux usées traitées

L'Établissement public étudie avec ses partenaires institutionnels compétents l'opportunité et les solutions possibles pour améliorer le fonctionnement et réduire encore l'impact sur les milieux des émissaires des stations d'épuration des villes de Cassis et de la Ciotat, ainsi que celles des communes rejetant en aire maritime adjacente au cœur marin.

Mesure partenariale 13 : Renforcer et accélérer l'amélioration de la qualité environnementale des ports

L'Établissement public aux côtés de ses partenaires (notamment MPM et les Départements) favorisera l'amélioration de la gestion environnementale globale des ports (en cœur et aire maritime adjacente) au travers notamment de l'équipement et du bon fonctionnement des structures de récupération des eaux grises et noires des navires, des aires de carénage avec récupération et traitement des eaux, des équipements de récupération et tri des déchets issus de l'exploitation des navires, de l'organisation des stations d'avitaillement, de la gestion des sédiments portuaires.

Mesure partenariale 15 : Améliorer l'assainissement non collectif

L'Établissement veillera au côté des organismes compétents à la mise aux normes et l'amélioration de l'assainissement non collectif (par exemple pour certains cabanons) en cœur.



Présentation de l'articulation du SCOT

Le SCoT ambitionne dans son axe 3 du PADD de garantir la disponibilité et la durabilité des ressources naturelles du territoire dont fait partie l'eau. Ainsi plusieurs orientations du DOO concernent cette thématique. A titre d'exemple la P28 Préserver les écosystèmes littoraux, marins et lagunaires est totalement convergente avec les exigences de la charte du PNC : gestion optimale des eaux de pluie, solution d'aménagement au sein des ports pour limiter les rejets d'eaux grises et noires. Les orientations concernant l'assainissement s'appliquent aux nouvelles constructions qui ne devraient pas concerner le cœur du PNC classé en RBM.

Par ailleurs, le PADD a un axe spécifique dédié au littoral. Ainsi parmi les ambitions portées par le SCoT dans le développement du littoral, le SCoT ambitionne de limiter les impacts potentiels sur le milieu en maîtrisant fortement l'artificialisation des petits fonds côtiers, en favorisant la restauration écologique et en améliorant la qualité des milieux vis-à-vis des rejets (rejet au niveau des fleuves ou rejets directs). Il en est de même pour les activités avec le développement de plan de gestion des mouillages (avec mouillages écologiques) et des balisages des activités.

La problématique spécifique de l'exutoire de Cortiou est clairement identifiée dans l'état initial de l'environnement.

Le SCoT est compatible

Objectif VIII : Réhabiliter, valoriser la ruralité et/ou la qualité des interfaces ville / nature

Mesure partenariale 20 : Améliorer le cadre de vie et valoriser les sites habités et les interfaces ville/nature

Cette mesure concerne les espaces où l'Homme a une présence dominante (« noyaux villageois » de type « calanques habitées », regroupements de cabanons - Sormiou, Morgiou...), souvent très fréquentés, et les interfaces (entre zones habitées/bâties et nature. (...). Gérer particulièrement la fréquentation (...) traiter les interfaces ville/nature dans un esprit de ruralité méditerranéenne (restanques, jardins partagés, agri-faune, pastoralisme, etc.), (...) offrir aux riverains des lieux de passage et de détente apaisés et accueillants (...) contribuer à l'ouverture raisonnée des milieux dans un objectif de prévention contre l'incendie

Objectif XIII : Maîtriser la fréquentation et organiser des pratiques sportives et de loisirs éco-responsables

Mesure partenariale 38 : Encourager une offre alternative et durable à la voiture individuelle et soutenir la réduction de stationnement dans les espaces du cœur

Le développement d'une offre attractive est encouragé pour devenir une véritable alternative au monopole de la voiture individuelle, pour décongestionner les accès aux lieux de fixation du public et diminuer la concentration des flux.

Mesure partenariale 39 : Valoriser les interfaces ville/nature pour limiter le nombre d'accès au cœur et y développer des lieux d'hébergements éco-responsables

La maîtrise des flux passe également par la prise en considération des usages urbains et périurbains voire par la mise en place de stratégies visant des reports de fréquentation sur des zones moins connues ou des sites de « nature urbaine »

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT ambitionne de favoriser le développement du tourisme en assurant les conditions favorables au développement d'une offre touristique métropolitaine qualitative et durable. A ce titre, le DOO identifie la nécessité de gérer la fréquentation touristique en organisant l'accessibilité des équipements d'accueil, en permettant des modes d'accès adaptés en fonction des flux (alternative à la voiture individuelle) et les aménagements et équipements adaptés au niveau des portes d'entrée des sites (P159).

Cela passe aussi par une diversification de l'offre touristique pour éviter de concentrer la fréquentation sur quelques sites emblématiques en identifiant et valorisant d'autres sites plus discrets et moins connus (P165).

L'objectif 1.3.3 concerne la requalification ou reconstruction des espaces de lisières notamment les interfaces entre espaces urbaines, naturels et agricoles (P45). Le traitement de ces lisières permet aussi de lutter contre le risque d'incendie (P264 : reconquête des anciennes restanques pour répondre aux enjeux paysagers et de lutte contre les incendies).

Le SCoT est compatible

Parmi l'ensemble des éléments relatifs à l'**aire d'adhésion**, les mesures à prendre en compte par le SCoT dans un rapport de compatibilité sont les suivantes :

Orientation I : Concourir à la protection des patrimoines naturels du cœur

AIRE D'ADHÉSION - Mesure n°1 : Maintenir les écosystèmes en bon état dans les espaces naturels

La principale atteinte subie par les espaces naturels provient de la forte urbanisation des cinquante dernières années, entraînant une importante diminution des surfaces et leur fragmentation (particulièrement en zone littorale). Les communes et les EPCI compétents s'engagent à identifier dans les documents d'urbanisme les espaces naturels formant les « zones de vocation naturelle de l'Aire d'adhésion » dans la Charte et à en assurer la préservation durable.

Présentation de l'articulation du SCoT

Conformément à la charte, le SCoT a identifié le cœur de parc en réservoir de biodiversité majeur (RBM). Il a identifié en réservoir de biodiversité complémentaire (RBC), les espaces de l'aire d'adhésion du parc national, identifiés en espaces naturels et agricoles au Mode d'Occupation des Sols de la Métropole (2017). Si les règles de protection sont moins fortes en RBC qu'en RBM, elles restent contraignantes pour l'urbanisation. Le DOO prévoit ainsi une protection adaptée tenant compte de la pluralité des fonctions de ces espaces (écologique, agricole, gestion des risques, etc.). Les constructions et activités ne doivent pas dégrader leur fonctionnalité écologique et des limites d'urbanisation peuvent être définies pour protéger les éléments contribuant au maintien des perméabilités écologiques.

Le SCoT est compatible

Orientation II : Apaiser les interactions Homme/nature

AIRE D'ADHÉSION - Mesure n°7 : Limiter les atteintes aux espèces et aux habitats naturels aux interfaces ville / nature

La réduction des surfaces et l'infiltration de l'urbanisation dans les espaces naturels conduit à ce que l'interface ville/nature ait une influence significative sur les milieux

et espèces concernés. A titre d'exemple, les éclairages publics ont un impact négatif sur la faune nocturne : ils provoquent un dérangement des rapaces nocturnes et nuisent aux espèces les plus fragiles de chauve-souris, et aux populations d'insectes.

Inversement, (sous réserve de l'utilisation de phytosanitaires biocides) la proximité de jardins publics, du canal de Marseille, de bassins..., favorise une importante biodiversité (insectes, petite faune) notamment liée aux milieux humides. Cette biodiversité entre dans la chaîne alimentaire qui contribue à l'existence de la faune exceptionnelle du cœur (rapaces, lézard ocellé...).

AIRE D'ADHÉSION - Mesure n°12 : Contribuer à améliorer la qualité de vie et la qualité environnementale des espaces habités

Conserver et favoriser les Trames Vertes et Bleues, les cheminements doux (la « nature en ville ») :

Favoriser le patrimoine naturel en ville

Construire et aménager de façon soutenable et dans le respect des patrimoines naturel, culturel et paysager

Présentation de l'articulation du SCoT

Plusieurs dispositions du DOO concernent cette thématique :

- la P10 concerne la gestion des lisières urbaines avec les réservoirs de biodiversité. Elle préconise que les constructions ne se rapprochent pas de la limite du réservoir et que les formes urbaines soient favorables au prolongement de la TVB dans l'espace urbain
- la P21 concerne la trame noire et prévoit de maintenir et/ou restaurer la continuité des secteurs non éclairés notamment au sein des réservoirs de biodiversité et des corridors et leurs abords.
- Enfin plusieurs dispositions concernent la place de la nature en ville pour développer biodiversité et lutter contre les îlots de chaleur (P207)

Le SCoT est compatible



AIRE D'ADHÉSION - Mesure n°9 : Conserver ou restaurer les continuités écologiques

L'étude sur les trames écologiques réalisée pour le PADD de MPM en 2010 montre, entre le cœur terrestre ouest (massif des Calanques, Mont Saint Cyr) et le Grand Caunet puis le massif de la Sainte Baume, des liaisons écologiques en bon état et, entre les cœurs terrestres est et ouest, des liaisons écologiques dégradées, pouvant être restaurées. La recherche d'une « connectivité écologique » entre les « deux cœurs terrestres » est une priorité qui doit se traduire dans les documents d'urbanisme (MPM, communes de Cassis, Roquefort-la-Bédoule et Carnoux) par le maintien d'un ou plusieurs corridors écologiques, quel que soit le type d'espace. (...)

De manière plus générale, le maintien et la restauration des connectivités pouvant exister entre les cœurs et les espaces naturels proches doivent être recherchées.

Présentation de l'articulation du SCoT

Les corridors écologiques identifiés dans la charte du PNC ont bien été identifiés dans le SCoT. Ainsi l'objectif 1.1.2, relatif à la protection et la restauration des continuités écologiques prévoit plusieurs prescriptions convergentes avec cette mesure de la charte. Il prévoit entre autres d'éviter toute artificialisation de nature à impacter les corridors écologiques et de restaurer les corridors fragilisés. Ainsi, dans les secteurs agricoles, naturels ou forestiers, il s'agit de maintenir les activités pour éviter toute artificialisation pouvant altérer la continuité de l'espace. Dans les secteurs d'urbanisation peu dense, l'artificialisation ne doit pas altérer la perméabilité de ces milieux. Enfin en milieu urbain dense, il convient de maintenir une continuité écologique à travers des projets de nature en ville adossés à une dispositif réglementaire adapté (clôture perméable, plantation etc.).

Le SCoT est compatible

AIRE D'ADHÉSION - Mesure n°11 : Adapter les politiques de développement durable aux enjeux de solidarité écologique

Le territoire littoral et périurbain du parc national est caractérisé par une forte concurrence en termes d'usages du sol. Afin de ne pas rajouter de pression sur les espaces agricoles et naturels, les installations de production photovoltaïque implantées au sol sont interdites (et soumises à déclaration préalable et à permis de construire). Dans le respect des règles d'urbanisme et du patrimoine architectural, les installations solaires sur les bâtiments (photovoltaïques ou thermiques) seront encouragées par l'Établissement Public.

Présentation de l'articulation du SCoT

L'objectif 5.2.3 de l'axe 5 vise à encadrer la production des énergies renouvelables. Ainsi le SCoT oriente les nouvelles installations de production d'ENR sur les espaces déjà artificialisés ou anthropisés (terrains dégradés, toiture, carrière...). Ces installations doivent tenir compte des enjeux paysagers et ne pas impacter les espaces à enjeux environnementaux ni les capacités productives des espaces agricoles.

Ainsi, même si le SCoT n'interdit pas explicitement le développement d'ENR au sein du PNC, les conditions d'implantation décrites ci-dessus sont cohérentes avec les enjeux paysagers et environnementaux du PNC.

Le SCoT est compatible

Orientation III : Préserver les paysages, la quiétude et la magie des lieux

AIRE D'ADHÉSION - Mesure n°13 : Maintenir le caractère architectural et paysager provençal méditerranéen

Les communes et les EPCI s'engagent à identifier dans les documents d'urbanisme les espaces dont l'aspect du paysage bâti et/ou du paysage naturel proche doit être pris en compte. Dans ces zones, ils prévoient dans les règlements d'urbanisme les prescriptions et préconisations nécessaires au maintien de la qualité des paysages et au respect du patrimoine architectural. Les nouvelles constructions doivent respecter les éléments de paysages naturels structurants et notamment ne pas les masquer depuis les points de fixation du public.

AIRE D'ADHÉSION - Mesure n°14 : Aménager durablement – intégrer les aménagements au paysage

Les collectivités territoriales et plus particulièrement les communes, s'engagent au travers de leur adhésion dans une politique générale de développement durable avec notamment, lorsqu'elles sont maîtres d'ouvrage, la prise en compte des aspects paysagers et écologiques. Les choix faits doivent tenir compte de manière innovante des paramètres environnementaux (usages existants, morphologie et écologie des lieux, climat, risques majeurs...).

AIRE D'ADHÉSION - Mesure n°15 : Préserver et restaurer les paysages de la Calanque de Port Miou

Présentation de l'articulation du SCoT

Le DOO consacre une orientation complète de son Axe 1 à la valorisation de la richesse et de la diversité des paysages de son territoire. Maintien des coupures paysagères, protection des paysages de reliefs des massifs emblématiques, préservation et mise en valeur des paysages agri-naturels, renforcement de la qualité paysagère et valorisation des accès visuels et physiques à l'espace maritime, requalification des lisières, valorisation du patrimoine bâti sont autant de prescriptions qui répondent aux enjeux paysage évoqués dans les mesures de la charte du PNC.

Le SCoT est compatible

Orientation IV : Préserver et valoriser un art de vivre méditerranéen, provençal et durable

AIRE D'ADHÉSION - Mesure n°17 : Contribuer à la protection et à la viabilité des espaces agricoles

Il s'agit d'une part de préserver de l'urbanisation les surfaces agraires et d'autre part de contribuer à la viabilité des productions agricoles. Les domaines vinicoles vinifiant leur production sont dynamiques et souhaitent étendre leurs surfaces de culture (particulièrement sur l'AOC Cassis). Sur Roquefort-la-Bédoule, pour les vigneron

travaillant avec la cave coopérative et les autres types de production, des reculs de production et des difficultés de viabilité sont constatés.

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT reconnaît la nécessité de valoriser et reconquérir les espaces agricoles pour la mise en place d'un projet territorial durable. Ainsi, il identifie les espaces agricoles à préserver et définit un certain nombre de prescriptions pour assurer la viabilité de l'activité agricole. Le secteur de Cassis est inclus dans l'enveloppe agricole à pérenniser cartographiée dans le DOO.

Le SCoT est compatible

AIRE D'ADHÉSION - Mesure n°20 : Promouvoir de manière partenariale le territoire du parc national comme une destination de tourisme durable

Il s'agit d'une mesure visant à permettre la promotion du Parc national en tant que destination d'excellence, à l'échelle locale, nationale ou internationale en favorisant des modes de fréquentation respectueux de l'environnement et en la répartissant tout au long de l'année, hors de la saison estivale, tout en préservant des espaces de tranquillité quelle que soit la saison.

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT ambitionne de favoriser le développement du tourisme en assurant les conditions favorables au développement d'une offre touristique métropolitaine qualitative et durable. A ce titre, le DOO identifie la nécessité de gérer la fréquentation touristique en organisant l'accessibilité des équipements d'accueil, en permettant des modes d'accès adaptés en fonction des flux (alternative à la voiture individuelle) et les aménagements et équipements adaptés au niveau des portes d'entrée des sites (P159).

Cela passe aussi par une diversification de l'offre touristique pour éviter de concentrer la fréquentation sur quelques sites emblématiques en identifiant et valorisant d'autres sites plus discrets et moins connus (P165).

Le SCoT est compatible



Parmi l'ensemble des éléments relatifs à l'**aire marine adjacente**, les mesures pertinentes à prendre en compte par le SCoT dans un rapport de compatibilité sont les suivantes :

Orientation I - Contribuer à protéger les patrimoines maritimes du cœur

AMA - Mesure n°1 : Protéger et restaurer les patrimoines naturels, paysagers et culturels des fonds côtiers par une meilleure maîtrise des usages.

Préserver les petits fonds bordant l'archipel du Frioul et plus largement de la rade sud de Marseille

AMA - Mesure n°2 : Contribuer à l'amélioration de la qualité des eaux côtières

Bien que ne détenant pas de compétence légale directe en la matière, l'EPPN s'implique fortement et joue un rôle de levier d'action auprès des acteurs locaux, au premier rang desquels figurent MPM et les communes concernées, en particulier pour la thématique de la gestion qualitative et quantitative (notamment en ce qui concerne la problématique des déchets issue des rues) des eaux pluviales.

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT prend également en compte la préservation des écosystèmes littoraux, marins et lagunaires. Ainsi, il prévoit de participer à assurer la bonne fonctionnalité de ces écosystèmes en gérant de manière optimale les eaux de pluie et de ruissellement pour éviter les pollutions diffuses, à mettre en place les aménagements nécessaires au niveau des ports et éviter l'artificialisation des petits fonds côtiers et à maîtriser les incidences de tout nouveau projet d'aménagement sur le littoral.

Le SCoT est compatible

Synthèse de l'articulation du SCoT avec la charte du PNC

Objectif général	Disposition	COMPATIBILITE	Synthèse
Objectif I : Préserver ou restaurer le bon fonctionnement des écosystèmes	Mesure partenariale 2 : Compenser la discontinuité écologique des réseaux routiers		<p>Le SCoT ambitionne dans son axe 1 du PADD de préserver durablement l'armature des espaces agricoles, naturels et aquatiques pour leur multifonctionnalité. Cette notion est reprise dans le DOO avec plusieurs orientations qui concernent les réservoirs de biodiversité et les continuités écologiques.</p> <p>Le cœur du PN des Calanques a été classé en réservoir de biodiversité majeur (RBM) dans lesquels tout développement de l'urbanisation y est exclu.</p> <p>Les coupures générées par les infrastructures au sein des RBM ne sont pas identifiées. Par conséquent, les discontinuités ne sont pas identifiées et donc compensées.</p> <p>Le SCoT fait apparaître les ruptures de continuités par les infrastructures sur la carte de la TVB pour avoir une meilleure vision de la fonctionnalité, y compris des réservoirs, mettant en évidence les enjeux de restauration pour améliorer la fonctionnalité des continuités</p>
Objectif III : Favoriser la diversité biologique commune méditerranéenne sous toutes ses formes	Mesure partenariale 9 : Améliorer qualitativement et quantitativement l'ensemble des rejets de l'exutoire de Cortiou		<p>Le SCoT ambitionne dans son axe 3 du PADD de garantir la disponibilité et la durabilité des ressources naturelles du territoire dont fait partie l'eau. Ainsi plusieurs orientations du DOO concernent cette thématique. A titre d'exemple la P28 Préserver les écosystèmes littoraux, marins et lagunaires est totalement convergente avec les exigences de la charte du PNC : gestion optimale des eaux de pluie, solution d'aménagement au sein des ports pour limiter les rejets d'eaux grises et noires. Les orientations concernant l'assainissement s'appliquent aux nouvelles constructions qui ne devraient pas concerner le cœur du PNC classé en RBM.</p> <p>Par ailleurs, le PADD a un axe spécifique dédié au littoral. Ainsi parmi les ambitions portées par le SCoT dans le développement du littoral, le SCoT ambitionne de limiter les impacts potentiels sur le milieu en maîtrisant fortement l'artificialisation des petits fonds côtiers, en favorisant la restauration écologique et en améliorant la qualité des milieux vis-à-vis des rejets (rejet au niveau des fleuves ou rejets directs). Il en est de même pour les activités avec le développement de plan de gestion des mouillages (avec mouillages écologiques) et des balisages des activités.</p> <p>La problématique spécifique de l'exutoire de Cortiou est clairement identifiée dans l'état initial de l'environnement.</p>
	Mesure partenariale 11 : Améliorer les autres rejets d'eaux usées traitées		
	Mesure partenariale 13 : Renforcer et accélérer l'amélioration de la qualité environnementale des ports		
	Mesure partenariale 15 : Améliorer l'assainissement non collectif		
Objectif VIII : Réhabiliter, valoriser la ruralité et/ou la qualité des interfaces ville / nature	Mesure partenariale 20 : Améliorer le cadre de vie et valoriser les sites habités et les interfaces ville/nature	COMPATIBILITE	<p>Le SCoT ambitionne de favoriser le développement du tourisme en assurant les conditions favorables au développement d'une offre touristique métropolitaine qualitative et durable. A ce titre, le DOO identifie la nécessité de gérer la fréquentation touristique en organisant l'accessibilité des équipements d'accueil, en permettant des modes d'accès adaptés en fonction des flux (alternative à la voiture individuelle) et les aménagements et équipements adaptés au niveau des portes d'entrée des sites (P159).</p> <p>Cela passe aussi par une diversification de l'offre touristique pour éviter de concentrer la fréquentation sur quelques sites emblématiques en identifiant et valorisant d'autres sites plus discrets et moins connus (P165).</p> <p>L'objectif 1.3.3 concerne la requalification ou reconstruction des espaces de lisières notamment les interfaces entre espaces urbaines, naturels et agricoles (P45). Le traitement de ces lisières permet aussi de lutter contre le risque d'incendie (P264 : reconquête des anciennes restanques pour répondre aux enjeux paysagers et de lutte contre les incendies).</p>
Objectif XIII : Maîtriser la fréquentation et organiser des pratiques sportives et de loisir éco-responsables	Mesure partenariale 38 : Encourager une offre alternative et durable à la voiture individuelle et soutenir la réduction de stationnement dans les espaces du cœur		
	Mesure partenariale 39 : Valoriser les interfaces ville/nature pour limiter le nombre d'accès au cœur et y développer des lieux d'hébergements éco-responsables		



Orientation I : Concourir à la protection des patrimoines naturels du cœur	AIRE D'ADHÉSION - Mesure n°1 : Maintenir les écosystèmes en bon état dans les espaces naturels	COMPATIBILITE	Conformément à la charte, le SCoT a identifié le cœur de parc en réservoir de biodiversité majeur (RBM). Il a identifié en réservoir de biodiversité complémentaire (RBC), les espaces de l'aire d'adhésion du parc national, identifiés en espaces naturels et agricoles au Mode d'Occupation des Sols de la Métropole. Si les règles de protection sont moins fortes en RBC qu'en RBM, elles restent contraignantes pour l'urbanisation. Le DOO prévoit ainsi une protection adaptée tenant compte de la pluralité des fonctions de ces espaces (écologique, agricole, gestion des risques, etc.). Les constructions et activités ne doivent pas dégrader leur fonctionnalité écologique et des limites d'urbanisation peuvent être définies pour protéger les éléments contribuant au maintien des perméabilités écologiques.
Orientation II : Apaiser les interactions Homme/nature	AIRE D'ADHÉSION - Mesure n°7 : Limiter les atteintes aux espèces et aux habitats naturels aux interfaces ville / nature		Plusieurs dispositions du DOO concernent cette thématique : - la P10 concerne la gestion des lisières urbaines avec les réservoirs de biodiversité. Elle préconise que les constructions ne se rapprochent pas de la limite du réservoir et que les formes urbaines soient favorables au prolongement de la TVB dans l'espace urbain - la P21 concerne la trame noire et prévoit de maintenir et/ou restaurer la continuité des secteurs non éclairés notamment au sein des réservoirs de biodiversité et des corridors et leurs abords. - Enfin plusieurs dispositions concernent la place de la nature en ville pour développer biodiversité et lutter contre les îlots de chaleur (P207)
	AIRE D'ADHÉSION - Mesure n°12 : Contribuer à améliorer la qualité de vie et la qualité environnementale des espaces habités		
	AIRE D'ADHÉSION - Mesure n°9 : Conserver ou restaurer les continuités écologiques		Les corridors écologiques identifiés dans la charte du PNC ont bien été identifiés dans le SCoT. Ainsi l'objectif 1.1.2, relatif à la protection et la restauration des continuités écologiques prévoit plusieurs prescriptions convergentes avec cette mesure de la charte. Il prévoit entre autres d'éviter toute artificialisation de nature à impacter les corridors écologiques et de restaurer les corridors fragilisés. Ainsi, dans les secteurs agricoles, naturels ou forestiers, il s'agit de maintenir les activités pour éviter toute artificialisation pouvant altérer la continuité de l'espace. Dans les secteurs d'urbanisation peu dense, l'artificialisation ne doit pas altérer la perméabilité de ces milieux. Enfin en milieu urbain dense, il convient de maintenir une continuité écologique à travers des projets de nature en ville adossés à un dispositif réglementaire adapté (clôture perméable, plantation etc.)
	AIRE D'ADHÉSION - Mesure n°11 : Adapter les politiques de développement durable aux enjeux de solidarité écologique		L'objectif 5.2.3 de l'axe 5 vise à encadrer la production des énergies renouvelables. Ainsi le SCoT oriente les nouvelles installations de production d'ENR sur les espaces déjà artificialisés ou anthropisés (terrains dégradés, toiture, carrière...). Ces installations doivent tenir compte des enjeux paysagers et ne pas impacter les espaces à enjeux environnementaux ni les capacités productives des espaces agricoles. Ainsi, même si le SCoT n'interdit pas explicitement le développement d'ENR au sein du PNC, les conditions d'implantation décrites ci-dessus sont cohérentes avec les enjeux paysagers et environnementaux du PNC.
Orientation III : Préserver les paysages, la quiétude et la magie des lieux	AIRE D'ADHÉSION - Mesure n°13 : Maintenir le caractère architectural et paysager provençal méditerranéen		Le DOO consacre une orientation complète de son Axe 1 à la valorisation de la richesse et de la diversité des paysages de son territoire. Maintien des coupures paysagères, protection des paysages de reliefs des massifs emblématiques, préservation et mise en valeur des paysages agri-naturels, renforcement de la qualité paysagère et valorisation des accès visuels et physique à l'espace maritime, requalification des lisières, valorisation du patrimoine bâti sont autant de prescriptions qui répondent aux enjeux paysage évoqués dans les mesures de la charte du PNC
	AIRE D'ADHÉSION - Mesure n°14 : Aménager durablement – intégrer les aménagements au paysage		
	AIRE D'ADHÉSION - Mesure n°15 : Préserver et restaurer les paysages de la Calanque de Port Miou		

Orientation IV : Préserver et valoriser un art de vivre méditerranéen, provençal et durable	AIRE D'ADHÉSION - Mesure n°17 : Contribuer à la protection et à la viabilité des espaces agricoles	COMPATIBILITE	Le SCoT reconnaît la nécessité de valoriser et reconquérir les espaces agricoles pour la mise en place d'un projet territorial durable. Ainsi, il identifie les espaces agricoles à préserver et définit un certain nombre de prescriptions pour assurer la viabilité de l'activité agricole. Le secteur de Cassis est inclus dans l'enveloppe agricole à pérenniser cartographiée dans le DOO
	AIRE D'ADHÉSION - Mesure n°20 : Promouvoir de manière partenariale le territoire du parc national comme une destination de tourisme durable		Le SCoT ambitionne de favoriser le développement du tourisme en assurant les conditions favorables au développement d'une offre touristique métropolitaine qualitative et durable. A ce titre, le DOO identifie la nécessité de gérer la fréquentation touristique en organisant l'accessibilité des équipements d'accueil, en permettant des modes d'accès adaptés en fonction des flux (alternative à la voiture individuelle) et les aménagements et équipements adaptés au niveau des portes d'entrée des sites (P159). Cela passe aussi par une diversification de l'offre touristique pour éviter de concentrer la fréquentation sur quelques sites emblématiques en identifiant et valorisant d'autres sites plus discrets et moins connus (P165).
Orientation I - Contribuer à protéger les patrimoines maritimes du cœur	AMA - Mesure n°1 : Protéger et restaurer les patrimoines naturels, paysagers et culturels des fonds côtiers par une meilleure maîtrise des usages.		Le SCoT prend également en compte la préservation des écosystèmes littoraux, marins et lagunaires. Ainsi, il prévoit de participer à assurer la bonne fonctionnalité de ces écosystèmes en gérant de manière optimale les eaux de pluie et de ruissellement pour éviter les pollutions diffuses, à mettre en place les aménagements nécessaires au niveau des ports et éviter l'artificialisation des petits fonds côtiers et à maîtriser les incidences de tout nouveau projet d'aménagement sur le littoral
	AMA - Mesure n°2 : Contribuer à l'amélioration de la qualité des eaux côtières		

Ainsi le SCoT Aix-Marseille-Provence est bien compatible avec les objectifs et dispositions de la charte du PNC. Il en transpose les dispositions pertinentes.



7. Les chartes de Parcs naturels régionaux (PNR)

La Charte d'un PNR a valeur de contrat. Elle détermine, pour quinze ans, les orientations et actions de protection, de mise en valeur et de développement pour le territoire. Elle exprime la volonté des partenaires de travailler ensemble, sur des objectifs partagés, afin d'assurer une gestion cohérente et concertée du territoire. Elle se traduit par des engagements des différents signataires, collectivités et Etat, à respecter ou faire respecter ces orientations et à tout faire pour les mettre en œuvre, dans le respect de leurs compétences juridiques propres.

Le SCoT prévoit une orientation spécifique à la transposition ses dispositions pertinentes des chartes de PNR. Ainsi, l'ensemble des dispositions ont été reprises sous forme de tableaux de correspondance pour les orientations et mesures des chartes dont le contenu et la rédaction rejoignent les orientations générales du DOO. Ces tableaux intègrent également certaines dispositions pertinentes spécifiques à chaque territoire de PNR et non reprises dans les prescriptions générales du DOO, identifiées en prescriptions spécifiques (PS) ainsi qu'en recommandations spécifiques (RS) applicables sur le périmètre de PNR concerné.

A également été intégrée, une cartographie illustrant l'application territoriale des éléments de la charte de Parc.

7.1 Le PNR de la Sainte Baume

La charte du PNR de la Ste Baume est organisée autour de 5 ambitions déclinées chacune en orientations.

Parmi l'ensemble mesures contenues dans la charte, les dispositions pertinentes que le SCoT traduit sont les suivantes :

Orientation 1 : Assurer la préservation et la valorisation des paysages identitaires

Mesure 1 : Préserver et valoriser les paysages identitaires

Intégrer dans leurs documents d'urbanisme les paysages remarquables, les paysages agricoles sensibles et les cônes de vue et travailler avec le Parc sur la gestion de ces espaces ;

Définir précisément les cônes de vue identifiés au Plan de parc ainsi que leurs premiers plans ;

Assurer la protection du patrimoine bâti de pays communal inventorié et mettre à jour les inventaires ;

Mesure 2 : Valoriser le caractère de la Sainte-Baume et initier une culture du paysage

Contribuer à la mise en valeur et à la préservation des routes pittoresques identifiées au Plan du parc en lien avec le Parc et les Départements, ainsi qu'à la résorption des « points noirs » ;

Participer à une réflexion d'aménagement qualitatif sur les entrées « physiques » du parc et les « portes sensibles » ;

Préserver et valoriser les centres anciens des communes et inventorier le patrimoine bâti de pays ;

Orientation 11 : Consolider l'identité du territoire et valoriser le patrimoine culturel et spirituel

Mesure 27 : Renforcer la connaissance, la réhabilitation, la protection et la valorisation du patrimoine rural et du patrimoine bâti identitaire

Respecter et faire respecter l'identité et les caractères architecturaux du patrimoine bâti en particulier au travers des documents d'urbanisme ;

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT prévoit une orientation complète dédiée à la valorisation de la richesse et de la diversité de ses paysages. Ainsi, il prévoit la protection des paysages des massifs de reliefs emblématiques dont fait partie le massif de la Sainte Baume. Il protège également les perceptions paysagères des reliefs structurants, ainsi que les séquences paysagères le long des principaux axes routiers pour préserver les échappées visuelles vers ces massifs, ce qui est une manière indirecte de valoriser le caractère de la Saint Baume. Enfin, les cônes de vue et les routes pittoresques paysagères inscrites au plan de Parc ont bien été identifiées sur la carte concernant les paysages ainsi que dans la carte spécifique PNRSB dans le DOO. Par ailleurs, les paysages remarquables, les paysages agricoles sensibles et les réservoirs de biodiversités ainsi que les portes d'entrées « physiques » et « sensibles » du PNR

font l'objet de prescriptions spécifiques. Enfin, la P40 et la P48 sont consacrées entre autres à la préservation et à la valorisation du petit patrimoine bâti vernaculaire.

Le SCoT est compatible

Orientation 2 : Assurer la pérennité d'une nature exceptionnelle en Sainte-Baume

Mesure 5 : Conforter la trame verte et bleue et maintenir la qualité de la biodiversité ordinaire

Concertier le Parc pour l'élaboration des trames vertes et bleues au moment de la réalisation ou de la révision des documents d'urbanisme ;

Œuvrer au maintien et à la remise en bon état des continuités écologiques ;

Prendre en compte les enjeux piscicoles et de préservation des zones humides ;

Inscrire les réservoirs de biodiversité, les corridors écologiques, les zones humides et les ripisylves prioritaires, définies en partenariat avec le Parc, dans un zonage approprié dans leurs documents d'urbanisme.

Présentation de l'articulation du SCoT

Le travail réalisé sur la TVB dans le cadre de l'élaboration du SCoT a fait l'objet de plusieurs échanges avec le PNR afin d'avoir une approche concertée sur l'identification des réservoirs de biodiversité et des corridors dans le SCoT. Ainsi, les réservoirs de biodiversité inscrits au plan de parc ont bien été repris dans la carte de la TVB. Le SCoT va plus loin que la méthode initiale pour le PNRSB puisqu'il considère les RB ainsi que les paysages remarquables du plan de Parc en réservoir de biodiversité majeur plutôt qu'en RB Complémentaire.

Le Scot a également défini des corridors qui relient le massif de la Sainte Baume aux massifs voisins (massif de l'Etoile et du Garlaban, et massif du Régagnas). Le plan de Parc ne repère pas de zone humide sur la partie concernée par le SCoT. Néanmoins, le SCoT protège les zones humides et plus largement la trame bleue via plusieurs prescriptions sur son territoire ce qui permettra de préserver des zones humides plus ponctuelles et non représentées au plan de Parc.

Au-delà du repérage des corridors écologiques existants sur son territoire, le SCoT prévoit également de renforcer les corridors considérés comme fragilisés ou non fonctionnels.

Le SCoT est compatible

Orientation 3 : Affirmer l'excellence environnementale du territoire pour la gestion de ses ressources naturelles

Mesure 7 : Assurer l'intégration environnementale des infrastructures d'exploitation des ressources naturelles

Informier le Parc en amont de chaque projet d'aménagement ou de développement d'infrastructures économiques dont elles ont connaissance ou dont elles sont à l'origine ;

Saisir le Parc dans le cadre d'un projet soumis à étude d'impact ou de la procédure au cas par cas ;

Inscrire dans leur document d'urbanisme les zones exploitables et celles à préserver de toute exploitation, notamment les réservoirs de biodiversité, les paysages identitaires et les espaces à haute valeur patrimoniale ;

Prendre en compte les besoins liés à la gestion forestière (accessibilité aux massifs forestiers) et à la valorisation des produits forestiers dans leur document de planification urbaine ;

Présentation de l'articulation du SCoT

A ce jour, la partie du PNR concernée par le SCoT n'accueille pas de carrières d'extraction. Néanmoins la P 252 permet d'éviter toute nouvelle implantation de carrières dans les zones de sauvegarde et la P266 permet d'encadrer le développement de ce type d'activité au respect des enjeux liés à l'eau, au patrimoine géologique ou à la biodiversité.

Le SCoT est compatible

Orientation 4 : Adopter une stratégie commune d'occupation du sol, orientée vers un aménagement économe en espace et respectueux de l'identité rurale



Mesure 8 : Protéger le socle agricole, naturel et paysager

Maintenir les surfaces agricoles sur leur territoire ;

Confirmer la vocation naturelle des réservoirs de biodiversité, des corridors écologiques et des paysages pittoresques dans leurs documents d'urbanisme ;

Démontrer, sur la base d'arguments tangibles, la nécessité de changement de destination de surface(s) agricole(s) et le cas échéant, engager des actions de conquête et de reconquête agricole ;

Associer le Parc dès l'amont de l'élaboration des documents d'urbanisme et de tout projet d'aménagement pouvant avoir un impact sur les terres agricoles et naturelles.

Mesure 9 : Maitriser l'urbanisation et promouvoir un aménagement urbain économe en espace

Elaborer ou réviser leurs documents d'urbanisme, afin d'assurer leur comptabilité avec le SCoT et la Charte du parc ;

Associer le Parc à l'élaboration des documents d'urbanisme, dans le but de maîtriser l'urbanisation et de promouvoir un aménagement urbain économe en espace ;

Déterminer le potentiel de densification et de mutation des bâtiments et privilégier le renouvellement urbain et son intégration paysagère ;

Transcrire dans leurs documents d'urbanisme les coupures agro-naturelles identifiées dans le Plan du Parc ;

Encadrer l'habitat diffus selon le niveau d'équipement et l'aération du tissu urbain ;

Favoriser les formes urbaines innovantes économes en espace et de qualité.

Mesure 10 : Favoriser un urbanisme durable contribuant à l'identité du territoire

Elaborer ou réviser leurs documents d'urbanisme afin d'assurer leur comptabilité avec le SCoT et la Charte du parc ;

Favoriser les formes urbaines innovantes et mener une politique volontariste en matière de déplacements ;

Promouvoir une architecture sobre et durable et inciter à l'utilisation de matériaux éco-performants de proximité, pour les réhabilitations et les aménagements nouveaux.

Orientation 7 : Maintenir, soutenir et promouvoir une agriculture locale et durable

Mesure 16 Faciliter la transmission des exploitations agricoles, l'installation de nouveaux agriculteurs et préserver le foncier agricole

Intégrer les secteurs agricoles à enjeux dans leurs documents d'urbanisme ;

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT est aujourd'hui l'outil clé à destination des territoires pour adopter une stratégie de développement plus économe en espace. C'est donc sans surprise qu'une partie conséquente du DOO est consacrée à cette thématique. Les obligations liées à la mise en œuvre du ZAN conduisent ainsi le SCoT à respecter des objectifs de réduction de l'artificialisation sur son territoire avec des échéances définies. Ainsi le DOO prévoit un développement dans l'enveloppe urbaine existante (P79) pour 70% des nouveaux logements. Cette forme de développement s'accompagne d'une politique de déplacement adaptée.

En ce qui concerne la protection des ENAF, elle se fait à plusieurs niveaux : au sein des réservoirs de biodiversité pour les espaces naturels et dans l'enveloppe agricole à pérenniser cartographiée dans le DOO. Les coupures agro-naturelles identifiées dans le plan de parc sont bien reprises sur la carte des coupures paysagères du DOO.

Le SCoT prévoit également une prescription relative aux formes urbaines innovantes plus économes en espace mais prenant en compte également les besoins et les attentes des ménages.

Le SCOT est compatible

Orientation 5 : Contribuer à améliorer le cadre de vie, à réduire les nuisances et l'exposition aux risques

Mesure 12 : Améliorer la prévention des risques et réduire l'exposition des populations

Prendre en compte les risques dans leurs projets d'aménagement du territoire et en particulier lors de l'élaboration de leur document d'urbanisme ;

Présentation de l'articulation du SCOT

Le SCoT consacre une partie importante de son DOO à la thématique des risques dans un contexte méditerranéen où le changement climatique joue un rôle important. La P268 pose le principe de la non-aggravation du risque et de sa limitation en interdisant le développement dans les secteurs d'aléas inappropriés. Il décline ensuite plusieurs prescriptions selon les différents types de risques ayant toutes comme objectif de prendre en compte le risque d'exposition de la population dans le futur développement du territoire.

Le SCoT est compatible

Orientation 6 : Contribuer à la transition énergétique dans le respect des habitats naturels et des paysages

Mesure 14 : Accompagner le développement des énergies renouvelables

Encourager l'utilisation des énergies renouvelables, dans le cadre des documents d'urbanisme et lors de la création ou de la rénovation de bâtiments publics ;

Soutenir les projets de production de chaleur et d'électricité par les énergies renouvelables qui respectent les espaces agricoles, naturels et paysagers ;

Associer le Parc dans leurs projets d'énergies renouvelables.

Mesure 15 : Encourager les économies d'énergie et participer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre

Optimiser l'éclairage public pour éclairer efficacement en réduisant l'impact environnemental ;

Prendre en compte les économies d'énergie, les énergies renouvelables et les enjeux de déplacement dans les documents d'urbanisme

Favoriser les infrastructures facilitant les modes de déplacements doux ;

Présentation de l'articulation du SCOT

L'objectif 5.2.3 de l'axe 5 vise à encadrer la production des énergies renouvelables. Ainsi le SCoT oriente les nouvelles installations de production d'ENR sur les espaces déjà artificialisés ou anthropisés (terrains dégradés, toiture, carrière...). Ces installations doivent tenir compte des enjeux paysagers et ne pas impacter les

espaces à enjeux environnementaux ni les capacités productives des espaces agricoles.

Concernant l'optimisation de l'éclairage public, la P21 prévoit de prendre en compte la trame noire pour préserver la biodiversité nocturne. Le PNR est identifié comme une zone dans laquelle l'éclairage est à limiter au maximum.

Enfin, une orientation du DOO concerne directement la nécessité de consommer moins d'énergie et de couvrir davantage les besoins du territoire en produisant localement des énergies renouvelables. Cela passe par une adaptation du bâti, une réduction des mobilités contraintes en fléchant le développement de l'activité et des logements au sein des pôles bénéficiant déjà.

Orientation 8 : Accompagner le développement d'une économie forestière durable et la reconnaissance des services environnementaux et sociaux assurés par la forêt

Mesure 20 Appuyer la gestion durable des espaces forestiers

Contribuer à la prise en compte des espaces forestiers dans leur document de planification urbaine afin de garantir leur accessibilité permettant leur gestion durable (entreprises d'exploitation, services de surveillance et de lutte) ;

Protéger, dans leurs documents d'urbanisme, les ripisylves, y compris en zone agricole

Présentation de l'articulation du SCOT

L'activité forestière n'est pas oubliée dans le DOO qui lui consacre un objectif de son axe 5 consacré à la gestion durable de la ressource forestière. Ainsi le DOO prévoit une protection et une valorisation de la forêt en tenant compte de la pluralité de ses fonctions. Elle autorise les aménagements forestiers nécessaires à l'exploitation forestière et exige l'intégration des dispositions DFCI dans les documents d'urbanisme ainsi que les modalités d'entretien des chemins pour l'accès des secours ou encore le stockage d'eau. Une prescription concerne également le traitement des lisières qui jouent un rôle important dans la lutte contre les incendies.



Le SCOT est compatible

Orientation 10 : Favoriser une économie innovante et écoresponsable

Mesure 25 : Favoriser le développement d'une économie endogène et écoresponsable

Favoriser le maintien et le développement des activités de services, de l'artisanat et de commerce dans les villages ;

Veiller, au travers des autorisations d'urbanisme, à l'exemplarité des nouvelles zones d'activités en matière d'intégration paysagère et de préservation de l'environnement.

Présentation de l'articulation du SCOT

L'objectif 3.3.3 prévoit de renforcer l'insertion paysagère et la lisibilité des espaces d'activités économiques ainsi que de renforcer la qualité environnementale et énergétique de ces espaces. Les règles peuvent ainsi concerner la mise en scène paysagère, mais aussi la limite de l'imperméabilisation, une gestion des eaux pluviales adaptée sans rejet dans le milieu, et l'équipement des bâtiments en panneaux photovoltaïques pour garantir une production d'énergie renouvelable locale.

Le SCOT est compatible

Orientation 12 : Favoriser l'appropriation et le respect du territoire par les habitants et les visiteurs et concilier les différentes activités de loisirs dans les espaces naturels

Mesure 31 : Organiser la fréquentation raisonnée des espaces naturels

Contribuer à l'organisation raisonnée de la fréquentation ;

Participer à l'aménagement de stationnements dédiés à l'accueil du public.

Présentation de l'articulation du SCOT

Le SCoT ambitionne de favoriser le développement du tourisme en assurant les conditions favorables au développement d'une offre touristique métropolitaine qualitative et durable. A ce titre, le DOO identifie la nécessité de gérer la fréquentation touristique en organisant l'accessibilité des équipements d'accueil, en permettant des modes d'accès adaptés en fonction des flux (alternative à la voiture individuelle) et les aménagements et équipements adaptés au niveau des portes d'entrée des sites (P159).

Cela passe aussi par une diversification de l'offre touristique pour éviter de concentrer la fréquentation sur quelques sites emblématiques en identifiant et valorisant d'autres sites plus discrets et moins connus (P165).

Le SCOT est compatible

Synthèse de l'articulation du SCoT avec la charte du PNR de la Sainte Baume

Objectif général	Mesure	COMPATIBILITE	Synthèse
Orientation 1 : Assurer la préservation et la valorisation des paysages identitaires Orientation 11 : Consolider l'identité du territoire et valoriser le patrimoine culturel et spirituel	Mesure 1 : Préserver et valoriser les paysages identitaires		Le SCoT prévoit une orientation complète dédiée à la valorisation de la richesse et de la diversité de ses paysages. Ainsi, il prévoit la protection des paysages des massifs de reliefs emblématiques dont fait partie le massif de la Sainte Baume. Il protège également les perceptions paysagères des reliefs structurants, ainsi que les séquences paysagères le long des principaux axes routiers pour préserver les échappées visuelles vers ces massifs, ce qui est une manière indirecte de valoriser le caractère de la Sainte Baume. Enfin, les cônes de vue et les routes pittoresques paysagères inscrites au plan de Parc ont bien été identifiées sur la carte concernant les paysages ainsi que sur la carte spécifique dans le DOO. Par ailleurs, les paysages remarquables, les paysages agricoles sensibles et les réservoirs de biodiversités ainsi que les portes d'entrées « physiques » et « sensibles » du PNR font l'objet de prescriptions spécifiques. Enfin, la P40 et la P48 sont consacrées entre autres à la préservation et à la valorisation du petit patrimoine bâti vernaculaire.
	Mesure 2 : Valoriser le caractère de la Sainte-Baume et initier une culture du paysage		
	Mesure 27 : Renforcer la connaissance, la réhabilitation, la protection et la valorisation du patrimoine rural et du patrimoine bâti identitaire		
Orientation 2 : Assurer la pérennité d'une nature exceptionnelle en Sainte-Baume	Mesure 5 : Conforter la trame verte et bleue et maintenir la qualité de la biodiversité ordinaire		<p>Le travail réalisé sur la TVB dans le cadre de l'élaboration du SCoT a fait l'objet de plusieurs échanges avec le PNR afin d'avoir une approche concertée sur l'identification des réservoirs de biodiversité et des corridors dans le SCoT. Ainsi, les réservoirs de biodiversité inscrits au plan de parc ont bien été repris dans la carte de la TVB. Le SCoT va plus loin que la méthode initiale pour le PNRSB puisqu'il considère les RB ainsi que les paysages remarquables du plan de Parc en réservoir de biodiversité majeur plutôt qu'en RB Complémentaire.</p> <p>Le SCoT a également défini des corridors qui relient le massif de la Sainte Baume aux massifs voisins (massif de l'Etoile et du Garlaban, et massif du Régagnas). Le plan de Parc ne repère pas de zone humide sur la partie concernée par le SCoT. Néanmoins, le SCoT protège les zones humides et plus largement la trame bleue via plusieurs prescriptions sur son territoire ce qui permettra de préserver des zones humides plus ponctuelles et non représentées au plan de Parc.</p> <p>Au-delà du repérage des corridors écologiques existants sur son territoire, le SCoT prévoit également de renforcer les corridors considérés comme fragilisés ou non fonctionnels.</p>
Orientation 3 : Affirmer l'excellence environnementale du territoire pour la gestion de ses ressources naturelles	Mesure 7 : Assurer l'intégration environnementale des infrastructures d'exploitation des ressources naturelles		A ce jour, la partie du PNR concernée par le SCoT n'accueille pas de carrières d'extraction. Néanmoins la P 252 permet d'éviter toute nouvelle implantation de carrières dans les zones de sauvegarde et la P266 permet d'encadrer le développement de ce type d'activité au respect des enjeux liés à l'eau, au patrimoine géologique ou à la biodiversité.
Orientation 4 : Adopter une stratégie commune d'occupation du sol, orientée vers un aménagement économe en espace et respectueux de l'identité rurale	Mesure 8 : Protéger le socle agricole, naturel et paysager		<p>Le SCoT est aujourd'hui l'outil clé à destination des territoires pour adopter une stratégie de développement plus économe en espace. C'est donc sans surprise qu'une partie conséquente du DOO est consacrée à cette thématique. Les obligations liées à la mise en œuvre du ZAN conduit ainsi le SCoT à respecter des objectifs de réduction de l'artificialisation sur son territoire avec des échéances définies. Ainsi le DOO prévoit un développement dans l'enveloppe urbaine existante (P79) pour 70% des nouveaux logements. Cette forme de développement s'accompagne d'une politique de déplacement adaptée.</p> <p>En ce qui concerne la protection des ENAF, elle se fait à plusieurs niveaux : au sein des réservoirs de biodiversité pour les espaces naturels et dans l'enveloppe agricole à pérenniser cartographier dans le DOO.</p>
	Mesure 9 : Maitriser l'urbanisation et promouvoir un aménagement urbain économe en espace		
	Mesure 10 : Favoriser un urbanisme durable contribuant à l'identité du territoire		



Orientation 7 : Maintenir, soutenir et promouvoir une agriculture locale et durable	Mesure 16 Faciliter la transmission des exploitations agricoles, l'installation de nouveaux agriculteurs et préserver le foncier agricole	COMPATIBILITE	<p>Les coupures agro-naturelles identifiées dans le plan de parc sont bien reprises sur la carte des coupures paysagères du DOO.</p> <p>Le SCoT prévoit également une prescription relative aux formes urbaines innovantes plus économes en espace mais prenant en compte également les besoins et les attentes des ménages.</p>
Orientation 5 : Contribuer à améliorer le cadre de vie, à réduire les nuisances et l'exposition aux risques	Mesure 12 : Améliorer la prévention des risques et réduire l'exposition des populations		<p>Le Scot consacre une partie importante de son DOO à la thématique des risques dans un contexte méditerranéen ou le changement climatique joue un rôle important. La P268 pose le principe de la non-aggravation du risque et de sa limitation en interdisant le développement dans les secteurs d'aléas inappropriés. Il décline ensuite plusieurs prescriptions selon les différents types de risques ayant toutes comme objectif de prendre en compte le risque d'exposition de la population dans le futur développement du territoire.</p>
Orientation 6 : Contribuer à la transition énergétique dans le respect des habitats naturels et des paysages	Mesure 14 : Accompagner le développement des énergies renouvelables		<p>L'objectif 5.2.3 de l'axe 5 vise à encadrer la production des énergies renouvelables. Ainsi le SCoT oriente les nouvelles installations de production d'ENR sur les espaces déjà artificialisés ou anthropisés (terrains dégradés, toiture, carrière...). Ces installations doivent tenir compte des enjeux paysagers et ne pas impacter les espaces à enjeux environnementaux ni les capacités productives des espaces agricoles.</p> <p>Concernant l'optimisation de l'éclairage public, la P21 prévoit de prendre en compte la trame noire pour préserver la biodiversité nocturne. Le PNR est identifié comme une zone dans laquelle l'éclairage est à limiter au maximum.</p> <p>Enfin, une orientation du DOO concerne directement la nécessité de consommer moins d'énergie et de couvrir davantage les besoins du territoire en produisant localement des énergies renouvelables. Cela passe par une adaptation du bâti, une réduction des mobilités contraintes en fléchant le développement de l'activité et des logements au sein des pôles bénéficiant déjà</p>
	Mesure 15 : Encourager les économies d'énergie et participer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre		
Orientation 8 : Accompagner le développement d'une économie forestière durable et la reconnaissance des services environnementaux et sociaux assurés par la forêt	Mesure 20 Appuyer la gestion durable des espaces forestiers		<p>L'activité forestière n'est pas oubliée dans le DOO qui lui consacre un objectif de son axe 5 consacré à la gestion durable de la ressource forestière. Ainsi le DOO prévoit une protection et une valorisation de la forêt en tenant compte de la pluralité de ses fonctions. Elle autorise les aménagements forestiers nécessaires à l'exploitation forestière et exige l'intégration des dispositions DFCI dans les documents d'urbanisme ainsi que les modalités d'entretien des chemins pour l'accès des secours ou encore le stockage d'eau. Une prescription concerne également le traitement des lisières qui jouent un rôle important dans la lutte contre les incendies</p>
Orientation 10 : Favoriser une économie innovante et écoresponsable	Mesure 25 : Favoriser le développement d'une économie endogène et écoresponsable		<p>L'objectif 3.3.3 prévoit de renforcer l'insertion paysagère et la lisibilité des espaces d'activités économiques ainsi que de renforcer la qualité environnementale et énergétique de ces espaces. Les règles peuvent ainsi concerner la mise en scène paysagère, mais aussi la limite de l'imperméabilisation, une gestion des eaux pluviales adaptée sans rejet dans le milieu, et l'équipement des bâtiments en panneaux photovoltaïques pour garantir une production d'énergie renouvelable locale.</p>
Orientation 12 : Favoriser l'appropriation et le respect du territoire par les habitants et les visiteurs et concilier les différentes activités de loisirs dans les espaces naturels	Mesure 31 : Organiser la fréquentation raisonnée des espaces naturels		<p>Le SCoT ambitionne de favoriser le développement du tourisme en assurant les conditions favorables au développement d'une offre touristique métropolitaine qualitative et durable. A ce titre, le DOO identifie la nécessité de gérer la fréquentation touristique en organisant l'accessibilité des équipements d'accueil, en permettant des modes d'accès adaptés en fonction des flux (alternative à la voiture individuelle) et les aménagements et équipements adaptés au niveau des portes d'entrée des sites (P159).</p> <p>Cela passe aussi par une diversification de l'offre touristique pour éviter de concentrer la fréquentation sur quelques sites emblématiques en identifiant et valorisant d'autres sites plus discrets et moins connus (P155).</p>

Ainsi le SCoT Aix Marseille Provence est bien compatible avec les objectifs et dispositions du de la charte du PNR de la Sainte Baume. Il en transpose les dispositions pertinentes

7.2 Le PNR de Camargue

La charte du PNR de Camargue est organisée autour de 5 grandes ambitions.

Parmi l'ensemble mesures contenues dans la charte, les dispositions pertinentes que le SCoT traduit sont les suivantes :

AMBITION 1 : GERER LE COMPLEXE DELTAÏQUE EN INTEGRANT LES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Améliorer l'organisation de la gestion de l'eau sur l'ensemble du territoire du parc
Réintégrer la dynamique deltaïque du Rhône et le risque d'inondation dans l'aménagement et la gestion des territoires

Améliorer la qualité des eaux et des milieux aquatiques

Présentation de l'articulation du SCoT

Le projet de SCoT prévoit de nombreux objectifs de protection de la ressource en eau au niveau de l'axe 3 du PADD et de son ambition forte de garantir la disponibilité et la durabilité de la ressource. Ainsi le SCoT s'oriente vers la préservation des nappes souterraines en privilégiant les eaux superficielles, qui pour la Métropole sont le canal de Marseille et le canal de Provence alimentés tous deux par le système Durance-Verdon.

Concernant la disponibilité de la ressource en eau, le SCoT ambitionne de garantir celle-ci (point fort du PADD) en sécurisant durablement l'approvisionnement en eau potable. Il s'agit de garantir pour toutes les communes deux ressources pour l'alimentation en eau de ses administrés. De plus cette ambition est appuyée par l'objectif d'adapter les modalités d'aménagement du territoire en fonction de la disponibilité de la ressource en eau. Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau de l'objectif 5.4.1 « Préserver la ressource », notamment en assurant la protection des captages et des zones de sauvegarde (P251 et P252), en prenant en compte les enjeux de solidarité territoriale pour la gestion de la ressource (P253 et P254) et en assurant la sécurisation en eau potable de l'ensemble du territoire (P255 à P257). Il s'agit ainsi de prendre en compte la dépendance du territoire au système Durance-Verdon, le potentiel au niveau des ressources stratégiques et l'anticipation du risque de pénurie pour certaines communes du territoire. Toutefois, l'objectif d'adaptation des modalités d'aménagement ne semble pas être traduit dans le DOO, notamment le conditionnement de l'urbanisation à la disponibilité de la ressource.

Le SCoT ambitionne également d'améliorer l'état de fonctionnement des milieux humides en les protégeant et restaurant au regard de leur importance écologique mais également au regard de leur services rendus à la société. Les principales zones humides sont localisées au niveau du PADD et dans les cartes n°1 et 5 du DOO. Le SCoT vise également une réduction prioritaire des aménagements dans les milieux humides au niveau de son objectif de préservation de la ressource en eau. Toutefois, connaissant l'importance de ces milieux et leur disparition, il aurait été préférable de stopper les aménagements.

Le SCoT prévoit de réduire la vulnérabilité du territoire au risque inondation notamment en délimitant les extensions urbaines à partir de la connaissance des aléas naturels et en orientant préférentiellement le développement urbain en dehors des zones à risques. Ainsi les secteurs les plus exposés relèveront d'un principe d'inconstructibilité. Cela est traduit au niveau de l'orientation 5.5 du DOO avec le principe de non-aggravation (P268) et les objectifs 1.1.3 et 5.5.2 avec la mise en œuvre de bandes inconstructibles (P24 et P276).

Le SCoT est compatible

AMBITION 2 : ORIENTER LES EVOLUTIONS DES ACTIVITES AU BENEFICE D'UNE BIODIVERSITE EXCEPTIONNELLE

Maintenir l'intégrité et la fonctionnalité des milieux naturels

Pérenniser les activités contribuant au maintien et à la valorisation du patrimoine biologique du territoire

Présentation de l'articulation du SCoT

Le travail réalisé sur la TVB dans le cadre de l'élaboration du SCoT a fait l'objet de plusieurs échanges avec les PNR afin d'avoir une approche concertée sur l'identification des réservoirs de biodiversité et des corridors dans le SCoT. Ainsi, les réservoirs de biodiversité inscrits au plan de parc ont bien été repris dans la carte de la TVB. Les zones humides identifiées au plan de parc sur la partie concernée par le SCoT sont reprises dans la TVB. Le SCoT protège les zones humides et plus largement la trame bleue via plusieurs prescriptions sur son territoire.



Au-delà du repérage des corridors écologiques existants sur son territoire, le SCoT prévoit également de renforcer les corridors considérés comme fragilisés ou non fonctionnels.

Le SCoT est compatible

Améliorer les pratiques des activités agricoles et la qualité des productions

Présentation de l'articulation du SCoT

La protection des ENAF, elle se fait à plusieurs niveaux : au sein des réservoirs de biodiversité pour les espaces naturels et dans l'enveloppe agricole à pérenniser cartographiée dans le DOO.

Le SCoT consacre une orientation entière aux espaces agricoles avec deux objectifs distincts : 1.2.1 Protéger la capacité productive des espaces agricoles et leur rôle multifonctionnel et 1.2.2 Créer les conditions de leur viabilité pour soutenir le projet alimentaire territorial. La prescription 30 prévoit d'éviter l'urbanisation des secteurs agricoles équipés à l'irrigation et celles facilement irrigables au sein de l'enveloppe agricoles identifiées dans le DOO.

Le SCoT est compatible

Engager le territoire et des acteurs dans un tourisme durable

Réduire les impacts négatifs des activités sur le patrimoine naturel

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT ambitionne de favoriser le développement du tourisme en assurant les conditions favorables au développement d'une offre touristique métropolitaine qualitative et durable. A ce titre, le DOO identifie la nécessité de gérer la fréquentation touristique en organisant l'accessibilité des équipements d'accueil, en permettant des modes d'accès adaptés en fonction des flux (alternative à la voiture

individuelle) et les aménagements et équipements adaptés au niveau des portes d'entrée des sites (P160).

Cela passe aussi par une diversification de l'offre touristique pour éviter de concentrer la fréquentation sur quelques sites emblématiques en identifiant et valorisant d'autres sites plus discrets et moins connus (P165).

L'objectif 5.2.3 de l'axe 5 vise à encadrer la production des énergies renouvelables. Ainsi le SCoT oriente les nouvelles installations de production d'ENR sur les espaces déjà artificialisés ou anthropisés (terrains dégradés, toiture, carrière...). Ces installations doivent tenir compte des enjeux paysagers et ne pas impacter les espaces à enjeux environnementaux ni les capacités productives des espaces agricoles.

Le SCoT est compatible

AMBITION 3 : RENFORCER LA SOLIDARITE TERRITORIALE, LA COHESION SOCIALE ET AMELIORER LA CADRE DE VIE

Valoriser les traditions vivantes et la diversité des identités par la création et l'échange

Améliorer la gouvernance locale

Renforcer la qualité paysagère et du cadre de vie des habitants

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT ambitionne dans son axe 1 du PADD de repenser la mobilité du territoire en poursuivant le développement du réseau de transports en commun autour de pôles d'échange multimodaux (PEM) en développement notamment un réseau cyclable à l'échelle des bassins de vie en lien avec le schéma régional des véloroutes. Ce développement se retrouve également au niveau de l'axe 5 concernant l'accessibilité du littoral. Cette traduction se fait notamment au niveau de l'objectif 2.2.4 du DOO avec le renforcement de la place du vélo autour d'un réseau d'itinéraires métropolitains (P101) et d'offre de stationnement, et l'objectif 3.5.3 en lien avec le cyclotourisme (P167).

L'objectif 4-1 du SCoT est de satisfaire les besoins en logement dans toute leur diversité et notamment de favoriser une mixité sociale équilibrée pour faciliter les parcours résidentiels.

Le SCoT, dans son objectif 1.3.4 « Valoriser le patrimoine bâti et accompagner l'évolution du paysage urbain », entend de prendre en compte et valoriser la qualité des formes architecturales et urbaines composant les paysages urbains traditionnels ainsi que les éléments de patrimoine bâti et végétal remarquables marquant l'identité des tissus urbains traditionnels. Il favorise néanmoins, la création de nouvelles formes architecturales en garantissant une bonne insertion des constructions, le cas échéant, à la trame urbaine historique, au contexte topographique et paysager.

Le DOO consacre une orientation complète de son Axe 1 à la valorisation de la richesse et de la diversité des paysages de son territoire. Maintien des coupures paysagères, préservation et reconquête des accès visuels aux principaux cours d'eau en particulier le Rhône, préservation et mise en valeur des paysages agri-naturels, renforcement de la qualité paysagère et valorisation des accès visuels et physique à l'espace maritime, requalification des lisières, valorisation du patrimoine bâti sont autant de prescriptions qui répondent aux enjeux paysage évoqués dans les mesures de la charte du PNR de Camargue. Les points de vue inscrits au plan de Parc sont identifiés sur la carte concernant les paysages dans le DOO ainsi que sur la carte spécifique du PNRC. La porte d'entrée à qualifier inscrite au plan de Parc (à Port-Saint-Louis-du-Rhône), a été identifiée sur la carte spécifique. Par ailleurs, la P46 du DOO traite de la requalification des paysages urbains fragilisés des entrées de villes et villages, des zones d'activités économiques et commerciales intégrant ainsi cet enjeu.

Le SCoT est compatible

Promouvoir une politique territoriale de l'énergie et de la gestion des déchets

Présentation de l'articulation du SCoT

L'objectif 5.2.3 de l'axe 5 vise à encadrer la production des énergies renouvelables. Ainsi le SCoT oriente les nouvelles installations de production d'ENR sur les espaces déjà artificialisés ou anthropisés (terrains dégradés, toiture, carrière...). Ces installations doivent tenir compte des enjeux paysagers et ne pas impacter les espaces à enjeux environnementaux ni les capacités productives des espaces agricoles.

Enfin, une orientation du DOO concerne directement la nécessité de consommer moins d'énergie et de couvrir davantage les besoins du territoire en produisant localement des énergies renouvelables. Cela passe par une adaptation du bâti, une réduction des mobilités contraintes en fléchant le développement de l'activité et des logements au sein des pôles bénéficiant déjà.

Dans l'axe 4, le PADD ambitionne d'améliorer la gestion des déchets en faisant la promotion de l'économie circulaire et le réemploi, notamment en développant les filières et débouchés pour la valorisation des matériaux triés sur le territoire.

Afin d'accompagner le Port de Marseille-Fos dans sa transition énergétique et écologique, le DOO préconise d'organiser la déconstruction navale pour mieux structurer cette filière.

Le SCoT est compatible



Synthèse de l'articulation du SCoT avec la charte du PNR de Camargue

Objectif général	Disposition		Synthèse
AMBITION 1 : GERER LE COMPLEXE DELTAÏQUE EN INTEGRANT LES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	Améliorer l'organisation de la gestion de l'eau sur l'ensemble du territoire du parc	COMPATIBILITE	Le projet de SCoT prévoit de nombreux objectifs de protection de la ressource en eau au niveau de l'axe 3 du PADD et de son ambition forte de garantir la disponibilité et la durabilité de la ressource. Ainsi le SCoT s'oriente vers la préservation des nappes souterraines en privilégiant les eaux superficielles, qui pour la Métropole sont le canal de Marseille et le canal de Provence alimentés tous deux par le système Durance-Verdon.
	Réintégrer la dynamique deltaïque du Rhône et le risque d'inondation dans l'aménagement et la gestion des territoires		Concernant la disponibilité de la ressource en eau, le SCoT ambitionne de garantir celle-ci (point fort du PADD) en sécurisant durablement l'approvisionnement en eau potable. Il s'agit de garantir pour toutes les communes deux ressources pour l'alimentation en eau de ses administrés. De plus cette ambition est appuyée par l'objectif d'adapter les modalités d'aménagement du territoire en fonction de la disponibilité de la ressource en eau. Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau de l'objectif 5.4.1 « Préserver la ressource », notamment en assurant la protection des captages et des zones de sauvegarde (P251 et P252), en prenant en compte les enjeux de solidarité territoriale pour la gestion de la ressource (P253 et P254) et en assurant la sécurisation en eau potable de l'ensemble du territoire (P255 à P257). Il s'agit ainsi de prendre en compte la dépendance du territoire au système Durance-Verdon, le potentiel au niveau des ressources stratégiques et l'anticipation du risque de pénurie pour certaines communes du territoire. Toutefois, l'objectif d'adaptation des modalités d'aménagement ne semble pas être traduit dans le DOO, notamment le conditionnement de l'urbanisation à la disponibilité de la ressource.
	Améliorer la qualité des eaux et des milieux aquatiques		Le SCoT ambitionne également d'améliorer l'état de fonctionnement des milieux humides en les protégeant et restaurant au regard de leur importance écologique mais également au regard de leur services rendus à la société. Les principales zones humides sont localisées au niveau du PADD et dans les cartes n°1 et 5 du DOO. Le SCoT vise également une réduction prioritaire des aménagements dans les milieux humides au niveau de son objectif de préservation de la ressource en eau. Toutefois, connaissant l'importance de ces milieux et leur disparition, il aurait été préférable de stopper les aménagements.
AMBITION 2 : ORIENTER LES EVOLUTIONS DES ACTIVITES AU BENEFICE D'UNE BIODIVERSITE EXCEPTIONNELLE	Maintenir l'intégrité et la fonctionnalité des milieux naturels		Le SCoT prévoit de réduire la vulnérabilité du territoire au risque inondation notamment en délimitant les extensions urbaines à partir de la connaissance des aléas naturels et en orientant préférentiellement le développement urbain en dehors des zones à risques. Ainsi les secteurs les plus exposés relèveront d'un principe d'inconstructibilité. Cela est traduit au niveau de l'orientation 5.5 du DOO avec le principe de non-aggravation (P268) et les objectifs 1.1.3 et 5.5.2 avec la mise en œuvre de bandes inconstructibles (P24 et P276).
	Pérenniser les activités contribuant au maintien et à la valorisation du patrimoine biologique du territoire		Le travail réalisé sur la TVB dans le cadre de l'élaboration du SCoT a fait l'objet de plusieurs échanges avec les PNR afin d'avoir une approche concertée sur l'identification des réservoirs de biodiversité et des corridors dans le SCoT. Ainsi, les réservoirs de biodiversité inscrits au plan de parc ont bien été repris dans la carte de la TVB. Les zones humides identifiées au plan de parc sur la partie concernée par le SCoT sont reprises dans la TVB. Le SCoT protège les zones humides et plus largement la trame bleue via plusieurs prescriptions sur son territoire. Attention aux zones inscrites à préserver dans le plan de parc avec la nouvelle carte TVB Au-delà du repérage des corridors écologiques existants sur son territoire, le SCoT prévoit également de renforcer les corridors considérés comme fragilisés ou non fonctionnels.
	Améliorer les pratiques des activités agricoles et la qualité des productions		La protection des ENAF, elle se fait à plusieurs niveaux : au sein des réservoirs de biodiversité pour les espaces naturels et dans l'enveloppe agricole à pérenniser cartographiée dans le DOO. Le SCoT consacre une orientation entière aux espaces agricoles avec deux objectifs distincts : 1.2.1 Protéger la capacité productive des espaces agricoles et leur rôle multifonctionnel et 1.2.2 Créer les conditions de leur viabilité pour soutenir le projet alimentaire territorial. La prescription 28 prévoit d'éviter l'urbanisation des secteurs agricoles équipés à l'irrigation et celles facilement irrigables au sein de l'enveloppe agricoles identifiées dans le DOO.

	Engager le territoire et des acteurs dans un tourisme durable	COMPATIBILITE	<p>Le SCoT ambitionne de favoriser le développement du tourisme en assurant les conditions favorables au développement d'une offre touristique métropolitaine qualitative et durable. A ce titre, le DOO identifie la nécessité de gérer la fréquentation touristique en organisant l'accessibilité des équipements d'accueil, en permettant des modes d'accès adaptés en fonction des flux (alternative à la voiture individuelle) et les aménagements et équipements adaptés au niveau des portes d'entrée des sites (P160).</p> <p>Cela passe aussi par une diversification de l'offre touristique pour éviter de concentrer la fréquentation sur quelques sites emblématiques en identifiant et valorisant d'autres sites plus discrets et moins connus (P165).</p> <p>L'objectif 5.2.3 de l'axe 5 vise à encadrer la production des énergies renouvelables. Ainsi le SCoT oriente les nouvelles installations de production d'ENR sur les espaces déjà artificialisés ou anthropisés (terrains dégradés, toiture, carrière...). Ces installations doivent tenir compte des enjeux paysagers et ne pas impacter les espaces à enjeux environnementaux ni les capacités productives des espaces agricoles.</p>
	Réduire les impacts négatifs des activités sur le patrimoine naturel		
AMBITION 3 : RENFORCER LA SOLIDARITE TERRITORIALE, LA COHESION SOCIALE ET AMELIORER LA CADRE DE VIE	Valoriser les traditions vivantes et la diversité des identités par la création et l'échange		<p>Le SCoT ambitionne dans son axe 1 du PADD de repenser la mobilité du territoire en poursuivant le développement du réseau de transports en commun autour de pôles d'échange multimodaux (PEM) en développement notamment un réseau cyclable à l'échelle des bassins de vie en lien avec le schéma régional des véloroutes. Ce développement se retrouve également au niveau de l'axe 5 concernant l'accessibilité du littoral. Cette traduction se fait notamment au niveau de l'objectif 2.2.4 du DOO avec le renforcement de la place du vélo autour d'un réseau d'itinéraires métropolitains (P101) et d'offre de stationnement, et l'objectif 3.5.3 en lien avec le cyclotourisme (P167).</p> <p>L'objectif 4-1 du SCoT est de satisfaire les besoins en logement dans toute leur diversité et notamment de favoriser une mixité sociale équilibrée pour faciliter les parcours résidentiels.</p> <p>Le SCoT, dans son objectif 1.3.4 « Valoriser le patrimoine bâti et accompagner l'évolution du paysage urbain », entend de prendre en compte et valoriser la qualité des formes architecturales et urbaines composant les paysages urbains traditionnels ainsi que les éléments de patrimoine bâti et végétal remarquables marquant l'identité des tissus urbains traditionnels. Il favorise néanmoins, la création de nouvelles formes architecturales en garantissant une bonne insertion des constructions, le cas échéant, à la trame urbaine historique, au contexte topographique et paysager.</p> <p>Le DOO consacre une orientation complète de son Axe 1 à la valorisation de la richesse et de la diversité des paysages de son territoire. Maintien des coupures paysagères, préservation et reconquête des accès visuels aux principaux cours d'eau en particulier le Rhône, préservation et mise en valeur des paysages agri-naturels, renforcement de la qualité paysagère et valorisation des accès visuels et physiques à l'espace maritime, requalification des lisières, valorisation du patrimoine bâti sont autant de prescriptions qui répondent aux enjeux paysage évoqués dans les mesures de la charte du PNR de Camargue. Les points de vue inscrits au plan de Parc sont identifiés sur la carte n°3 du DOO concernant les paysages dans le DOO ainsi que sur la carte spécifique PNRC. La porte d'entrée à qualifier inscrite au plan de Parc (à Port-Saint-Louis-du-Rhône), a également été identifiée sur la carte spécifique. Par ailleurs, la P46 du DOO traite de la requalification des paysages urbains fragilisés des entrées de villes et villages, des zones d'activités économiques et commerciales intégrant ainsi cet enjeu.</p>
	Améliorer la gouvernance locale		
	Renforcer la qualité paysagère et du cadre de vie des habitants		
	Promouvoir une politique territoriale de l'énergie et de la gestion des déchets		<p>L'objectif 5.2.3 de l'axe 5 vise à encadrer la production des énergies renouvelables. Ainsi le SCoT oriente les nouvelles installations de production d'ENR sur les espaces déjà artificialisés ou anthropisés (terrains dégradés, toiture, carrière...). Ces installations doivent tenir compte des enjeux paysagers et ne pas impacter les espaces à enjeux environnementaux ni les capacités productives des espaces agricoles.</p> <p>Enfin, une orientation du DOO concerne directement la nécessité de consommer moins d'énergie et de couvrir davantage les besoins du territoire en produisant localement des énergies renouvelables. Cela passe par une adaptation du bâti, une réduction des mobilités contraintes en fléchant le développement de l'activité et des logements au sein des pôles bénéficiant déjà.</p> <p>Dans l'axe 4, le PADD ambitionne d'améliorer la gestion des déchets en faisant la promotion de l'économie circulaire et le réemploi, notamment en développant les filières et débouchés pour la valorisation des matériaux triés sur le territoire.</p>



			Afin d'accompagner le Port de Marseille-Fos dans sa transition énergétique et écologique, le DOO préconise d'organiser la déconstruction navale pour mieux structurer cette filière.
--	--	--	--

Ainsi le SCoT Aix Marseille Provence est bien compatible avec les objectifs et dispositions de la charte du PNR de la Camargue.

Il en transpose les dispositions pertinentes

7.3 Le PNR du Luberon

L'analyse du SCoT a été réalisée avec la charte en vigueur. Mais des nouveaux éléments du plan de parc en révision du PNR du Luberon ont été intégrés dans la carte paysage du DOO.

La charte du PNR du Lubéron est organisée autour de 4 axes.

Parmi l'ensemble mesures contenues dans la charte, les dispositions pertinentes que le SCoT traduit sont les suivantes :

:

Mission A - PROTEGER LES PAYSAGES, TRANSMETTRE LES PATRIMOINES ET GERER DURABLEMENT LES RESSOURCES NATURELLES

Orientation A 1. Protéger et gérer la biodiversité

Présentation de l'articulation du SCoT

Le travail réalisé sur la TVB dans le cadre de l'élaboration du SCoT a fait l'objet de plusieurs échanges avec les PNR afin d'avoir une approche concertée sur l'identification des réservoirs de biodiversité et des corridors dans le SCoT. Ainsi, les zones de nature et de silence inscrites au PNR ont bien été repris dans la carte de la TVB. Le SCoT a également défini des corridors qui relient le massif du Luberon aux massifs voisins (Alpilles, Ste Victoire et Côtes). Le SCoT protège les zones humides et plus largement la trame bleue via plusieurs prescriptions sur son territoire.

Au-delà du repérage des corridors écologiques existants sur son territoire, le SCoT prévoit également de renforcer les corridors considérés comme fragilisés ou non fonctionnels.

Le SCoT est compatible

Orientation A 2. Protéger et gérer les ressources naturelles

Objectif A.2.1 Faire émerger une gestion patrimoniale et raisonnée des sols

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT est aujourd'hui l'outil clé à destination des territoires pour adopter une stratégie de développement plus économe en espace. C'est donc sans surprise qu'une partie conséquente du DOO est consacrée à cette thématique. Les obligations liées à la mise en œuvre du ZAN conduisent ainsi le SCoT à respecter des objectifs de réduction de l'artificialisation sur son territoire avec des échéances définies. Ainsi le DOO prévoit un développement dans l'enveloppe urbaine existante (P79) pour 70% des nouveaux logements. Cette forme de développement s'accompagne d'une politique de déplacement adaptée.

En ce qui concerne la protection des ENAF, elle se fait à plusieurs niveaux : au sein des réservoirs de biodiversité pour les espaces naturels et dans l'enveloppe agricole à pérenniser, cartographiée dans le DOO.

Le SCoT consacre une orientation entière aux espaces agricoles avec deux objectifs distincts : 1.2.1 Protéger la capacité productive des espaces agricoles et leur rôle multifonctionnel et 1.2.2 Créer les conditions de leur viabilité pour soutenir le projet alimentaire territorial. La prescription 28 prévoit d'éviter l'urbanisation des secteurs agricoles équipés à l'irrigation et ceux facilement irrigables au sein de l'enveloppe agricole identifiée dans le DOO.

Le SCoT est compatible

Objectif A.2.2 Contribuer et veiller à la cohérence des politiques privées et publiques de protection et de valorisation de la forêt



Présentation de l'articulation du SCoT

L'activité forestière n'est pas oubliée dans le DOO qui lui consacre un objectif de son axe 5 consacré à la gestion durable de la ressource forestière. Ainsi le DOO prévoit une protection et une valorisation de la forêt en tenant compte de la pluralité de ses fonctions. Elle autorise les aménagements forestiers nécessaires à l'exploitation forestière et exige l'intégration des dispositions DFCL dans les documents d'urbanisme ainsi que les modalités d'entretien des chemins pour l'accès des secours ou encore le stockage d'eau. Une prescription concerne également le traitement des lisières, qui jouent un rôle important dans la lutte contre les incendies.

Le SCoT est compatible

Objectif A.2.3 Protéger et gérer de façon cohérente l'eau et les rivières

Présentation de l'articulation du SCoT

Le projet de SCoT prévoit de nombreux objectifs de protection de la ressource en eau au niveau de l'axe 3 du PADD et de son ambition forte de garantir la disponibilité et la durabilité de la ressource. Ainsi le SCoT s'oriente vers la préservation des nappes souterraines en privilégiant les eaux superficielles, qui pour la Métropole sont le canal de Marseille et le canal de Provence alimentés tous deux par le système Durance-Verdon.

Concernant la disponibilité de la ressource en eau, le SCoT ambitionne de garantir celle-ci (point fort du PADD) en sécurisant durablement l'approvisionnement en eau potable. Il s'agit de garantir pour toutes les communes deux ressources pour l'alimentation en eau de ses administrés. De plus cette ambition est appuyée par l'objectif d'adapter les modalités d'aménagement du territoire en fonction de la disponibilité de la ressource en eau. Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau de l'objectif 5.4.1 « Préserver la ressource », notamment en assurant la protection des captages et des zones de sauvegarde (P251 et P252), en prenant en compte les enjeux de solidarité territoriale pour la gestion de la (P253 et P254) et en assurant la sécurisation en eau potable de l'ensemble du territoire (P255 à P257). Il s'agit ainsi de prendre en compte la dépendance du territoire au système Durance-Verdon, le potentiel au niveau des ressources stratégiques et l'anticipation du risque de pénurie pour certaines communes du territoire. Toutefois, l'objectif d'adaptation

des modalités d'aménagement ne semble pas être traduit dans le DOO, notamment le conditionnement de l'urbanisation à la disponibilité de la ressource.

Le SCoT est compatible

Objectif A.2.4 Gérer durablement les ressources minérales

Présentation de l'articulation du SCoT

A ce jour, la partie du PNR concernée par le SCoT n'accueille pas de carrière en activité. Néanmoins, les prescriptions du SCoT permettent d'encadrer le développement de ce type d'activité au respect des enjeux liés à l'eau, au patrimoine paysager, géologique ou à la biodiversité. Le SCoT prévoit également une prescription spécifique pour éviter les activités d'extraction en nappe alluviale et phréatique de la Durance.

Le SCoT favorise également l'utilisation de matériaux de substitution, ainsi que l'écoconstruction.

Le SCoT est compatible

Orientation A 3. Protéger les paysages et valoriser le patrimoine culturel

Objectif A.3.1 Renforcer les actions de protection, de gestion et d'aménagement des paysages

Objectif A.3.2 Maintenir à un niveau élevé l'effort de protection du patrimoine bâti et architectural

Objectif A.3.3 Poursuivre l'inventaire du patrimoine

Objectif A.3.4 Mieux protéger le patrimoine archéologique

Objectif A.3.5 Mieux connaître, protéger et valoriser le patrimoine culturel traditionnel et populaire, immatériel et matériel

Présentation de l'articulation du SCoT

Le DOO consacre une orientation complète de son Axe 1 à la valorisation de la richesse et de la diversité des paysages de son territoire. Ainsi, il prévoit la protection des paysages des massifs de reliefs emblématiques dont fait partie le massif du Luberon. Maintien des coupures paysagères, protection des paysages de reliefs des massifs emblématiques, préservation et mise en valeur des paysages agri-naturels, renforcement de la qualité paysagère et valorisation des accès visuels et physique à l'espace maritime, requalification des lisières, valorisation du patrimoine bâti sont autant de prescriptions qui répondent aux enjeux paysage évoqués dans les mesures de la charte du PNR du Luberon. Enfin, les seuils/couloirs de vue et les points d'appel visuels majeurs inscrits au plan de Parc ont été identifiés sur la carte concernant les paysages dans le DOO.

Le SCoT, dans son objectif 1.3.4 « Valoriser le patrimoine bâti et accompagner l'évolution du paysage urbain », entend de prendre en compte et valoriser la qualité des formes architecturales et urbaines composant les paysages urbains traditionnels ainsi que les éléments de patrimoine bâti et végétal remarquables marquant l'identité des tissus urbains traditionnels. Il favorise néanmoins, la création de nouvelles formes architecturales en garantissant une bonne insertion des constructions, le cas échéant, à la trame urbaine historique, au contexte topographique et paysager.

Enfin, le SCoT prévoit des recommandations et prescriptions spécifiques au PNRL pour encadrer les énergies renouvelables, assurer la bonne intégration paysagère de projet urbains.

Le SCoT est compatible

Mission B - DEVELOPPER ET MENAGER LE TERRITOIRE

Orientation B.1. Réussir un aménagement fin et cohérent de l'ensemble du territoire

Objectif B.1.1 Maîtriser la pression foncière et les conflits d'usages

Objectif B.1.2 Veiller à la compatibilité des documents d'urbanisme avec les mesures et les orientations de la Charte

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT est aujourd'hui l'outil clé à destination des territoires pour adopter une stratégie de développement plus économe en espace. C'est donc sans surprise qu'une partie conséquente du DOO est consacrée à cette thématique. Les obligations liées à la mise en œuvre du ZAN conduisent ainsi le SCoT à respecter des objectifs de réduction de l'artificialisation sur son territoire avec des échéances définies. Ainsi le DOO prévoit un développement dans l'enveloppe urbaine existante (P79) pour 70% des nouveaux logements. Cette forme de développement s'accompagne d'une politique de déplacement adaptée.

En ce qui concerne la protection des ENAF, elle se fait à plusieurs niveaux : au sein des réservoirs de biodiversité pour les espaces naturels et dans l'enveloppe agricole à pérenniser cartographiée dans le DOO.

Le SCoT consacre une orientation entière aux espaces agricoles avec deux objectifs distincts : 1.2.1 Protéger la capacité productive des espaces agricoles et leur rôle multifonctionnel et 1.2.2 Créer les conditions de leur viabilité pour soutenir le projet alimentaire territorial. La prescription 28 prévoit d'éviter l'urbanisation des secteurs agricoles équipés à l'irrigation et ceux facilement irrigables au sein de l'enveloppe agricole identifiée dans le DOO.

Le SCoT est compatible

Objectif B.1.3 Accroître la connaissance et la prise en compte des risques naturels et technologiques

Objectif B.1.4 Anticiper et réduire l'impact des aménagements



Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT consacre une partie importante de son DOO à la thématique des risques dans un contexte méditerranéen où le changement climatique joue un rôle important. La P268 pose le principe de la non-aggravation du risque et de sa limitation en interdisant le développement dans les secteurs d'aléas inappropriés. Il décline ensuite plusieurs prescriptions selon les différents types de risques ayant toutes comme objectif de prendre en compte le risque d'exposition de la population dans le futur développement du territoire.

Le SCoT est compatible

Objectif B.1.6 Diversifier de façon significative l'offre en logements de qualité

Présentation de l'articulation du SCoT

L'objectif 4-1 du SCoT est de satisfaire les besoins en logement dans toute leur diversité et notamment de favoriser une mixité sociale équilibrée pour faciliter les parcours résidentiels.

Le SCoT est compatible

Orientation B.2. Améliorer le cadre de vie et la qualité de la vie

Objectif B.2.2 Améliorer le traitement du végétal dans les villes et les villages

Objectif B.2.5 Participer à l'amélioration de la qualité du ciel nocturne

Présentation de l'articulation du SCoT

Favoriser la nature en ville est une des orientations de l'objectifs 4-5-1 qui prévoit d'aménager autrement dans le cadre de projets urbains innovants, adaptés au changement climatique et aux aspirations de demain (végétalisation de l'espace public, valorisation des cours d'eau, préservation d'espace de pleine terre, programmation de plantation dans les OAP)

Cette ambition est renouvelée dans l'objectif 5.1.4 Développer la nature en ville.

Cette notion de nature en ville est également exposée dans la cadre des prescriptions concernant les continuités écologiques afin de maintenir les continuités écologiques fonctionnelles situées dans des espaces urbains denses (corridors en pas japonais, TB liée aux ripisylves des cours d'eau).

Concernant l'optimisation de l'éclairage public, la P19 prévoit de prendre en compte la trame noire pour préserver la biodiversité nocturne. Une partie du PNR est identifiée comme une zone dans laquelle l'éclairage est à limiter au maximum. La P19 concerne également la trame noire et prévoit de maintenir et/ou restaurer la continuité des secteurs non éclairés notamment au sein des réservoirs de biodiversité et des corridors et leurs abords.

Le SCoT est compatible

Objectif B.2.6 Maintenir et développer la présence des services publics

Objectif B.2.7 Favoriser le maintien et le développement des activités de services, de l'artisanat et de commerce dans les villages

Présentation de l'articulation du SCoT

L'objectif 4-3 du SCoT ambitionne de dynamiser les cœurs de villes et villages pour renforcer leur attractivité. Le SCoT souhaite investir sur l'espace public et sur la valorisation patrimoniale pour inciter à la rénovation et au renouvellement du bâti ancien et faciliter la rénovation ou la restructuration de bâti permettant de confirmer ou retrouver des usages durables associant logement, activités, commerces, services.

Le SCoT dans son orientation 4.2, entend organiser une offre d'équipements et de services de proximité.

Il prévoit notamment de renforcer l'offre dans les pôles d'équilibre et les pôles de développement pour mieux desservir les bassins de vie et limiter les besoins en déplacement. Il prévoit également d'organiser le maillage du territoire en équipements de santé.

Le SCoT est compatible

Objectif B.2.8 Améliorer la qualité de l'eau

Objectif B.2.9 Améliorer la qualité de l'assainissement

Présentation de l'articulation du SCoT

Le projet de SCoT prévoit de nombreux objectifs de protection de la ressource en eau au niveau de l'axe 3 du PADD et de son ambition forte de garantir la disponibilité et la durabilité de la ressource. Ainsi le SCoT s'oriente vers la préservation des nappes souterraines en privilégiant les eaux superficielles, qui pour la Métropole sont le canal de Marseille et le canal de Provence alimentés tous deux par le système Durance-Verdon.

Concernant la disponibilité de la ressource en eau, le SCoT ambitionne de garantir celle-ci (point fort du PADD) en sécurisant durablement l'approvisionnement en eau potable. Il s'agit de garantir pour toutes les communes deux ressources pour l'alimentation en eau de ses administrés. De plus cette ambition est appuyée par l'objectif d'adapter les modalités d'aménagement du territoire en fonction de la disponibilité de la ressource en eau. Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau de l'objectif 5.4.1 « Préserver la ressource », notamment en assurant la protection des captages et des zones de sauvegarde (P251 et P252), en prenant en compte les enjeux de solidarité territoriale pour la gestion de la ressource (P253 et P254) et en assurant la sécurisation en eau potable de l'ensemble du territoire (P255 à P257). Il s'agit ainsi de prendre en compte la dépendance du territoire au système Durance-Verdon, le potentiel au niveau des ressources stratégiques et l'anticipation du risque de pénurie pour certaines communes du territoire. Toutefois, l'objectif d'adaptation des modalités d'aménagement ne semble pas être traduit dans le DOO, notamment le conditionnement de l'urbanisation à la disponibilité de la ressource.

Le SCoT ambitionne de limiter l'impact sur les milieux liés à l'assainissement collectif et non collectif dans le cadre de sa lutte contre les pollutions des cours d'eau et de la ressource en eau et d'adapter les modalités d'aménagement du territoire en fonction des infrastructures d'assainissement et de leur capacité épuratoire existantes et possibles (axe 3 du PADD).

Cela est traduit au niveau de l'objectif 5.4.1 avec notamment un raccordement obligatoire de tout nouveau projet d'urbanisation au réseau d'assainissement et que les capacités d'épuration soient suffisantes en tenant compte des pics d'effluents en période estivales (période touristique et étiage des cours d'eau).

Le SCoT est compatible

Objectif B.2.10 Réduire la production de déchets et améliorer leur traitement

Présentation de l'articulation du SCoT

Dans l'axe 4, le PADD ambitionne d'améliorer la gestion des déchets en faisant la promotion de l'économie circulaire et le réemploi, notamment en développant les filières et débouchés pour la valorisation des matériaux triés sur le territoire.

Afin d'accompagner le Port de Marseille-Fos dans sa transition énergétique et écologique, le DOO préconise d'organiser la déconstruction navale pour mieux structurer cette filière.

Ni le PADD, ni le DOO ne font état d'une stratégie territoriale d'économie circulaire. Néanmoins certaines prescriptions favorisent la mise en place d'une économie circulaire.

Le SCoT est compatible

Objectif B.2.11 Conforter des pratiques naissantes d'économie d'énergie et d'utilisation des énergies renouvelables

Présentation de l'articulation du SCoT



L'objectif 5.2.3 de l'axe 5 vise à encadrer la production des énergies renouvelables. Ainsi le SCoT oriente les nouvelles installations de production d'ENR sur les espaces déjà artificialisés ou anthropisés (terrains dégradés, toiture, carrière...). Ces installations doivent tenir compte des enjeux paysagers et ne pas impacter les espaces à enjeux environnementaux ni les capacités productives des espaces agricoles.

Enfin, une orientation du DOO concerne directement la nécessité de consommer moins d'énergie et de couvrir davantage les besoins du territoire en produisant localement des énergies renouvelables. Cela passe par une adaptation du bâti, une réduction des mobilités contraintes en fléchant le développement de l'activité et des logements au sein des pôles bénéficiant déjà.

Le SCoT est compatible

Objectif B.2.12 Améliorer et sécuriser les déplacements

Objectif B.2.13 Se mobiliser pour obtenir une amélioration de la qualité de l'air

Objectif B.2.14 Etre plus attentif à la qualité sonore du territoire

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT ambitionne dans son axe 1 du PADD de repenser la mobilité du territoire en poursuivant le développement du réseau de transports en commun autour de pôles d'échange multimodaux (PEM) en développement notamment un réseau cyclable à l'échelle des bassins de vie en lien avec le schéma régional des véloroutes. Ce développement se retrouve également au niveau de l'axe 5 concernant l'accessibilité du littoral. Cette traduction se fait notamment au niveau de l'objectif 2.2.4 du DOO avec le renforcement de la place du vélo autour d'un réseau d'itinéraires métropolitains (P101) et d'offre de stationnement, et l'objectif 3.5.3 en lien avec le cyclotourisme (P167).

Les itinéraires sont identifiés au niveau des cahiers de recommandation des 10 secteurs à enjeux SCoT.

Le SCoT affiche la volonté de réduire les pollutions. Il vise à limiter l'exposition des habitants actuels et futurs aux pollutions. Il s'agit en particulier d'orienter le développement urbain en tenant compte de l'exposition au bruit et à la pollution liée

à la proximité d'infrastructures de transport (routier, aérien), afin d'éloigner le plus possible les populations des nuisances associées.

Cette volonté est traduite dans le DOO au niveau des prescriptions :

P218 en réduisant les émissions à la source afin de diminuer le nombre de personnes exposées,

P219 en prenant en compte la qualité de l'air dans les projets d'aménagements et rénovation,

P220 en évitant l'implantation des établissements destinés à l'accueil de populations sensibles à proximité des sources de pollution.

Enfin, le SCoT identifie dans une prescription spécifique ainsi que sur la carte PNRL les zones de nature et de silence qui sont propres au territoire du PNRL.

Le SCoT est compatible

Mission C - CREER DES SYNERGIES ENTRE ENVIRONNEMENT DE QUALITE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Orientation C.1. Faire du développement de l'agriculture un enjeu du développement durable pour le parc

Objectif C.1.4 Soutenir les initiatives et les actions en faveur de l'installation de nouveaux agriculteurs et veiller à la sauvegarde de la vocation agricole et pastorale des terres

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT consacre une orientation entière aux espaces agricoles avec deux objectifs distincts : 1.2.1 Protéger la capacité productive des espaces agricoles et leur rôle multifonctionnel et 1.2.2 Créer les conditions de leur viabilité pour soutenir le projet alimentaire territorial. La prescription 3 prévoit d'éviter l'urbanisation des secteurs agricoles équipés à l'irrigation et ceux facilement irrigables au sein de l'enveloppe agricole identifiée dans le DOO.

Le SCoT est compatible

Orientation C.2. Mettre en œuvre les pratiques d'un tourisme durable

Objectif C.2.1 Conforter le développement d'un tourisme durable

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT ambitionne de favoriser le développement du tourisme en assurant les conditions favorables au développement d'une offre touristique métropolitaine qualitative et durable. A ce titre, le DOO identifie la nécessité de gérer la fréquentation touristique en organisant l'accessibilité des équipements d'accueil, en permettant des modes d'accès adaptés en fonction des flux (alternative à la voiture individuelle) et les aménagements et équipements adaptés au niveau des portes d'entrée des sites (P160).

Cela passe aussi par une diversification de l'offre touristique pour éviter de concentrer la fréquentation sur quelques sites emblématiques en identifiant et valorisant d'autres sites plus discrets et moins connus (P165).

Le SCoT est compatible

Orientation C.3. Améliorer les performances environnementales et l'attractivité des parcs d'activités et des entreprises

Objectif C.3.1 Contribuer à l'amélioration des performances environnementales des zones d'activités et des entreprises

Présentation de l'articulation du SCoT

L'objectif 3.3.3 du SCoT prévoit d'aménager pour qualifier les espaces d'activités et faciliter la transition énergétique et environnementale. Ainsi le SCoT ambitionne de renforcer l'insertion paysagère et la lisibilité des espaces d'activités économiques et de renforcer leur qualité environnementale et énergétique.

Le SCoT est compatible



Synthèse de l'articulation du SCoT avec la charte du PNR du Luberon

Objectif général	Orientation	Synthèse
Mission A - PROTÉGER LES PAYSAGES, TRANSMETTRE LES PATRIMOINES ET GERER DURABLEMENT LES RESSOURCES NATURELLES	Orientation A 1. Protéger et gérer la biodiversité	Le travail réalisé sur la TVB dans le cadre de l'élaboration du SCoT a fait l'objet de plusieurs échanges avec les PNR afin d'avoir une approche concertée sur l'identification des réservoirs de biodiversité et des corridors dans le SCoT. Ainsi, les zones de nature et de silence inscrites au PNR ont bien été repris dans la carte de la TVB. Le Scot a également défini des corridors qui relient le massif du Luberon aux massifs voisins (Alpilles, Ste Victoire et Côtes). Le SCoT protège les zones humides et plus largement la trame bleue via plusieurs prescriptions sur son territoire. Au-delà du repérage des corridors écologiques existants sur son territoire, le SCoT prévoit également de renforcer les corridors considérés comme fragilisés ou non fonctionnels.
	Orientation A 2. Protéger et gérer les ressources naturelles Objectif A.2.1 Faire émerger une gestion patrimoniale et raisonnée des sols	Le SCoT est aujourd'hui l'outil clé à destination des territoires pour adopter une stratégie de développement plus économe en espace. C'est donc sans surprise qu'une partie conséquente du DOO est consacrée à cette thématique. Les obligations liées à la mise en œuvre du ZAN conduisent ainsi le SCoT à respecter des objectifs de réduction de l'artificialisation sur son territoire avec des échéances définies. Ainsi le DOO prévoit un développement dans l'enveloppe urbaine existante (P79) pour 70% des nouveaux logements. Cette forme de développement s'accompagne d'une politique de déplacement adaptée. En ce qui concerne la protection des ENAF, elle se fait à plusieurs niveaux : au sein des réservoirs de biodiversité pour les espaces naturels et dans l'enveloppe agricole à pérenniser, cartographiée dans le DOO. Le SCoT consacre une orientation entière aux espaces agricoles avec deux objectifs distincts : 1.2.1 Protéger la capacité productive des espaces agricoles et leur rôle multifonctionnel et 1.2.2 Créer les conditions de leur viabilité pour soutenir le projet alimentaire territorial. La prescription 28 prévoit d'éviter l'urbanisation des secteurs agricoles équipés à l'irrigation et ceux facilement irrigables au sein de l'enveloppe agricole identifiée dans le DOO.
	Orientation A 2. Protéger et gérer les ressources naturelles Objectif A.2.2 Contribuer et veiller à la cohérence des politiques privées et publiques de protection et de valorisation de la forêt	L'activité forestière n'est pas oubliée dans le DOO qui lui consacre un objectif de son axe 5 consacré à la gestion durable de la ressource forestière. Ainsi le DOO prévoit une protection et une valorisation de la forêt en tenant compte de la pluralité de ses fonctions. Elle autorise les aménagements forestiers nécessaires à l'exploitation forestière et exige l'intégration des dispositions DFCI dans les documents d'urbanisme ainsi que les modalités d'entretien des chemins pour l'accès des secours ou encore le stockage d'eau. Une prescription concerne également le traitement des lisières, qui jouent un rôle important dans la lutte contre les incendies
	Orientation A 2. Protéger et gérer les ressources naturelles Objectif A.2.3 Protéger et gérer de façon cohérente l'eau et les rivières	Le projet de SCoT prévoit de nombreux objectifs de protection de la ressource en eau au niveau de l'axe 3 du PADD et de son ambition forte de garantir la disponibilité et la durabilité de la ressource. Ainsi le SCoT s'oriente vers la préservation des nappes souterraines en privilégiant les eaux superficielles, qui pour la Métropole sont le canal de Marseille et le canal de Provence alimentés tous deux par le système Durance-Verdon. Concernant la disponibilité de la ressource en eau, le SCoT ambitionne de garantir celle-ci (point fort du PADD) en sécurisant durablement l'approvisionnement en eau potable. Il s'agit de garantir pour toutes les communes deux ressources pour l'alimentation en eau de ses administrés. De plus cette ambition est appuyée par l'objectif d'adapter les modalités d'aménagement du territoire en fonction de la disponibilité de la ressource en eau. Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau de l'objectif 5.4.1 « Préserver la ressource », notamment en assurant la protection des captages et des zones de sauvegarde (P251 et P252), en prenant en compte les enjeux de solidarité territoriale pour la gestion de la ressource (P253 et P254) et en assurant la sécurisation en eau potable de l'ensemble du territoire (P255 à P257). Il s'agit ainsi de prendre en compte la dépendance du territoire au système Durance-Verdon, le potentiel au niveau des ressources stratégiques et l'anticipation du risque de pénurie pour certaines communes du territoire. Toutefois, l'objectif d'adaptation des modalités d'aménagement ne semble pas être traduit dans le DOO, notamment le conditionnement de l'urbanisation à la disponibilité de la ressource

COMPATIBILITE

	Orientation A 2. Protéger et gérer les ressources naturelles Objectif A.2.4 Gérer durablement les ressources minérales	COMPATIBILITE	<p>A ce jour, la partie du PNR concernée par le SCoT n'accueille pas de carrière en activité. Néanmoins, les prescriptions du SCoT permettent d'encadrer le développement de ce type d'activité au respect des enjeux liés à l'eau, au patrimoine paysager, géologique ou à la biodiversité. Le SCoT prévoit également une prescription spécifique pour éviter les activités d'extraction en nappe alluviale et phréatique de la Durance.</p> <p>Le SCoT favorise également l'utilisation de matériaux de substitution, ainsi que l'écoconstruction.</p>
	Orientation A 3. Protéger les paysages et valoriser le patrimoine culturel		<p>Le DOO consacre une orientation complète de son Axe 1 à la valorisation de la richesse et de la diversité des paysages de son territoire. Ainsi, il prévoit la protection des paysages des massifs de reliefs emblématiques dont fait partie le massif du Luberon. Maintien des coupures paysagères, protection des paysages de reliefs des massifs emblématiques, préservation et mise en valeur des paysages agri-naturels, renforcement de la qualité paysagère et valorisation des accès visuels et physique à l'espace maritime, requalification des lisières, valorisation du patrimoine bâti sont autant de prescriptions qui répondent aux enjeux paysage évoqués dans les mesures de la charte du PNR du Luberon. Enfin, les seuils/couloirs de vue et les points d'appel visuels majeurs inscrits au plan de Parc ont été identifiés sur la carte concernant les paysages dans le DOO.</p> <p>Le SCoT, dans son objectif 1.3.4 « Valoriser le patrimoine bâti et accompagner l'évolution du paysage urbain », entend de prendre en compte et valoriser la qualité des formes architecturales et urbaines composant les paysages urbains traditionnels ainsi que les éléments de patrimoine bâti et végétal remarquables marquant l'identité des tissus urbains traditionnels. Il favorise néanmoins, la création de nouvelles formes architecturales en garantissant une bonne insertion des constructions, le cas échéant, à la trame urbaine historique, au contexte topographique et paysager. Enfin, le SCoT prévoit des recommandations et prescriptions spécifiques au PNRL pour encadrer les énergies renouvelables, assurer la bonne intégration paysagère de projet urbains.</p>
Mission B - DEVELOPPER ET MENAGER LE TERRITOIRE	Orientation B.1. Réussir un aménagement fin et cohérent de l'ensemble du territoire Objectif B.1.1 Maîtriser la pression foncière et les conflits d'usages Objectif B.1.2 Veiller à la compatibilité des documents d'urbanisme avec les mesures et les orientations de la Charte		<p>Le SCoT est aujourd'hui l'outil clé à destination des territoires pour adopter une stratégie de développement plus économe en espace. C'est donc sans surprise qu'une partie conséquente du DOO est consacrée à cette thématique. Les obligations liées à la mise en œuvre du ZAN conduisent ainsi le SCoT à respecter des objectifs de réduction de l'artificialisation sur son territoire avec des échéances définies. Ainsi le DOO prévoit un développement dans l'enveloppe urbaine existante (P79) pour 70% des nouveaux logements. Cette forme de développement s'accompagne d'une politique de déplacement adaptée.</p> <p>En ce qui concerne la protection des ENAF, elle se fait à plusieurs niveaux : au sein des réservoirs de biodiversité pour les espaces naturels et dans l'enveloppe agricole à pérenniser cartographiée dans le DOO.</p> <p>Le SCoT consacre une orientation entière aux espaces agricoles avec deux objectifs distincts : 1.2.1 Protéger la capacité productive des espaces agricoles et leur rôle multifonctionnel et 1.2.2 Créer les conditions de leur viabilité pour soutenir le projet alimentaire territorial. La prescription 28 prévoit d'éviter l'urbanisation des secteurs agricoles équipés à l'irrigation et ceux facilement irrigables au sein de l'enveloppe agricole identifiée dans le DOO.</p>
	Orientation B.1. Réussir un aménagement fin et cohérent de l'ensemble du territoire Objectif B.1.3 Accroître la connaissance et la prise en compte des risques naturels et technologiques Objectif B.1.4 Anticiper et réduire l'impact des aménagements		<p>Le SCoT consacre une partie importante de son DOO à la thématique des risques dans un contexte méditerranéen où le changement climatique joue un rôle important. La P261 pose le principe de la non-aggravation du risque et de sa limitation en interdisant le développement dans les secteurs d'aléas inappropriés. Il décline ensuite plusieurs prescriptions selon les différents types de risques ayant toutes comme objectif de prendre en compte le risque d'exposition de la population dans le futur développement du territoire.</p>
	Orientation B.1. Réussir un aménagement fin et cohérent de l'ensemble du territoire		<p>L'objectif 4-1 du SCoT est de satisfaire les besoins en logement dans toute leur diversité et notamment de favoriser une mixité sociale équilibrée pour faciliter les parcours résidentiels</p>



	Objectif B.1.6 Diversifier de façon significative l'offre en logements de qualité	COMPATIBILITE	
	Orientation B.2. Améliorer le cadre de vie et la qualité de la vie Objectif B.2.2 Améliorer le traitement du végétal dans les villes et les villages Objectif B.2.5 Participer à l'amélioration de la qualité du ciel nocturne		<p>Favoriser la nature en ville est une des orientations de l'objectifs 4-5-1 qui prévoit d'aménager autrement dans le cadre de projets urbains innovants, adaptés au changement climatique et aux aspirations de demain (végétalisation de l'espace public, valorisation des cours d'eau, préservation d'espace de pleine terre, programmation de plantation dans les OAP)</p> <p>Cette ambition est renouvelée dans l'objectif 5.1.4 Développer la nature en ville.</p> <p>Cette notion de nature en ville est également exposée dans la cadre des prescriptions concernant les continuités écologiques afin de maintenir les continuités écologiques fonctionnelles situées dans des espaces urbains denses (corridors en pas japonais, TB liée aux ripisylves des cours d'eau).</p> <p>Concernant l'optimisation de l'éclairage public, la P19 prévoit de prendre en compte la trame noire pour préserver la biodiversité nocturne. Une partie du PNR est identifiée comme une zone dans laquelle l'éclairage est à limiter au maximum. La P19 concerne également la trame noire et prévoit de maintenir et/ou restaurer la continuité des secteurs non éclairés notamment au sein des réservoirs de biodiversité et des corridors et leurs abords.</p>
	Orientation B.2. Améliorer le cadre de vie et la qualité de la vie Objectif B.2.6 Maintenir et développer la présence des services publics Objectif B.2.7 Favoriser le maintien et le développement des activités de services, de l'artisanat et de commerce dans les villages		<p>L'objectif 4-3 du SCoT ambitionne de dynamiser les cœurs de villes et villages pour renforcer leur attractivité. Le SCoT souhaite investir sur l'espace public et sur la valorisation patrimoniale pour inciter à la rénovation et au renouvellement du bâti ancien et faciliter la rénovation ou la restructuration de bâti permettant de confirmer ou retrouver des usages durables associant logement, activités, commerces, services.</p> <p>Le SCoT dans son orientation 4.2, entend organiser une offre d'équipements et de services de proximité.</p> <p>Il prévoit notamment de renforcer l'offre dans les pôles d'équilibre et les pôles de développement pour mieux desservir les bassins de vie et limiter les besoins en déplacement. Il prévoit également d'organiser le maillage du territoire en équipements de santé.</p>
	Orientation B.2. Améliorer le cadre de vie et la qualité de la vie Objectif B.2.8 Améliorer la qualité de l'eau Objectif B.2.9 Améliorer la qualité de l'assainissement		<p>Le projet de SCoT prévoit de nombreux objectifs de protection de la ressource en eau au niveau de l'axe 3 du PADD et de son ambition forte de garantir la disponibilité et la durabilité de la ressource. Ainsi le SCoT s'oriente vers la préservation des nappes souterraines en privilégiant les eaux superficielles, qui pour la Métropole sont le canal de Marseille et le canal de Provence alimentés tous deux par le système Durance-Verdon.</p> <p>Concernant la disponibilité de la ressource en eau, le SCoT ambitionne de garantir celle-ci (point fort du PADD) en sécurisant durablement l'approvisionnement en eau potable. Il s'agit de garantir pour toutes les communes deux ressources pour l'alimentation en eau de ses administrés. De plus cette ambition est appuyée par l'objectif d'adapter les modalités d'aménagement du territoire en fonction de la disponibilité de la ressource en eau. Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau de l'objectif 5.4.1 « Préserver la ressource », notamment en assurant la protection des captages et des zones de sauvegarde (P251 et P252), en prenant en compte les enjeux de solidarité territoriale pour la gestion de la ressource (P253 et P254) et en assurant la sécurisation en eau potable de l'ensemble du territoire (P255 à P257). Il s'agit ainsi de prendre en compte la dépendance du territoire au système Durance-Verdon, le potentiel au niveau des ressources stratégiques et l'anticipation du risque de pénurie pour certaines communes du territoire. Toutefois, l'objectif d'adaptation des modalités d'aménagement ne semble pas être traduit dans le DOO, notamment le conditionnement de l'urbanisation à la disponibilité de la ressource.</p> <p>Le SCoT ambitionne de limiter l'impact sur les milieux liés à l'assainissement collectif et non collectif dans le cadre de sa lutte contre les pollutions des cours d'eau et de la ressource en eau et d'adapter les modalités d'aménagement du territoire en fonction des infrastructures d'assainissement et de leur capacité épuratoire existantes et possibles (axe 3 du PADD).</p> <p>Cela est traduit au niveau de l'objectif 5.4.1 avec notamment un raccordement obligatoire de tout nouveau projet d'urbanisation au réseau d'assainissement et que les capacités d'épuration soient suffisantes en tenant compte des pics d'effluents en période estivales (période touristique et étiage des cours d'eau).</p>

	Orientation B.2. Améliorer le cadre de vie et la qualité de la vie Objectif B.2.10 Réduire la production de déchets et améliorer leur traitement	COMPATIBILITE	<p>Dans l'axe 4, le PADD ambitionne d'améliorer la gestion des déchets en faisant la promotion de l'économie circulaire et le réemploi, notamment en développant les filières et débouchés pour la valorisation des matériaux triés sur le territoire.</p> <p>Afin d'accompagner le Port de Marseille-Fos dans sa transition énergétique et écologique, le DOO préconise d'organiser la déconstruction navale pour mieux structurer cette filière.</p> <p>Ni le PADD, ni le DOO ne font état d'une stratégie territoriale d'économie circulaire</p>
	Orientation B.2. Améliorer le cadre de vie et la qualité de la vie Objectif B.2.11 Conforter des pratiques naissantes d'économie d'énergie et d'utilisation des énergies renouvelables		<p>L'objectif 5.2.3 de l'axe 5 vise à encadrer la production des énergies renouvelables. Ainsi le SCoT oriente les nouvelles installations de production d'ENR sur les espaces déjà artificialisés ou anthropisés (terrains dégradés, toiture, carrière...).</p> <p>Ces installations doivent tenir compte des enjeux paysagers et ne pas impacter les espaces à enjeux environnementaux ni les capacités productives des espaces agricoles.</p> <p>Enfin, une orientation du DOO concerne directement la nécessité de consommer moins d'énergie et de couvrir davantage les besoins du territoire en produisant localement des énergies renouvelables. Cela passe par une adaptation du bâti, une réduction des mobilités contraintes en fléchant le développement de l'activité et des logements au sein des pôles bénéficiant déjà.</p>
	Orientation B.2. Améliorer le cadre de vie et la qualité de la vie Objectif B.2.12 Améliorer et sécuriser les déplacements Objectif B.2.13 Se mobiliser pour obtenir une amélioration de la qualité de l'air Objectif B.2.14 Etre plus attentif à la qualité sonore du territoire		<p>Le SCoT ambitionne dans son axe 1 du PADD de repenser la mobilité du territoire en poursuivant le développement du réseau de transports en commun autour de pôles d'échange multimodaux (PEM) en développement notamment un réseau cyclable à l'échelle des bassins de vie en lien avec le schéma régional des véloroutes. Ce développement se retrouve également au niveau de l'axe 5 concernant l'accessibilité du littoral. Cette traduction se fait notamment au niveau de l'objectif 2.2.4 du DOO avec le renforcement de la place du vélo autour d'un réseau d'itinéraires métropolitains (P101) et d'offre de stationnement, et l'objectif 3.5.3 en lien avec le cyclotourisme (P167).</p> <p>Les itinéraires sont identifiés au niveau des cahiers de recommandation des 10 secteurs à enjeux SCoT.</p> <p>Le SCoT affiche la volonté de réduire les pollutions. Il vise à limiter l'exposition des habitants actuels et futurs aux pollutions. Il s'agit en particulier d'orienter le développement urbain en tenant compte de l'exposition au bruit et à la pollution liée à la proximité d'infrastructures de transport (routier, aérien), afin d'éloigner le plus possible les populations des nuisances associées.</p> <p>Cette volonté est traduite dans le DOO au niveau des prescriptions :</p> <p>P218 en réduisant les émissions à la source afin de diminuer le nombre de personnes exposées,</p> <p>P219 en prenant en compte la qualité de l'air dans les projets d'aménagements et rénovation,</p> <p>P220 en évitant l'implantation des établissements destinés à l'accueil de populations sensibles à proximité des sources de pollution.</p> <p>Le SCoT identifie dans une prescription spécifique ainsi que sur la carte PNRL les zones de nature et de silence qui sont propres au territoire du PNRL.</p>
Mission C - CREER DES SYNERGIES ENTRE ENVIRONNEMENT DE QUALITE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	Orientation C.1. Faire du développement de l'agriculture un enjeu du développement durable pour le parc Objectif C.1.4 Soutenir les initiatives et les actions en faveur de l'installation de nouveaux agriculteurs et veiller à la sauvegarde de la vocation agricole et pastorale des terres		<p>Le SCoT consacre une orientation entière aux espaces agricoles avec deux objectifs distincts : 1.2.1 Protéger la capacité productive des espaces agricoles et leur rôle multifonctionnel et 1.2.2 Créer les conditions de leur viabilité pour soutenir le projet alimentaire territorial. La prescription 30 prévoit d'éviter l'urbanisation des secteurs agricoles équipés à l'irrigation et ceux facilement irrigables au sein de l'enveloppe agricole identifiée dans le DOO</p>



	<p>Orientation C.2. Mettre en œuvre les pratiques d'un tourisme durable</p> <p>Objectif C.2.1 Conforter le développement d'un tourisme durable</p>		<p>Le SCoT ambitionne de favoriser le développement du tourisme en assurant les conditions favorables au développement d'une offre touristique métropolitaine qualitative et durable. A ce titre, le DOO identifie la nécessité de gérer la fréquentation touristique en organisant l'accessibilité des équipements d'accueil, en permettant des modes d'accès adaptés en fonction des flux (alternative à la voiture individuelle) et les aménagements et équipements adaptés au niveau des portes d'entrée des sites (P160).</p> <p>Cela passe aussi par une diversification de l'offre touristique pour éviter de concentrer la fréquentation sur quelques sites emblématiques en identifiant et valorisant d'autres sites plus discrets et moins connus (P165).</p>
	<p>Orientation C.3. Améliorer les performances environnementales et l'attractivité des parcs d'activités et des entreprises</p> <p>Objectif C.3.1 Contribuer à l'amélioration des performances environnementales des zones d'activités et des entreprises</p>	COMPATIBILITE	<p>L'objectif 3.3.3 du SCoT prévoit d'aménager pour qualifier les espaces d'activités et faciliter la transition énergétique et environnementale. Ainsi le SCoT ambitionne de renforcer l'insertion paysagère et la lisibilité des espaces d'activités économiques et de renforcer leur qualité environnementale et énergétique.</p>

Ainsi le SCoT Aix Marseille Provence est bien compatible avec les objectifs et dispositions de la charte du PNR du Luberon.

Il en transpose les dispositions pertinentes

7.4 Le PNR des Alpilles

La charte du PNR des Alpilles est organisée autour de 5 grandes ambitions.

Parmi l'ensemble mesures contenues dans la charte, les dispositions pertinentes que le SCoT traduit sont les suivantes :

AMBITION 1 : PRÉSERVER ET TRANSMETTRE LES RICHESSES NATURELLES ET PAYSAGERES DES ALPILLES

Orientation 1.1 Préserver et favoriser la biodiversité des Alpilles

Mesure 1.1.2 : Préserver les espèces rares, menacées et à enjeu local de conservation

Préserver, dans leurs documents d'urbanisme, les secteurs à vocation naturelle et les secteurs à vocation agricole ;

Identifier les ripisylves et les haies avec des enjeux environnementaux, y compris en zones agricoles, et les protéger par des outils adaptés dans les documents d'urbanisme ;

Progresser vers l'extinction nocturne et concevoir l'éclairage public de façon à impacter le moins possible les espèces sensibles à la pollution lumineuse ;

Veiller à la prise en compte des enjeux faunistiques et floristiques dans les projets d'aménagements du territoire et les outils de planification ;

Mesure 1.1.3 : Maintenir et restaurer les habitats naturels

Préserver la vocation naturelle des habitats d'intérêt communautaire par un référencement adapté dans leurs documents d'urbanisme ;

Décliner les réservoirs et les continuités écologiques et les préserver par un classement adapté dans leurs documents d'urbanisme ;

Mesure 1.1.4 : Préserver les zones humides

Intégrer les ripisylves à préserver dans les documents d'urbanisme

Identifier et préserver les zones humides par un classement en zone naturelle dans les documents de planification et d'urbanisme

Veiller dans tout projet d'aménagement à étudier et à limiter les impacts directs ou indirects sur les zones humides ;

Mesure 1.1.5 : Favoriser les continuités écologiques

Intégrer, avec l'appui du Parc, la trame verte et bleue dans leurs documents de planification et d'urbanisme (SCoT, PLU ou PLUi) ainsi que dans leurs projets d'aménagement ;

Retranscrire les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques avec un zonage approprié dans les documents de planification et d'urbanisme ;

Identifier et préserver les haies et les ripisylves dans les documents d'urbanisme ;

Mesure 1.1.6 : Préserver et gérer la nature ordinaire

Veiller à la prise en compte des enjeux faunistiques et floristiques dans les projets d'aménagements du territoire et les outils de planification

Présentation de l'articulation du SCoT

Le travail réalisé sur la TVB dans le cadre de l'élaboration du SCoT a fait l'objet de plusieurs échanges avec le PNR afin d'avoir une approche concertée sur l'identification des réservoirs de biodiversité et des corridors dans le SCoT. Ainsi, les réservoirs de biodiversité inscrits au PNR ont bien été repris dans la carte de la TVB. Le SCoT a également défini des corridors qui relient le massif des Alpilles au massif du Luberon. Le plan de Parc ne repère pas de zone humide sur la partie concernée par le SCoT. Néanmoins, le SCoT protège les zones humides et plus largement la trame bleue via plusieurs prescriptions sur son territoire ce qui permettra de préserver des zones humides plus ponctuelles et non représentées au plan de Parc.

Au-delà du repérage des corridors écologiques existants sur son territoire, le SCoT prévoit également de renforcer les corridors considérés comme fragilisés ou non fonctionnels.

Concernant l'optimisation de l'éclairage public, la P21 prévoit de prendre en compte la trame noire pour préserver la biodiversité nocturne. Le PNR est identifié comme une zone dans laquelle l'éclairage est à limiter au maximum.

Elle prévoit également de maintenir et/ou restaurer la continuité des secteurs non éclairés notamment au sein des réservoirs de biodiversité et des corridors et leurs abords.

Le SCoT est compatible



Orientation 1.2. Préserver et valoriser les paysages spécifiques des Alpilles

Mesure 1.2.1 : Préserver les éléments structurants du paysage

Intégrer et préserver les éléments structurants du paysage dans les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement ;

Mettre en œuvre les objectifs de qualité paysagère spécifiques aux unités paysagères qui les concernent (cf. le cahier des paysages en annexe 3) ;

Préserver les paysages naturels remarquables, les zones visuellement sensibles, et les cônes de vue cartographiés par la Directive paysagère dans leurs documents d'urbanisme ;

Mesure 1.2.2 : Construire les paysages de demain

Intégrer et préserver les éléments structurants du paysage dans les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement ;

Préserver les paysages naturels remarquables, les zones visuellement sensibles et les cônes de vue cartographiés par la Directive paysagère dans leurs documents d'urbanisme et ne pas autoriser de constructions nouvelles non directement liées à l'exploitation agricole (DPA) ;

Présentation de l'articulation du SCoT

Le DOO consacre une orientation complète de son Axe 1 à la valorisation de la richesse et de la diversité des paysages de son territoire. Ainsi, il prévoit la protection des paysages des massifs de reliefs emblématiques dont fait partie le massif des Alpilles. Maintien des coupures paysagères, protection des paysages de reliefs des massifs emblématiques, préservation et mise en valeur des paysages agri-naturels, renforcement de la qualité paysagère et valorisation des accès visuels et physique à l'espace maritime, requalification des lisières, valorisation du patrimoine bâti sont autant de prescriptions qui répondent aux enjeux paysage évoqués dans les mesures de la charte du PNR des Alpilles. Enfin, les 1ers plans des cônes de vue et les routes de caractère inscrites au plan de Parc ont bien été identifiées sur la carte concernant les paysages dans le DOO. Sont en plus représentés sur la carte PNRA les structures paysagères de la DPA (alignement d'arbres, zone visuelle sensible, point de vue vers les paysages emblématiques) ainsi que les paysages naturels remarquables à préserver et valoriser. Par ailleurs, le SCoT prévoit des prescriptions spécifiques venant compléter les prescriptions générales du DOO.

Le SCoT est compatible

Orientation 1.3. Gérer durablement les ressources naturelles forestières, aquatiques et minérales

Mesure 1.3.1 : Promouvoir une stratégie forestière durable, multifonctionnelle et partagée

Prendre en compte et traduire les enjeux d'une forêt multifonctionnelle dans leurs projets d'aménagement et d'urbanisme au travers d'outils type Espace boisé classé (EBC)

Présentation de l'articulation du SCoT

L'activité forestière n'est pas oubliée dans le DOO qui lui consacre un objectif de son axe 5 consacré à la gestion durable de la ressource forestière. Ainsi le DOO prévoit une protection et une valorisation de la forêt en tenant compte de la pluralité de ses fonctions. Elle autorise les aménagements forestiers nécessaires à l'exploitation forestière et exige l'intégration des dispositions DFCI dans les documents d'urbanisme ainsi que les modalités d'entretien des chemins pour l'accès des secours ou encore le stockage d'eau. Le SCoT recommande par ailleurs de s'appuyer sur la stratégie forestière du PNRA. Enfin, une prescription concerne également le traitement des lisières, qui jouent un rôle important dans la lutte contre les incendies.

Le SCoT est compatible

Mesure 1.3.2 : Organiser une gestion durable, solidaire et concertée de la ressource en eau

Préserver le foncier agricole et le patrimoine hydraulique dans leurs documents d'urbanisme ;

Intégrer les zonages de vulnérabilité et de protection des masses d'eau souterraine dans leurs documents d'urbanisme

Prendre en compte la disponibilité de la ressource en eau dans leurs documents de planification et d'urbanisme ainsi que dans leurs projets d'aménagement

Présentation de l'articulation du SCoT

Le projet de SCoT prévoit de nombreux objectifs de protection de la ressource en eau au niveau de l'axe 3 du PADD et de son ambition forte de garantir la disponibilité et la durabilité de la ressource. Ainsi le SCoT s'oriente vers la préservation des nappes souterraines en privilégiant les eaux superficielles, qui pour la Métropole sont le canal de Marseille et le canal de Provence alimentés tous deux par le système Durance-Verdon.

Concernant la disponibilité de la ressource en eau, le SCoT ambitionne de garantir celle-ci (point fort du PADD) en sécurisant durablement l'approvisionnement en eau potable. Il s'agit de garantir pour toutes les communes deux ressources pour l'alimentation en eau de ses administrés. De plus cette ambition est appuyée par l'objectif d'adapter les modalités d'aménagement du territoire en fonction de la disponibilité de la ressource en eau. Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau de l'objectif 5.4.1 « Préserver la ressource », notamment en assurant la protection des captages et des zones de sauvegarde (P244 et P245), en prenant en compte les enjeux de solidarité territoriale pour la gestion de la ressource (P246 et P247) et en assurant la sécurisation en eau potable de l'ensemble du territoire (P248 à P250). Il s'agit ainsi de prendre en compte la dépendance du territoire au système Durance-Verdon, le potentiel au niveau des ressources stratégiques et l'anticipation du risque de pénurie pour certaines communes du territoire. Toutefois, l'objectif d'adaptation des modalités d'aménagement ne semble pas être traduit dans le DOO, notamment le conditionnement de l'urbanisation à la disponibilité de la ressource.

Le SCoT est compatible

Mesure 1.3.3 : Accompagner la gestion de la ressource minérale

Préserver les paysages naturels remarquables et toutes structures paysagères protégées et les continuités écologiques de leur territoire des sites potentiels d'extraction par un classement adapté dans leurs documents d'urbanisme

Favoriser l'utilisation de matériaux recyclés dans les ouvrages dont elles ont la maîtrise ou de provenance locale dans le bâti ;

Présentation de l'articulation du SCoT

A ce jour, la partie du PNR concernée par le SCoT accueille une carrière en activité. Les prescriptions du SCoT permettent d'encadrer le développement de ce type d'activité au respect des enjeux liés à l'eau, au patrimoine paysager, géologique ou à la biodiversité.

Le SCoT favorise également l'utilisation de matériaux de substitution, ainsi que l'écoconstruction.

Le SCoT est compatible

AMBITION 2 CULTIVER SES DIVERSITES POUR MAINTENIR SON DYNAMISME

Orientation 2.1 : S'engager dans une stratégie foncière maîtrisée et partagée

Mesure 2.1.1 : Animer une démarche globale pour conserver les grands équilibres de l'occupation de l'espace

Associer le Parc à l'élaboration, la modification et à la révision des documents d'urbanisme et de planification ;

Intégrer et préserver les éléments structurants du paysage dans les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement

Préserver les espaces agricoles et naturels identifiés dans les documents d'urbanisme afin de maintenir leur vocation ;

Réduire la consommation de l'espace selon les principes affichés dans la Charte ;

Mesure 2.1.2 : Préserver le foncier agricole en soutenant l'activité

Maintenir la vocation des terres agricoles en la pérennisant dans les documents d'urbanisme ;

Mesure 2.1.3 : Veiller à la qualité de l'urbanisme

Traduire les principes d'urbanisme durable explicités dans la Charte dans leurs documents d'urbanisme, en associant le syndicat mixte du Parc le plus en amont possible de leur procédure d'élaboration/ révision ;

Préserver les « limites d'urbanisation » identifiées au Plan de Parc,

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT est aujourd'hui l'outil clé à destination des territoires pour adopter une stratégie de développement plus économe en espace. C'est donc sans surprise qu'une partie conséquente du DOO est consacrée à cette thématique. Les obligations liées à la mise en œuvre du ZAN conduisent ainsi le SCoT à respecter des objectifs de réduction de l'artificialisation sur son territoire avec des échéances définies. Ainsi le DOO prévoit un développement dans l'enveloppe urbaine existante (P783) pour 70% des nouveaux logements et 75% des emplois (P87). De plus, il privilégie des modes d'urbanisation en continuité de l'enveloppe (P79). Cette forme de développement s'accompagne d'une politique de déplacement adaptée.

Les limites d'urbanisation du plan de parc devraient être respectées car sur Sénas le pourtour est classé en cœur de production agricole et sur Eyguières, à l'est et à l'Ouest, le classement est en réservoirs de biodiversité majeur.

En ce qui concerne la protection des ENAF, elle se fait à plusieurs niveaux : au sein des réservoirs de biodiversité pour les espaces naturels et dans l'enveloppe agricole à pérenniser cartographiée dans le DOO.

Le SCoT consacre une orientation entière aux espaces agricoles avec deux objectifs distincts : 1.2.1 Protéger la capacité productive des espaces agricoles et leur rôle multifonctionnel et 1.2.2 Créer les conditions de leur viabilité pour soutenir le projet alimentaire territorial. La prescription 28 prévoit d'éviter l'urbanisation des secteurs agricoles équipés à l'irrigation et ceux facilement irrigables au sein de l'enveloppe agricole identifiée dans le DOO.

Le SCoT prévoit également une prescription relative aux formes urbaines innovantes plus économes en espace mais prenant en compte également les besoins et les attentes des ménages.

Le SCoT est compatible

Orientation 2.2 : Promouvoir un habitat adapté aux besoins sociaux, environnementaux et économiques

Mesure 2.2.1 : Promouvoir la qualité de l'architecture et des opérations urbaines

Décliner les enjeux d'habitat et d'énergie du territoire dans leur document d'urbanisme

Préserver leur patrimoine bâti remarquable dans leur document d'urbanisme

Mesure 2.2.2 : Favoriser le développement d'une offre de logement variée et adaptée aux besoins

Intégrer dans leur document d'urbanisme les objectifs énoncés de diversification de l'offre de logement

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT, dans son objectif 1.3.4 « Valoriser le patrimoine bâti et accompagner l'évolution du paysage urbain », entend prendre en compte et valoriser la qualité des formes architecturales et urbaines composant les paysages urbains traditionnels ainsi que les éléments de patrimoine bâti et végétal remarquables marquant l'identité des tissus urbains traditionnels. Il favorise néanmoins, la création de nouvelles formes architecturales en garantissant une bonne insertion des constructions, le cas échéant, à la trame urbaine historique, au contexte topographique et paysager.

L'objectif 4-1 du SCoT est de satisfaire les besoins en logement dans toute leur diversité et notamment de favoriser une mixité sociale équilibrée pour faciliter les parcours résidentiels.

L'objectif 5.2.1 concerne la réduction des besoins en énergie, notamment en adaptant le bâti pour faire baisser la consommation énergétique.

Le SCoT est compatible

Orientation 2.3 Créer les conditions d'une fréquentation équilibrée du territoire dans le temps et dans l'espace

Mesure 2.3.1 : Optimiser la gestion de la fréquentation dans les espaces naturels

Contribuer à l'organisation raisonnée de la fréquentation et la coordination des sports de nature ;

Prendre en compte les enjeux de fréquentation dans la stratégie et l'offre touristique

Participer à l'aménagement de stationnements dédiés à l'accueil du public ;

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT ambitionne de favoriser le développement du tourisme en assurant les conditions favorables au développement d'une offre touristique métropolitaine qualitative et durable. A ce titre, le DOO identifie la nécessité de gérer la fréquentation touristique en organisant l'accessibilité des équipements d'accueil, en permettant des modes d'accès adaptés en fonction des flux (alternative à la voiture individuelle) et les aménagements et équipements adaptés au niveau des portes d'entrée des sites (P153).

Cela passe aussi par une diversification de l'offre touristique pour éviter de concentrer la fréquentation sur quelques sites emblématiques en identifiant et valorisant d'autres sites plus discrets et moins connus (P159).

Le SCoT recommande spécifiquement de s'appuyer sur le schéma de gestion et de la fréquentation élaboré par le parc des Alpilles.

Le SCoT est compatible

AMBITION 3 ACCOMPAGNER LES EVOLUTIONS POUR BIEN VIVRE DANS LES ALPILLES

Orientation 3.1 : Encourager un dynamisme économique respectueux du territoire et de ses ressources

Mesure 3.1.2 : Encourager une consommation responsable en développant les différents champs de l'économie circulaire

Contribuer au développement de filières de recyclage et de réutilisation des déchets et matériaux

Présentation de l'articulation du SCoT

Dans l'axe 4, le PADD ambitionne d'améliorer la gestion des déchets en faisant la promotion de l'économie circulaire et le réemploi, notamment en développant les filières et débouchés pour la valorisation des matériaux triés sur le territoire.

Afin d'accompagner le Port de Marseille-Fos dans sa transition énergétique et écologique, le DOO préconise d'organiser la déconstruction navale pour mieux structurer cette filière.

Ni le PADD, ni le DOO ne font état d'une stratégie territoriale d'économie circulaire. Néanmoins certaines prescriptions favorisent la mise en place d'une économie circulaire.

Le SCoT est compatible

Mesure 3.1.3 : Préserver et restaurer le dynamisme des centres de village

Conforter les espaces publics majeurs par des aménagements favorables au dynamisme des communes

Engager et soutenir des politiques de revitalisation des centres de villages ;

Conjuguer les formes urbaines innovantes et authentiques ;

Mener une politique volontariste en matière de déplacements ;

Promouvoir une architecture sobre et durable et inciter à l'utilisation de matériaux éco-performants de proximité, pour les réhabilitations et les aménagements nouveaux

Présentation de l'articulation du SCoT

L'objectif 4-3 du SCoT ambitionne de dynamiser les cœurs de villes et villages pour renforcer leur attractivité. Le SCoT souhaite investir sur l'espace public et sur la valorisation patrimoniale pour inciter à la rénovation et au renouvellement du bâti ancien et faciliter la rénovation ou la restructuration de bâti permettant de confirmer ou retrouver des usages durables associant logement, activités, commerces, services.

Le SCoT est compatible



Orientation 3.2 : S'investir dans un territoire où bien-être et qualité de vie sont accessibles à tous

Mesure 3.2.1 : Poursuivre l'amélioration de la qualité des espaces publics et du cadre de vie

Faciliter les circulations douces entre quartiers et centre ancien, entre Communes et contraindre les circulations motorisées ;

Optimiser l'éclairage public pour éclairer efficacement en réduisant l'impact environnemental ;

Maintenir la biodiversité ordinaire et ses fonctionnalités écologiques en milieu urbain ;

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT ambitionne dans son axe 1 du PADD de repenser la mobilité du territoire en poursuivant le développement du réseau de transports en commun autour de pôles d'échange multimodaux (PEM) en développement notamment un réseau cyclable à l'échelle des bassins de vie en lien avec le schéma régional des véloroutes. Ce développement se retrouve également au niveau de l'axe 5 concernant l'accessibilité du littoral. Cette traduction se fait notamment au niveau de l'objectif 2.2.4 du DOO avec le renforcement de la place du vélo autour d'un réseau d'itinéraires métropolitains (P96) et d'offre de stationnement (P97), et l'objectif 3.5.3 en lien avec le cyclotourisme (P161).

Les itinéraires sont identifiés au niveau des cahiers de recommandation des 10 secteurs à enjeux SCoT.

Concernant l'optimisation de l'éclairage public, la P19 prévoit de prendre en compte la trame noire pour préserver la biodiversité nocturne. Le PNR est identifié comme une zone dans laquelle l'éclairage est à limiter au maximum.

Favoriser la nature en ville est une des orientations de l'objectifs 4-5-1 qui prévoit d'aménager autrement dans le cadre de projets urbains innovants, adaptés au changement climatique et aux aspirations de demain (végétalisation de l'espace public, valorisation des cours d'eau, préservation d'espace de pleine terre, programmation de plantation dans les OAP)

Cette ambition est renouvelée dans l'objectif 5.1.4 Développer la nature en ville.

Cette notion de nature en ville est également exposée dans la cadre des prescriptions concernant les continuités écologiques afin de maintenir les continuités écologiques fonctionnelles situées dans des espaces urbains denses (corridors en pas japonais, TB liée aux ripisylves des cours d'eau).

Le SCoT est compatible

Mesure 3.2.2 : Promouvoir des pratiques favorables à la santé

Mettre en œuvre les principes de précaution lorsqu'il existe des risques potentiels sur la santé humaine

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT affiche la volonté de réduire les pollutions. Il vise à limiter l'exposition des habitants actuels et futurs aux pollutions. Il s'agit en particulier d'orienter le développement urbain en tenant compte de l'exposition au bruit et à la pollution liée à la proximité d'infrastructures de transport (routier, aérien), afin d'éloigner le plus possible les populations des nuisances associées.

Cette volonté est traduite dans le DOO au niveau des prescriptions :

P211 en réduisant les émissions à la source afin de diminuer le nombre de personnes exposées,

P212 en prenant en compte la qualité de l'air dans les projets d'aménagements et rénovation,

P213 en évitant l'implantation des établissements destinés à l'accueil de populations sensibles à proximité des sources de pollution.

Le SCoT est compatible

Mesure 3.2.3 : Contribuer à une offre de services aux habitants et à une solidarité sociale et intergénérationnelle

Veiller à l'organisation et au maillage cohérent de l'offre de services à l'échelle de leur territoire

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT dans son orientation 4.2, entend organiser une offre d'équipements et de services de proximité.

Il prévoit notamment de renforcer l'offre dans les pôles d'équilibre et les pôles de développement pour mieux desservir les bassins de vie et limiter les besoins en déplacement. Il prévoit également d'organiser le maillage du territoire en équipements de santé.

Le SCoT est compatible

Orientation 3.3 : Accompagner le territoire au changement climatique en faisant des Alpilles un territoire exemplaire

Mesure 3.3.1 : Orienter les consommations énergétiques vers des pratiques plus sobres et plus efficaces

Requalifier leurs ZAE dans une perspective d'efficience et de sobriété énergétique

Mesure 3.3.2 : Accompagner le développement des énergies renouvelables

Mettre en œuvre les préconisations de la Charte encadrant l'implantation des projets d'ENR

Présentation de l'articulation du SCoT

L'objectif 5.2.3 de l'axe 5 vise à encadrer la production des énergies renouvelables. Ainsi le SCoT oriente les nouvelles installations de production d'ENR sur les espaces déjà artificialisés ou anthropisés (terrains dégradés, toiture, carrière...). Ces installations doivent tenir compte des enjeux paysagers et ne pas impacter les espaces à enjeux environnementaux ni les capacités productives des espaces agricoles.

Enfin, une orientation du DOO concerne directement la nécessité de consommer moins d'énergie et de couvrir davantage les besoins du territoire en produisant localement des énergies renouvelables. Cela passe par une adaptation du bâti, une réduction des mobilités contraintes en fléchant le développement de l'activité et des logements au sein des pôles bénéficiant déjà

Concernant les ZAE, le DOO demande que dans les secteurs délimités par les PLUi, en particulier dans les zones d'activités, des dispositifs de production d'énergie renouvelable complémentaires, à l'échelle de chaque construction ou opération d'ensemble. Il prévoit également la recherche de sobriété énergétique pour les opérations d'aménagement et de construction nouvelles ou en renouvellement.

Le SCoT est compatible

Mesure 3.3.3 : Encourager la mutation des mobilités

Intégrer dans leurs documents de planification urbaine (PLU, PLUi, SCoT) le développement des modes actifs, notamment piéton et cycliste, prioritairement à la voiture ainsi qu'une organisation de la ville qui n'accroît pas les distances entre lieux de vie et les différentes fonctions de la vie quotidienne (équipements, commerces, emplois...)



Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT ambitionne dans son axe 1 du PADD de repenser la mobilité du territoire en poursuivant le développement du réseau de transports en commun autour de pôles d'échange multimodaux (PEM) en développement notamment un réseau cyclable à l'échelle des bassins de vie en lien avec le schéma régional des véloroutes. Ce développement se retrouve également au niveau de l'axe 5 concernant l'accessibilité du littoral. Cette traduction se fait notamment au niveau de l'objectif 2.2.4 du DOO avec le renforcement de la place du vélo autour d'un réseau d'itinéraires métropolitains (P96) et d'offre de stationnement (P97), et l'objectif 3.5.3 en lien avec le cyclotourisme (P161).

Les itinéraires sont identifiés au niveau des cahiers de recommandation des 10 secteurs à enjeux SCoT.

Le SCoT est compatible

Mesure 3.3.4 : Anticiper et accompagner la prise en compte des risques naturels

Intégrer la problématique des risques naturels dans leurs documents de planification et d'urbanisme ainsi que dans leurs projets d'aménagement

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT consacre une partie importante de son DOO à la thématique des risques dans un contexte méditerranéen où le changement climatique joue un rôle important. La P261 pose le principe de la non-aggravation du risque et de sa limitation en interdisant le développement dans les secteurs d'aléas inappropriés. Il décline ensuite plusieurs prescriptions selon les différents types de risques ayant toutes comme objectif de prendre en compte le risque d'exposition de la population dans le futur développement du territoire.

Le SCoT est compatible

AMBITION 4 FEDERER LE TERRITOIRE ET VALORISER SES PATRIMOINES

Orientation 4.1 : Faire vivre la culture sur le territoire des Alpilles

Mesure 4.1.1 : Préserver et valoriser les patrimoines culturels

Respecter et faire respecter l'identité et les caractères architecturaux du patrimoine bâti en particulier au travers des documents d'urbanisme

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT, dans son objectif 1.3.4 « Valoriser le patrimoine bâti et accompagner l'évolution du paysage urbain », entend de prendre en compte et valoriser la qualité des formes architecturales et urbaines composant les paysages urbains traditionnels ainsi que les éléments de patrimoine bâti et végétal remarquables marquant l'identité des tissus urbains traditionnels. Il favorise néanmoins, la création de nouvelles formes architecturales en garantissant une bonne insertion des constructions, le cas échéant, à la trame urbaine historique, au contexte topographique et paysager.

Le SCoT est compatible

Synthèse de l'articulation du SCoT avec la charte du PNR des Alpilles

Objectif général	Disposition		Synthèse
Orientation 1.1 Préserver et favoriser la biodiversité des Alpilles	Mesure 1.1.2 : Préserver les espèces rares, menacées et à enjeu local de conservation	COMPATIBILITE	<p>Le travail réalisé sur la TVB dans le cadre de l'élaboration du SCoT a fait l'objet de plusieurs échanges avec le PNR afin d'avoir une approche concertée sur l'identification des réservoirs de biodiversité et des corridors dans le SCoT. Ainsi, les réservoirs de biodiversité inscrits au PNR ont bien été repris dans la carte de la TVB. Le Scot a également défini des corridors qui relient le massif des Alpilles au massif du Luberon. Le plan de Parc ne repère pas de zone humide sur la partie concernée par le SCoT. Néanmoins, le SCoT protège les zones humides et plus largement la trame bleue via plusieurs prescriptions sur son territoire ce qui permettra de préserver des zones humides plus ponctuelles et non représentées au plan de Parc.</p> <p>Au-delà du repérage des corridors écologiques existants sur son territoire, le SCoT prévoit également de renforcer les corridors considérés comme fragilisés ou non fonctionnels.</p> <p>Concernant l'optimisation de l'éclairage public, la P21 prévoit de prendre en compte la trame noire pour préserver la biodiversité nocturne. Le PNR est identifié comme une zone dans laquelle l'éclairage est à limiter au maximum.</p> <p>Elle prévoit également de maintenir et/ou restaurer la continuité des secteurs non éclairés notamment au sein des réservoirs de biodiversité et des corridors et leurs abords.</p>
	Mesure 1.1.3 : Maintenir et restaurer les habitats naturels		
	Mesure 1.1.4 : Préserver les zones humides		
	Mesure 1.1.5 : Favoriser les continuités écologiques		
	Mesure 1.1.6 : Préserver et gérer la nature ordinaire		
Orientation 1.2. Préserver et valoriser les paysages spécifiques des Alpilles	Mesure 1.2.1 : Préserver les éléments structurants du paysage		<p>Le DOO consacre une orientation complète de son Axe 1 à la valorisation de la richesse et de la diversité des paysages de son territoire. Ainsi, il prévoit la protection des paysages des massifs de reliefs emblématiques dont fait partie le massif des Alpilles. Maintien des coupures paysagères, protection des paysages de reliefs des massifs emblématiques, préservation et mise en valeur des paysages agri-naturels, renforcement de la qualité paysagère et valorisation des accès visuels et physique à l'espace maritime, requalification des lisières, valorisation du patrimoine bâti sont autant de prescriptions qui répondent aux enjeux paysage évoqués dans les mesures de la charte du PNR des Alpilles. Enfin, les 1ers plans des cônes de vue et les routes de caractère inscrites au plan de Parc ont bien été identifiées sur la carte concernant les paysages dans le DOO. Sont en plus représentés sur la carte PNRA les structures paysagères de la DPA (alignement d'arbres, zone visuelle sensible, point de vue vers les paysages emblématiques) ainsi que les paysages naturels remarquables à préserver et valoriser. Par ailleurs, le SCoT prévoit des prescriptions spécifiques venant compléter les prescriptions générales du DOO.</p>
	Mesure 1.2.2 : Construire les paysages de demain		
Orientation 1.3. Gérer durablement les ressources naturelles forestières, aquatiques et minérales	Mesure 1.3.1 : Promouvoir une stratégie forestière durable, multifonctionnelle et partagée		<p>L'activité forestière n'est pas oubliée dans le DOO qui lui consacre un objectif de son axe 5 consacré à la gestion durable de la ressource forestière. Ainsi le DOO prévoit une protection et une valorisation de la forêt en tenant compte de la pluralité de ses fonctions. Elle autorise les aménagements forestiers nécessaires à l'exploitation forestière et exige l'intégration des dispositions DFCI dans les documents d'urbanisme ainsi que les modalités d'entretien des chemins pour l'accès des secours ou encore le stockage d'eau. Le SCoT recommande par ailleurs de s'appuyer sur la stratégie forestière du PNRA. Enfin, une prescription concerne également le traitement des lisières, qui jouent un rôle important dans la lutte contre les incendies</p> <p>Le projet de SCoT prévoit de nombreux objectifs de protection de la ressource en eau au niveau de l'axe 3 du PADD et de son ambition forte de garantir la disponibilité et la durabilité de la ressource. Ainsi le SCoT s'oriente vers la préservation des nappes souterraines en privilégiant les eaux superficielles, qui pour la Métropole sont le canal de Marseille et le canal de Provence alimentés tous deux par le système Durance-Verdon.</p> <p>Concernant la disponibilité de la ressource en eau, le SCoT ambitionne de garantir celle-ci (point fort du PADD) en sécurisant durablement l'approvisionnement en eau potable. Il s'agit de garantir pour toutes les communes deux ressources pour l'alimentation en eau de ses administrés. De plus cette ambition est appuyée par l'objectif d'adapter les modalités d'aménagement du territoire en fonction de la disponibilité de la ressource en eau. Ces ambitions sont traduites dans le DOO au niveau de l'objectif 5.4.1 « Préserver la ressource », notamment en assurant la protection des captages et des zones de sauvegarde (P244 et P245), en prenant en compte les enjeux de solidarité territoriale pour la gestion de la ressource (P246 et P247) et en assurant la sécurisation en eau potable de l'ensemble du territoire (P248 à P250). Il s'agit ainsi de prendre en compte la dépendance du territoire au système Durance-Verdon, le potentiel au niveau des ressources stratégiques et l'anticipation du risque de pénurie pour certaines communes du territoire. Toutefois, l'objectif d'adaptation des modalités</p>
	Mesure 1.3.2 : Organiser une gestion durable, solidaire et concertée de la ressource en eau		



			d'aménagement ne semble pas être traduit dans le DOO, notamment le conditionnement de l'urbanisation à la disponibilité de la ressource
	Mesure 1.3.3 : Accompagner la gestion de la ressource minérale		A ce jour, la partie du PNR concernée par le SCoT accueille une carrière en activité. Les prescriptions du SCoT permettent d'encadrer le développement de ce type d'activité au respect des enjeux liés à l'eau, au patrimoine paysager, géologique ou à la biodiversité. Le SCoT favorise également l'utilisation de matériaux de substitution, ainsi que l'écoconstruction.
Orientation 2.1 : S'engager dans une stratégie foncière maîtrisée et partagée	Mesure 2.1.1 : Animer une démarche globale pour conserver les grands équilibres de l'occupation de l'espace	COMPATIBILITE	Le SCoT est aujourd'hui l'outil clé à destination des territoires pour adopter une stratégie de développement plus économe en espace. C'est donc sans surprise qu'une partie conséquente du DOO est consacrée à cette thématique. Les obligations liées à la mise en œuvre du ZAN conduisent ainsi le SCoT à respecter des objectifs de réduction de l'artificialisation sur son territoire avec des échéances définies. Ainsi le DOO prévoit un développement dans l'enveloppe urbaine existante (P83) pour 70% des nouveaux logements, 75% des emplois et privilégie des modes d'urbanisation en continuité de l'enveloppe (P79) Cette forme de développement s'accompagne d'une politique de déplacement adaptée.
	Mesure 2.1.2 : Préserver le foncier agricole en soutenant l'activité		Les limites d'urbanisation du plan de parc devraient être respectées. En effet, sur Sénas le pourtour est classé en cœur de production agricole et sur Eyguières à l'est et à l'Ouest c'est classé en RBM
	Mesure 2.1.3 : Veiller à la qualité de l'urbanisme		En ce qui concerne la protection des ENAF, elle se fait à plusieurs niveaux : au sein des réservoirs de biodiversité pour les espaces naturels et dans l'enveloppe agricole à pérenniser cartographiée dans le DOO. Le SCoT consacre une orientation entière aux espaces agricoles avec deux objectifs distincts : 1.2.1 Protéger la capacité productive des espaces agricoles et leur rôle multifonctionnel et 1.2.2 Créer les conditions de leur viabilité pour soutenir le projet alimentaire territorial. La prescription 30 prévoit d'éviter l'urbanisation des secteurs agricoles équipés à l'irrigation et ceux facilement irrigables au sein de l'enveloppe agricole identifiée dans le DOO.
Orientation 2.2 : Promouvoir un habitat adapté aux besoins sociaux, environnementaux et économiques	Mesure 2.2.1 : Promouvoir la qualité de l'architecture et des opérations urbaines		Le SCoT, dans son objectif 1.3.4 « Valoriser le patrimoine bâti et accompagner l'évolution du paysage urbain », entend prendre en compte et valoriser la qualité des formes architecturales et urbaines composant les paysages urbains traditionnels ainsi que les éléments de patrimoine bâti et végétal remarquables marquant l'identité des tissus urbains traditionnels. Il favorise néanmoins, la création de nouvelles formes architecturales en garantissant une bonne insertion des constructions, le cas échéant, à la trame urbaine historique, au contexte topographique et paysager.
	Mesure 2.2.2 : Favoriser le développement d'une offre de logement variée et adaptée aux besoins		L'objectif 4-1 du SCoT est de satisfaire les besoins en logement dans toute leur diversité et notamment de favoriser une mixité sociale équilibrée pour faciliter les parcours résidentiels. L'objectif 5.2.1 concerne la réduction des besoins en énergie, notamment en adaptant le bâti pour faire baisser la consommation énergétique.
Orientation 2.3 Créer les conditions d'une fréquentation équilibrée du territoire dans le temps et dans l'espace	Mesure 2.3.1 : Optimiser la gestion de la fréquentation dans les espaces naturels		Le SCoT ambitionne de favoriser le développement du tourisme en assurant les conditions favorables au développement d'une offre touristique métropolitaine qualitative et durable. A ce titre, le DOO identifie la nécessité de gérer la fréquentation touristique en organisant l'accessibilité des équipements d'accueil, en permettant des modes d'accès adaptés en fonction des flux (alternative à la voiture individuelle) et les aménagements et équipements adaptés au niveau des portes d'entrée des sites (P160). Cela passe aussi par une diversification de l'offre touristique pour éviter de concentrer la fréquentation sur quelques sites emblématiques en identifiant et valorisant d'autres sites plus discrets et moins connus (P165). Le SCoT recommande spécifiquement de s'appuyer sur le schéma de gestion et de la fréquentation élaboré par le parc des Alpilles.

Orientation 3.1 : Encourager un dynamisme économique respectueux du territoire et de ses ressources	Mesure 3.1.2 : Encourager une consommation responsable en développant les différents champs de l'économie circulaire	COMPATIBILITE	<p>Dans l'axe 4, le PADD ambitionne d'améliorer la gestion des déchets en faisant la promotion de l'économie circulaire et le réemploi, notamment en développant les filières et débouchés pour la valorisation des matériaux triés sur le territoire.</p> <p>Afin d'accompagner le Port de Marseille-Fos dans sa transition énergétique et écologique, le DOO préconise d'organiser la déconstruction navale pour mieux structurer cette filière.</p> <p>Ni le PADD, ni le DOO ne font état d'une stratégie territoriale d'économie circulaire. Néanmoins certaines prescriptions favorisent la mise en place d'une économie circulaire.</p>
	Mesure 3.1.3 : Préserver et restaurer le dynamisme des centres de village		L'objectif 4-3 du SCoT ambitionne de dynamiser les cœurs de villes et villages pour renforcer leur attractivité. Le SCoT souhaite investir sur l'espace public et sur la valorisation patrimoniale pour inciter à la rénovation et au renouvellement du bâti ancien et faciliter la rénovation ou la restructuration de bâti permettant de confirmer ou retrouver des usages durables associant logement, activités, commerces, services.
Orientation 3.2 : S'investir dans un territoire où bien-être et qualité de vie sont accessibles à tous	Mesure 3.2.1 : Poursuivre l'amélioration de la qualité des espaces publics et du cadre de vie	COMPATIBILITE	<p>Le SCoT ambitionne dans son axe 1 du PADD de repenser la mobilité du territoire en poursuivant le développement du réseau de transports en commun autour de pôles d'échange multimodaux (PEM) en développement notamment un réseau cyclable à l'échelle des bassins de vie en lien avec le schéma régional des véloroutes. Ce développement se retrouve également au niveau de l'axe 5 concernant l'accessibilité du littoral. Cette traduction se fait notamment au niveau de l'objectif 2.2.4 du DOO avec le renforcement de la place du vélo autour d'un réseau d'itinéraires métropolitains (P101) et d'offre de stationnement (P104, P191), et l'objectif 3.5.3 en lien avec le cyclotourisme (P167).</p> <p>Les itinéraires sont identifiés au niveau des cahiers de recommandation des 10 secteurs à enjeux SCoT.</p> <p>Concernant l'optimisation de l'éclairage public, la P21 prévoit de prendre en compte la trame noire pour préserver la biodiversité nocturne. Le DOO consacre l'objectif 5.1.6 pour inscrire des recommandations pour limiter les nuisances liées à la pollution lumineuse. Le PNR est identifié comme une zone dans laquelle l'éclairage est à limiter au maximum.</p> <p>Favoriser la nature en ville est une des orientations de l'objectifs 4-5-1 qui prévoit d'aménager autrement dans le cadre de projets urbains innovants, adaptés au changement climatique et aux aspirations de demain (végétalisation de l'espace public, valorisation des cours d'eau, préservation d'espace de pleine terre, programmation de plantation dans les OAP)</p> <p>Cette ambition est renouvelée dans l'objectif 5.1.5 Développer la nature en ville.</p> <p>Cette notion de nature en ville est également exposée dans la cadre des prescriptions concernant les continuités écologiques afin de maintenir les continuités écologiques fonctionnelles situées dans des espaces urbains denses (corridors en pas japonais, TB liée aux ripisylves des cours d'eau).</p>
	Mesure 3.2.2 : Promouvoir des pratiques favorables à la santé		<p>Le SCoT affiche la volonté de réduire les pollutions. Il vise à limiter l'exposition des habitants actuels et futurs aux pollutions. Il s'agit en particulier d'orienter le développement urbain en tenant compte de l'exposition au bruit et à la pollution liée à la proximité d'infrastructures de transport (routier, aérien), afin d'éloigner le plus possible les populations des nuisances associées.</p> <p>Cette volonté est traduite dans le DOO au niveau des prescriptions :</p> <p>P218 en réduisant les émissions à la source afin de diminuer le nombre de personnes exposées,</p> <p>P219 en prenant en compte la qualité de l'air dans les projets d'aménagements et rénovation,</p> <p>P220 en évitant l'implantation des établissements destinés à l'accueil de populations sensibles à proximité des sources de pollution.</p>
	Mesure 3.2.3 : Contribuer à une offre de services aux habitants et à une solidarité sociale et intergénérationnelle		<p>Le SCoT dans son orientation 4.2, entend organiser une offre d'équipements et de services de proximité.</p> <p>Il prévoit notamment de renforcer l'offre dans les pôles d'équilibre et les pôles de développement pour mieux desservir les bassins de vie et limiter les besoins en déplacement. Il prévoit également d'organiser le maillage du territoire en équipements de santé.</p>



Orientation 3.3 : Accompagner le territoire au changement climatique en faisant des Alpilles un territoire exemplaire	Mesure 3.3.1 : Orienter les consommations énergétiques vers des pratiques plus sobres et plus efficaces	COMPATIBILITE	L'objectif 5.2.3 de l'axe 5 vise à encadrer la production des énergies renouvelables. Ainsi le SCoT oriente les nouvelles installations de production d'ENR sur les espaces déjà artificialisés ou anthropisés (terrains dégradés, toiture, carrière...). Ces installations doivent tenir compte des enjeux paysagers et ne pas impacter les espaces à enjeux environnementaux ni les capacités productives des espaces agricoles.
	Mesure 3.3.2 : Accompagner le développement des énergies renouvelables		Enfin, une orientation du DOO concerne directement la nécessité de consommer moins d'énergie et de couvrir davantage les besoins du territoire en produisant localement des énergies renouvelables. Cela passe par une adaptation du bâti, une réduction des mobilités contraintes en fléchant le développement de l'activité et des logements au sein des pôles bénéficiant déjà
	Mesure 3.3.3 : Encourager la mutation des mobilités		Concernant les ZAE, le DOO demande que dans les secteurs délimités par les PLU(i), en particulier dans les zones d'activités, des dispositifs de production d'énergie renouvelable complémentaires, à l'échelle de chaque construction ou opération d'ensemble. Il prévoit également la recherche de sobriété énergétique pour les opérations d'aménagement et de construction nouvelles ou en renouvellement.
	Mesure 3.3.4 : Anticiper et accompagner la prise en compte des risques naturels		Le SCoT ambitionne dans son axe 1 du PADD de repenser la mobilité du territoire en poursuivant le développement du réseau de transports en commun autour de pôles d'échange multimodaux (PEM) en développement notamment un réseau cyclable à l'échelle des bassins de vie en lien avec le schéma régional des véloroutes. Ce développement se retrouve également au niveau de l'axe 5 concernant l'accessibilité du littoral. Cette traduction se fait notamment au niveau de l'objectif 2.2.5 du DOO avec le renforcement de la place du vélo autour d'un réseau d'itinéraires métropolitains (P101) et d'offre de stationnement (P102), et l'objectif 3.5.3 en lien avec le cyclotourisme (P167). Les itinéraires sont identifiés au niveau des cahiers de recommandation des 10 secteurs à enjeux SCoT.
Orientation 4.1 : Faire vivre la culture sur le territoire des Alpilles	Mesure 4.1.1 : Préserver et valoriser les patrimoines culturels		Le SCoT, dans son objectif 1.3.4 « Valoriser le patrimoine bâti et accompagner l'évolution du paysage urbain », entend de prendre en compte et valoriser la qualité des formes architecturales et urbaines composant les paysages urbains traditionnels ainsi que les éléments de patrimoine bâti et végétal remarquables marquant l'identité des tissus urbains traditionnels. Il favorise néanmoins, la création de nouvelles formes architecturales en garantissant une bonne insertion des constructions, le cas échéant, à la trame urbaine historique, au contexte topographique et paysager.

Ainsi le SCoT Aix Marseille Provence est bien compatible avec les objectifs et dispositions de la charte du PNR des Alpilles.

Il en transpose les dispositions pertinentes

8. La Directive Paysagère des Alpilles (DPA)

La directive Paysagère des Alpilles, traduite dans la charte du Parc, est constituée de 3 objectifs déclinés en principes de protection des structures paysagères :

ORIENTATION 1 : MAINTENIR LES ELEMENTS LINEAIRES MARQUEURS DU PAYSAGE SUR TOUT LE POURTOUR DU MASSIF.

- Le réseau hydrographique et hydraulique composé par les gaudres (ruisseaux naturels), canaux d'irrigations, filioles d'arrosage (branches secondaires des canaux), fossés et canaux d'assainissement devront être préservés et leur gestion pérennisée. Dans le cas d'une modernisation les travaux se feront dans le respect de la forme des ouvrages, des matériaux traditionnels, du traitement qualitatif des abords, du maintien des ripisylves
- Les alignements d'arbres remarquables cartographiés seront pérennisés, entretenus, (traitement des arbres malades, maintien des essences, élagage doux) et renouvelés si nécessaire.
- Le patrimoine routier (pierres taillées, ouvrages d'art, parapets..) sera conservé et entretenu avec les matériaux d'origine. Les aménagements nécessaires à la sécurité des usagers seront réalisés dans le souci de qualité et d'intégration aux paysages en respectant ou renforçant les structures paysagères.

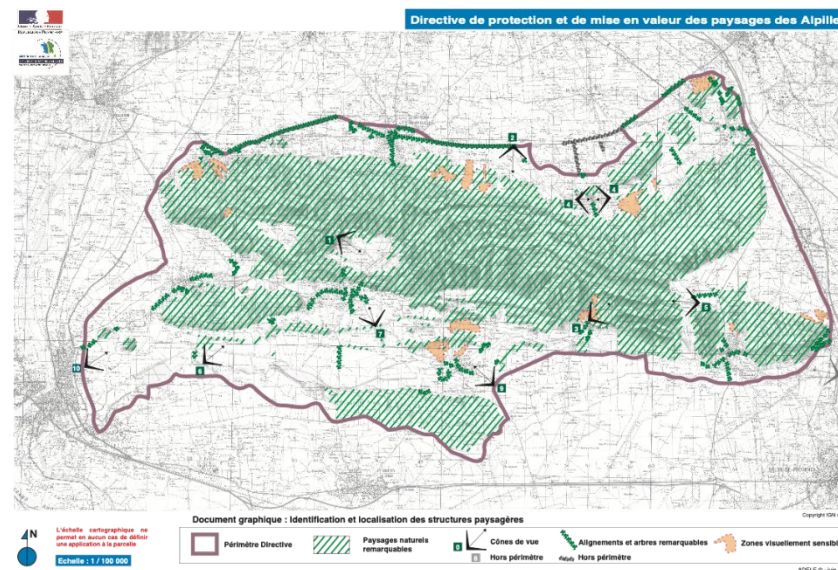
Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT ambitionne de capitaliser sur le patrimoine bâti et végétal dans la gestion paysagère (P48), y compris le patrimoine vernaculaire et le patrimoine linéaire, (P38, P40, P167), protégés par ailleurs par la Loi de 2016 pour la Reconquête de la Nature, de la Biodiversité et des Paysages.

Il ambitionne également la valorisation du petit patrimoine lié à l'eau et des ouvrages et aménagements hydraulique dans le cadre de la trame Bleue (P42).

Le SCoT est compatible

ORIENTATION 2 : PROTEGER L'ASPECT NATUREL DU MASSIF ET LES



ESPACES OUVERTS EMBLEMATIQUES DES PIEMONTS

- Afin de préserver les paysages naturels remarquables, listés et cartographiés, les PLU(i) ou les documents d'urbanisme en tenant lieu y interdiront les constructions nouvelles non directement liées à l'exploitation agricole. Les constructions préexistantes (en particulier le petit patrimoine rural bâti) devront être maintenues dans leur intégrité et leur volumétrie actuelle. Pour les bâtiments agricoles et leurs extensions, le respect de l'équilibre des paysages devra être observé.
- Dans les zones visuellement sensibles cartographiées, les PLU(i) ou les documents d'urbanisme en tenant lieu interdiront les constructions nouvelles non directement liées à l'exploitation agricole. Pour les bâtiments agricoles et leurs extensions, le respect de l'équilibre des paysages devra être observé.
- Les cônes de vue cartographiés, identifiant les vues les plus marquantes du massif devront être préservés.

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT n'interdit pas directement les constructions dans les secteurs emblématiques pointés par la Directive. Il sectorise cependant les espaces agricoles à fort intérêt environnemental sur les parties agricoles de la Directive et classe en Réservoirs de biodiversité majeurs les secteurs de massifs de la Directive. Les points de vue emblématiques de la Directive sont reportés sur la carte paysage du DOO.

Un point de vigilance fort est le cône de vue n°8 de la Directive, depuis l'autoroute, dont une partie du champ visuel ne se situe pas dans le périmètre de la Directive, mais toutefois, la prescription n°38 impose de préserver les vues emblématiques depuis les axes principaux de circulation et le cône de vue est repris dans la carte du paysage ainsi que sur la carte spécifique du PNRA.

Le SCoT est compatible

ORIENTATION 3 : PRESERVER LA QUALITE DES ESPACES BATIS

- Les extensions de l'urbanisation devront se faire dans le respect des structures paysagères : réseau hydrographique, réseaux hydrauliques, alignements d'arbres remarquables, haies traditionnelles. Leur volumétrie devra se définir dans le cadre d'une échelle compatible avec la silhouette des villages, mas ou maison de maître traditionnelles.

- L'implantation de terrains de camping et de caravanning devra obéir aux mêmes règles que celles qui concernent l'urbanisation (dans les zones où elle est autorisée). Ces orientations et principes fondamentaux sont accompagnés de « documents graphiques » (alignements et arbres remarquables, cônes de vue, zones visuellement sensibles) et de la carte au 1/50 000 qui constituent ensemble les dispositions de la "directive paysagère" du massif des Alpilles.

Présentation de l'articulation du SCoT

Le SCoT protège les silhouettes bâties des villages.

Il encadre les extensions d'urbanisation par diverses prescriptions et préconisations d'intégration paysagère. Il définit une méthodologie pour identifier les enveloppes urbaines qui ne comprennent pas le bâti diffus.

Il protège le socle paysager intégrant notamment relief et accessibilité visuelle aux cours d'eau, et il protège les ripisylves et le réseau hydrographique

Le SCoT est compatible

9. Le Document Stratégique de Façade (DSF)

Pour chacune des façades maritimes en métropole, un document de planification, le document stratégique de façade (DSF), précise et complète les orientations de la stratégie nationale au regard des enjeux économiques, sociaux et écologiques qui lui sont propres. Aux termes des dispositions de l'article L.219-4 du code de l'environnement, les plans, les programmes et les schémas applicables aux espaces et territoires mentionnés aux 2^e et 3^e alinéas de l'article L.219-1 du présent code prennent en compte le DSF.

Le SRADDET doit donc prendre en compte les objectifs et dispositions de ce document. Le volet stratégique du DSF Méditerranée a été approuvé par arrêté inter-préfectoral du 4 octobre 2020.

Le DSF s'appuie sur l'ambition fixée par la stratégie nationale pour la mer et les littoraux (SNML) adoptée en 2017. Le volet stratégique du document fixe 23 objectifs généraux déclinés en 115 objectifs stratégiques. Parmi les objectifs généraux, une attention particulière doit être portée à la prise en compte des objectifs suivants :

- A. Maintenir ou rétablir la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes des fonds côtiers ;
- F. Réduire les apports à la mer de contaminants bactériologiques, chimiques et atmosphériques des bassins versants ;
- G. Réduire les apports et la présence de déchets dans les eaux marines ;
- K. Développer les énergies marines renouvelables en Méditerranée ;
- L. Contribuer à un système de transport maritime durable et compétitif, reposant sur des ports complémentaires ;
- P. Accompagner et soutenir les industries nautiques et navales ;
- R. Accompagner l'économie du tourisme dans le respect des enjeux environnementaux et des autres activités ;
- V. Accompagner les acteurs de l'économie maritime et l'ensemble des usagers de la mer dans la transition écologique, énergétique et numérique ;
- W. Anticiper et gérer les risques littoraux. Cet objectif renvoie à la stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte qui traite du problème de la vulnérabilité du littoral français aux phénomènes d'érosion côtière et de submersion marine.

Présentation de l'articulation du SCoT

Concernant la prise en compte des enjeux de protection et développement de sa façade littorale, le SCoT consacre un axe (axe 5) afin de trouver l'équilibre entre développement et préservation. Ainsi le SCoT ambitionne de faire de la préservation et de la restauration des milieux littoraux un projet de territoire (artificialisation des petits fonds côtiers, restauration écologique dans les milieux côtiers, ...), d'améliorer la qualité des milieux en ayant une réflexion à l'échelle du bassin versant sur les système d'assainissement des eaux pluviales avec enlèvement des déchets, de soutenir les filières économiques maritimes d'excellence du territoire, de poursuivre le développement des énergies marines renouvelables sur les espaces littoraux, d'engager les territoires les plus exposés dans une stratégie de gestion intégrée du trait de côte et anticiper certains reculs stratégiques, etc.

Ses ambitions sont traduites au niveau du DOO autour des objectifs 2.1.1, 2.1.1, 2.1.3, 3.4.3, 3.5.2 et 5.5.5.

Le SCoT est en cohérence avec la DSF en prenant en compte l'ensemble des objectifs identifiés.

Le SCoT est compatible

Ainsi le SCoT Aix Marseille Provence est bien compatible avec les objectifs et dispositions document stratégique de façade.

10. La Directive Territoriale d'Aménagement (DTA)

La Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) des Bouches-du-Rhône s'articule autour de 3 orientations et objectifs suivants.

Le développement de la Métropole marseillaise et du département

- Assurer la continuité des grands axes d'échanges Nord-Sud et Est-Ouest
- Assurer la liaison des grandes métropoles du Sud français par le TGV et les liaisons régionales
- Optimiser le système aéroportuaire, en articulant les fonctions de l'aéroport Marseille-Provence et de l'aérodrome des Milles
- Favoriser la dynamique des fonctions métropolitaines supérieures, à l'image de l'opération d'intérêt national Euroméditerranée



- Accroître le rayonnement de l'enseignement supérieur et de la recherche
- Développer l'économie maritime en diversifiant les activités sur les bassins de Fos et Marseille
- Valoriser le potentiel et la diversité de l'agriculture
- Développer les filières porteuses, notamment la filière logistique
- Affirmer le développement touristique, et en particulier le tourisme d'affaires, puissant vecteur d'image

Le fonctionnement de l'aire métropolitaine et du département

- Construire un réseau de transport collectif à l'échelle métropolitaine et départementale
- Favoriser l'utilisation des transports en commun comme alternative à la voiture
- Terminer la réalisation des infrastructures routières nécessaires
- Privilégier le renouvellement urbain
- Définir des secteurs privilégiés de développement
- Retraiter les zones d'habitat diffus
- Maitriser l'évolution des secteurs soumis à forte pression

La préservation et la valorisation des espaces naturels et agricoles

- Préserver et mettre en valeur les espaces naturels patrimoniaux : les calanques, la Sainte-Victoire, la Camargue, la Crau, le plateau de l'Arbois...
- Limiter l'urbanisation des terres agricoles et éviter leur mitage
- Prévenir les risques naturels
- Favoriser une fréquentation et une utilisation des espaces naturels compatibles avec leur maintien
- Identifier les espaces du littoral à préserver
- Définir des principes pour éviter une urbanisation continue du rivage
- Préserver la qualité de l'air et de l'eau
- Gérer les déchets
- Gérer les ressources du sol et du sous-sol

Présentation de l'articulation du SCoT

Concernant la prise en compte des 3 orientations et de leurs objectifs, le SCoT s'inscrit pleinement dans les objectifs de développement et de fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence (axes 2 à 5) ainsi que dans les objectifs de protection du patrimoine naturel (axes 1 et 5). Ainsi les ambitions portées par le PADD viennent conforter les objectifs de la DTA notamment au travers de ces points forts comme préserver durablement l'armature des espaces agricoles, naturels et aquatiques pour leur multifonctionnalité, valoriser la diversité paysagère métropolitaine et (re)qualifier les interfaces entre les espaces naturels, agricoles et urbanisés, s'appuyer sur une armature territoriale recentrée pour organiser l'accueil du développement, porter des objectifs conciliant développement économique et attractivité résidentielle, en cohérence avec l'ambition métropolitaine, en limitant la consommation d'espace, accompagner les secteurs économiques en transition et renforcer les filières locales pour une plus grande souveraineté industrielle, alimentaire et technologique, garantir la disponibilité et la durabilité des ressources naturelles du territoire

Ses ambitions sont traduites au niveau du DOO, notamment autour des objectifs 1.1.1, 1.2.1, 1.3.1, 2.1.1, 2.1.3, 2.2.1, 2.2.4, 2.2.6, 3.1.1, 3.1.2, 3.3.1, 3.4.1, 3.4.2, 3.5.1, 5.1.2, 5.1.4, 5.4.1, 5.5.1, 5.5.2 et 5.5.5.

Les cartes du PADD ainsi que celles de l'atlas cartographique viennent spatialisées ces ambitions, en cohérence avec la carte des orientations de la DTA présentée en page suivante, ainsi que celle concernant les modalités d'application de la loi littoral.

Le SCoT est compatible avec les orientations et objectifs de la DTA des Bouches-du-Rhône.

Le SCoT est compatible

